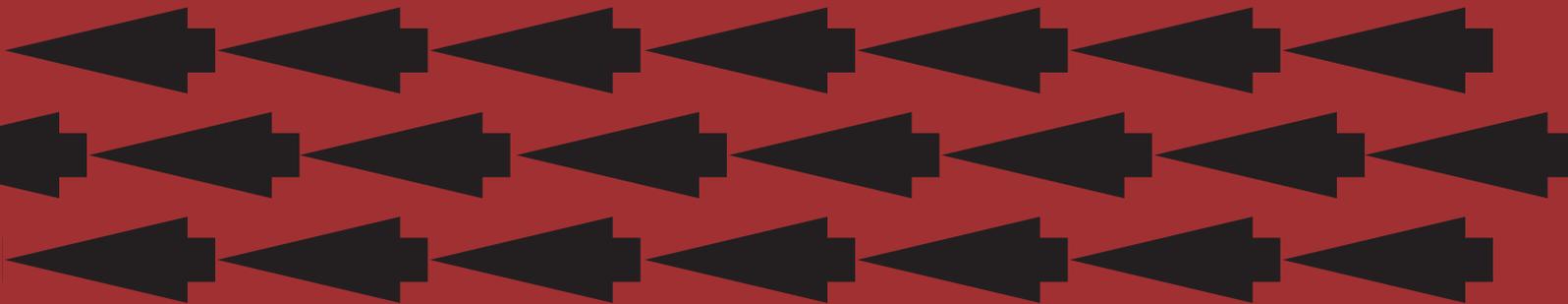
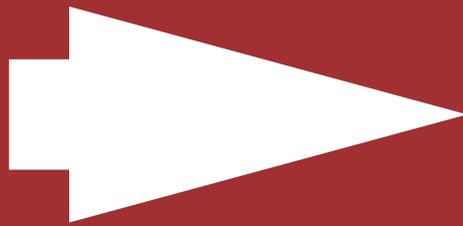


ET SI ON DEVENAIT RAISONNABLES

ESSAI DE PHILOSOPHIE ÉCONOMIQUE
POUR UN AUTRE PARADIGME
EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

François Jairaj Paul-Pont



EN AVANT ! ÉDITIONS

A ma mère, sans qui...
A mes enfants, pour qui...
Et à ma chienne Lola,
morte à la fin de l'écriture de cet essai

Sommaire

4	<i>Préface</i>
8	<i>Préambule</i>
<i>1^{ère} Partie : Ou en sommes-nous ?</i>	
15	I. A quoi servent les économistes ?
21	II. Dans quel capitalisme vivons-nous ?
<i>2^{ème} Partie : Où allons-nous (peut-être...) ?</i>	
33	III. La « décroissance sélective »
49	IV. « La simplicité volontaire »
56	V. Le « localisme »
69	<i>Conclusion</i>
77	Annexes
126	DVD-Thèque
127	Bibliographie



Ouvrage édité sous Licence CC Infos p.128



À chaque fin de section ce petit signe vous permet de retourner au **Sommaire** dont chaque ligne est également interactive. À vos clics !

Préface

« Il n'y a pas d'alternative », « le cours des choses est inéluctable », « les chiffres parlent d'eux-mêmes ». Les gouvernants actuels de nos démocraties « représentatives » nous abreuvent de ce genre d'assertions, qu'ils veulent irréfutables, pour légitimer des décisions contraires aux aspirations de ceux qui les ont mandatés. Faudrait-il donc que nous soyons résignés à un destin tout tracé, aussi inexorable que la mort qui nous attend au bout du chemin? Nous serions ainsi emportés par les eaux du Styx sans pouvoir faire autre chose que nous débattre, ou à la rigueur, choisir notre style de nage. En attendant notre mort définitive, la mansuétude de ceux qui nous gouvernent nous prépare en nous faisant subir toutes sortes de petites morts : celles de nos aspirations, de nos désirs, de nos espoirs...

On n'y pourrait donc rien : ce serait la mondialisation qui voudrait ça et nous serions d'ailleurs bien égoïstes d'empêcher ces peuples, que nous avons si longtemps exploités, d'accéder à leur tour aux voluptés que leur pillage nous avait procurées !

Le temps que la grande balance économique s'équilibre à nouveau, on nous promet, comme jadis, du sang et des larmes : le temps du sacrifice est de retour...C'est à ce prix que nous sauverons ce qui peut être sauvé. Amputons les acquis sociaux : sans jambes, sans bras et même sans tête, il nous restera encore le tronc...Abandonnons ce que nous avons obtenu en deux siècles de luttes : une possibilité de mieux « être » pour un plus grand nombre. Ils nous disent que c'est le prix à payer. Pour sauver quoi ? La sécurité ?... Sociale ?... Pas sûr, mais si nous ne consentons pas tout de suite, ici et maintenant, au sacrifice : alors ce sera sûr !...

Mais quelle vie veut-on nous faire vivre ? Pour qui ? Pour quoi ?

Lorsqu'en 1989, à la chute du mur de Berlin nous dansions de joie devant l'agonie du totalitarisme soviétique, nous ne pouvions imaginer les effets vénéneux que cette disparition annoncée allait provoquer. Tant que les grands chiens se battaient entre eux pour savoir qui allait dévorer la proie, nous autres pauvres lapins avions quelques chances de nous en sortir...Nous pouvions espérer un monde qui ne serait ni ceci, ni cela : un monde « meilleur » semblait encore possible...

Las ! Ce qui a aussi disparu avec les détestables Goulags et le KGB, sans que nous en mesurions à l'époque toute la portée, c'est un potentiel de contradiction institutionnalisé et planétaire à l'ombre duquel des discours différents pouvaient encore exister. Désormais les thèses libérales ont établi leur hégémonie absolue dans l'espace de la pensée économique.

Une croissance continue serait donc possible et « la main invisible du marché », toujours et encore, conduirait ce développement sans fin, telle une gentille fée, vouée au bonheur de l'humanité. Les quelques soubresauts inhérents à la nature humaine, que d'aucuns nomment « crises », seraient tôt ou tard, dépassés et assurés d'un « happy end » grâce à la baguette magique de la dite fée !

« *La difficulté* - écrivait le philosophe Wittgenstein - *c'est de nous rendre compte du manque de fondements de nos croyances* ». Pourtant même l'observateur le plus distrait pourrait constater, en regardant autour de lui, combien ces thèses libérales se trompent et nous trompent. Le « progrès en marche » n'a jamais généré autant d'inégalités : de revenus, d'accès à l'éducation, aux soins, à la culture, aux biens et aux services. Malgré la mondialisation, dont on nous vantait la capacité à réduire les écarts entre pays riches et pays pauvres, les disparités entre pays ne cessent de s'accroître et les progrès technologiques, s'ils améliorent le sort d'une minorité, semblent contribuer à exclure une part croissante d'individus, des droits, des égards et des services que leur société est censée leur apporter. Comment aussi peut-on ignorer la diminution de ressources naturelles et l'impact de cette production boulimique dans les déséquilibres environnementaux et les pollutions en tout genre qui accompagnent l'urbanisation forcenée de notre planète ?

Alors d'où vient cette foi dans les bienfaits de l'économie libérale ? D'où viennent ces certitudes que la croissance serait sans fin et bénéfique à tous ? Les penseurs occidentaux, exégètes de cette idéologie, ont-ils oublié les leçons des philosophes antiques ? L'«Ubris» ou la passion de l'accumulation des richesses, des biens, du pouvoir, le dépassement de la mesure, s'accompagne inexorablement de la « Némésis » c'est-à-dire d'une destruction qui anéantit bien plus profond encore que ce qui a été accumulé.

En France, où l'économie est tirée par la consommation des ménages, le : « travailler plus pour gagner plus », fut un slogan particulièrement habile du candidat Sarkozy aux élections présidentielles de 2007. Cette formulation lui a attiré les suffrages d'une partie de l'électorat ouvrier qui s'est laissé duper malgré l'opposition de certains syndicats, notamment de la CGT. En la circonstance, le pari fait par le candidat était de s'appuyer sur des représentations, encore prégnantes dans le monde ouvrier, d'un

travail générateur d'un statut social respectable, mais aussi d'un travail permettant l'accès au bien être (de plus en plus assimilé à la consommation) et générateur d'ascension sociale. Or dans la France post-industrielle, nos gouvernants n'ont que faire de tous ces travailleurs dont les qualifications et l'adaptabilité ne correspondent plus aux nouveaux modes de production. Leur valeur réside plus dans leur capacité à consommer que dans celle de produire des richesses. En 2010, trois ans plus tard, la réalité dément le slogan et déçoit ceux qui ont cru aux belles promesses : le nombre de chômeurs a augmenté, tandis que ceux qui ont pu « travailler plus » ont vu leur revenu stagner, voire régresser, rogné par l'augmentation des charges et prélèvements divers. Au plan national, la consommation s'est maintenue, a même un peu progressé, dopée par des mesures incitatives circonstancielles, mais au prix de l'accroissement de l'endettement des ménages et de l'accroissement concomitant de la dette publique qui passe de 66,4% du PIB en 2007 à 80,3% du PIB attendus en 2010. (In le Monde Diplomatique, Juillet 2010). Selon diverses études, 1/3 de cet accroissement serait dû à la crise, le reste étant imputable à la politique économique du gouvernement. Dans le même temps, les banques et les grandes entreprises du CAC 40 font des profits records : la consommation des ménages leur est encore bénéfique ! Globalement la consommation a encore rempli son rôle anesthésiant : détourner l'attention de la marchandisation des relations sociales, leurrer des citoyens de moins en moins acteurs des affaires de la République, faire croire que tout cela est banal, que la situation est sous contrôle et par conséquent que les mesures politiques prises sont nécessaires, logiques, justifiées. Que peut-on encore espérer, rêver dans un tel contexte ?

« **Manquer de possible signifie que tout nous est devenu nécessité et banalité** » (Søren Kierkegaard, Traité du Désespoir, 1849). Alors on courbe l'échine, on accepte pour ne pas manquer, on se pose et on pose de moins en moins de questions, moyennant quoi, pour quelque temps encore, la logique libérale peut continuer son œuvre...

La Polynésie Française illustre de manière remarquable les effets et méfaits de ce libéralisme sans vergogne. Lors de mes séjours professionnels, comme plus tard lors de mon installation dans le Territoire, de nombreux interlocuteurs locaux, m'ont présenté comme une qualité singulière le fait que le « Polynésien » apprenne surtout en observant, à la suite de quoi il est capable de reproduire à la perfection, les méthodes et processus qu'il a intégrés par cette observation. En matière de politique comme en économie, les faits semblent confirmer ces assertions. La Polynésie Française apparaît comme une caricature de la situation de la métropole : une économie artificielle, soutenue par les transferts massifs de la métropole et fondée sur la consommation des ménages. Mais ici les inégalités sont plus flagrantes, la consommation est essentiellement circonscrite au groupe social de ceux qui ont su accaparer à un titre ou un autre, directement ou

indirectement, la manne des subventions publiques, tandis que la proportion des -laissés pour compte- est significativement plus importante qu'en France. De son côté, la classe politique locale semble plus homogène dans sa fringale à assouvir ses intérêts personnels et manifeste moins le souci de masquer ses agissements en proclamant son dévouement au bien public. Il est vrai que la classe politique polynésienne se sent soutenue par son homologue métropolitain qui trouve son intérêt propre dans le statut et les pratiques du Territoire. Cette situation particulière de la Polynésie Française, qui intègre et accentue les modes de gouvernance actuellement pratiqués en Métropole, démontre à quel point les « solutions libérales » sont inopérantes : l'économie locale va de mal en pis et les incontestables atouts dont disposait le pays sont mis à mal par une classe politique gouvernée par l'« Ubris ». Ainsi le tourisme qui représentait pourtant un remarquable potentiel créateur de richesse pour le « pays » s'effondre d'année en année et alimente en continu la croissance du chômage...Faut-il voir dans cette situation locale, une anticipation du cours de l'économie métropolitaine ?

En tout cas à Tahiti, rien ne semble actuellement annoncer la possibilité d'une évolution positive et la classe politique continue à tourner sur elle-même, adonnée à ses pratiques navrantes et néfastes. L'ouvrage de François Paul-Pont, dans un tel contexte, aussi fermé, aussi privé de toute perspective, stérile de tout espoir, relève de la résilience. Les convictions de l'auteur, son engagement et ses capacités à expliquer et à faire comprendre ce qui est en jeu, dans les discours dominants sur la croissance et les pratiques politiques qui en découlent, devraient faire bien plus que les gouttes d'eau tombant du bec du colibri sur la forêt en feu.

Qui sait ? Et si, parabole pour parabole, cet ouvrage provoquait un effet papillon ?

Hubert Reys
Urbaniste & expert en développement local
CCLOKK ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Comité Citoyen de Lutte contre l'Ochlocratie, la Kleptocratie et la Kakistocratie.

Préambule : de quoi j'me mêle ?

Un jour, dit la légende, il y eut un immense incendie de forêt. Tous les animaux terrifiés et atterrés observaient, impuissants, le désastre. Seul un petit colibri s'active, allant chercher dans son bec quelques gouttes d'eau pour les jeter sur le feu. Au bout d'un moment, le tatou, agacé par ses agissements dérisoires, lui dit : « Colibri ! Tu n'es pas fou ? Tu crois que c'est avec ces gouttes d'eau que tu vas éteindre le feu ? ». « Je le sais - répond le colibri - mais je fais ma part ».

En dehors des grandes décisions que les pouvoirs publics doivent prendre, il appartient à chacun d'entre nous, à titre individuel, de faire ce qui est son pouvoir dans sa sphère d'influence pour apporter sa pierre à l'édification d'un mieux « vivre ensemble » dans une autre forme d'organisation de la société, comme nous y incite cette légende amérindienne citée par le philosophe Pierre Rabhi dans son livre paru en 2010, « *La part du colibri ou L'espèce humaine face à son devenir* ».

Avec le basculement de notre planète dans un nouveau millénaire, l'Histoire semble vouloir s'accélérer : fin des alternatives idéologiques (notamment le système communiste) après la chute du Mur de Berlin ; hégémonie de la vision économique américaine (la « Pax americana ») ; suprématie sans partage de l'idéologie économique néolibérale ; diffusion rapide des nouvelles technologies à travers un monde de plus en plus globalisé ; mais également, crises financières et boursières à répétition ; creusement des inégalités entre les pays les plus riches et les pays les moins avancés ; explosion du sida en Afrique ; apparition de nouvelles maladies épidémiques ; contestation grandissante des formes actuelles de la mondialisation ; prolifération du terrorisme ; multiplication de guerres faites par des gens qui ne se connaissent pas au profit de gens qui se connaissent très bien, etc.

Tous ces événements s'inscrivent dans un vaste processus de transformation sociale, économique et politique à l'échelle planétaire. On assiste ainsi à l'émergence d'un nouvel avatar mondialisé du capitalisme sous l'effet principalement de deux grandes forces : les nouvelles technologies de communication et la globalisation de la finance. Certes, le capitalisme n'a cessé de se transformer tout au long de sa longue histoire, et la période actuelle correspond marque une transition vers une nouvelle forme, caractérisée par la domination sans partage de la finance et de l'information, domination qui induit une nouvelle forme d'organisation de chacune de nos sociétés, et du monde en général.

Les (nouvelles) technologies de l'information et de la communication, obéissant à des lois nouvelles très strictes, bouleversent en profondeur les entreprises, la société et *in fine*, l'économie mondiale. Par ailleurs, le processus de globalisation financière, qui s'est fortement accéléré à partir des années 80 à la suite de choix politiques fortement inspirés par l'idéologie néolibérale des *Chicago Boys* accorde une primauté sans partage au marché (et ses « lois »), à l'actionnariat et à la rentabilité financière.

Les changements en cours dépassent de beaucoup les simples mutations (de nature essentiellement technologique) du système capitaliste, mises en avant par les théoriciens de la « nouvelle économie ». Un nouveau capitalisme, le « capitalisme actionnarial », se met progressivement en place en commençant par les pays anglo-saxons. Les actionnaires, prioritairement les investisseurs institutionnels (ou « zinzins »), qui accaparent la gestion de très gros portefeuilles d'actions, en sont devenus la figure de proue centrale et emblématique. Ils ont imposé de nouvelles règles aux entreprises, voire même aux gouvernements de la planète (cf. la Grèce) : la « gouvernance d'entreprise » et la maximisation de la « valeur actionnariale ». Ce nouveau capitalisme est régulièrement ébranlé par des crises successives, pour ne pas dire à répétition, qui ne sont que les conséquences de ses contradictions internes, et notamment de son incapacité chronique à se réguler de lui-même.

Ce nouveau régime, en rupture radicale avec le capitalisme des « trente glorieuses », bouleverse les rapports sociaux, remet en question le salariat traditionnel, et introduit de nouvelles formes d'inégalités telle que la fracture numérique. Face à de tels dérèglements du système, et contrairement à l'idée très largement répandue que le néolibéralisme est la seule conception économique possible de nos jours, je considère qu'une autre conception du développement, du partage de la richesse et du commerce mondial est non seulement possible, mais surtout nécessaire à la survie de l'espèce humaine sur notre planète. Pour autant que l'on soit convaincu qu'en continuant sur la lancée actuelle nos sommes certains « d'aller droit dans le mur », un autre paradigme est à mettre en œuvre, en le fondant sur trois concepts, novateurs, impliquants autant qu'exigeants : la « **décroissance sélective** », la « **simplicité volontaire** » et le « **localisme** ».

C'est en tout cas ce que je vais m'efforcer de développer tout au long de cette essai de « philosophie économique ». Avec pour toile de fond, cette lancinante question : « Et si on devenait enfin raisonnable » ?

Economiste de formation, ayant notamment dispensé un cours sur l'analyse des modèles de croissance à l'Institut des sciences économiques de l'Université d'Oran, j'étudie, j'explore et j'enseigne à présent la Communication à l'Institut supérieur d'enseignement privé de Polynésie française (ISEPP) depuis près de dix ans, tout en exerçant en parallèle une activité de consultant. Pour autant, je n'ai cessé depuis

mes années algériennes de continuer à m'intéresser de près aux problématiques de la croissance, du développement et des avatars successifs du système capitaliste, industriel au départ, devenu par la suite financier, et « post-industriel » de nos jours, avec ce qu'il est communément appelé la « nouvelle économie » ou encore « l'économie numérique ».

Or force est de constater l'échec aujourd'hui patent du modèle économique appliqué avec entêtement en Polynésie française depuis une quarantaine d'années, modèle fondé principalement sur des transferts massifs de l'Etat (via notamment la « manne atomique » au départ, puis la rente de « l'après CEP »), la commande publique, le protectionnisme abusif de certaines « rentes de situation » et une (sur) consommation des ménages nourrie de « vœux d'achat » grandement artificiels, et un interventionnisme tous azimuts de l'administration locale.

Cet échec s'est trouvé aggravé d'abord par un gaspillage financier éhonté et les pratiques clientélistes condamnables (et bientôt condamnées ?) d'un pouvoir « monarchique », un temps absolu. La crise mondiale qui a débuté en 2008 n'a fait que mettre un peu plus en évidence et accentuer les faiblesses structurelles récurrentes d'un système économique et social polynésien à bout de souffle, obsolète et très largement discrédité au regard de l'opinion publique.

Mais parlons un peu de cette « crise ». Le plus difficile dans une crise, ce n'est pas tant la crise elle-même, que de vouloir en sortir avec des solutions d'hier. En chinois, le mot crise s'écrit au moyen de deux idéogrammes. Le premier renvoie à la notion de danger et le second signifie : l'instant, la chance à saisir. Ainsi exprimée, une crise est tout autant une opportunité qu'un péril.

Pour l'économiste Jacques Marseille, « *le propre de la crise est de souligner l'ampleur du divorce qui se joue, aujourd'hui comme hier, entre les ruptures technologiques qui bouleversent en profondeur la société et les pesanteurs socioculturelles de nos élites* » (cf. *A bas la croissance, vive le progrès !* in Le Point – Novembre 2009). Il y a chez ces dernières une prise de conscience particulièrement lente de l'existence bien réelle d'une « *pauvreté dans l'abondance* » pour reprendre l'expression de John M. Keynes. On est sorti de la grande crise des années 30 par des politiques de relance d'inspiration keynésienne, débouchant sur la mise en place de la société de consommation rendue possible par le développement de la grande distribution, la naissance du crédit à la consommation, l'instauration du salaire minimum garanti, la production de voitures populaires bon marché, etc.

Or Jacques Marseille fait remarquer que c'est précisément cette société de consommation qui est remise en question par la crise actuelle. « *Nous avons pensé trop longtemps qu'il n'y avait qu'à construire des voitures et qu'il y aurait toujours*

des gens pour les acheter » a admis Fritz Anderson le PDG de General Motors (qu'il a fallu sauver de la faillite à grand renfort d'argent public). Incroyable propos de la part d'un grand capitaine d'industrie qui souligne, si besoin en était, la passivité coupable des élites économiques et politiques face aux profondes mutations qui redistribuent le monde depuis la fin des années 80.

« ***Aujourd'hui, le divorce en cours est celui qui s'observe entre une société qui fonde encore ses logiques sur l'avoir et la consommation, et une autre qui se met en place en cherchant surtout un mieux-être compatible avec les exigences de l'environnement et la raréfaction inexorable des ressources*** » souligne J. Marseille. « [...] *Avec la crise, les français cherchent à donner un sens à leurs achats. 43% d'entre eux déclarent ne pas avoir envie de dépenser pour le plaisir. 59% se déclarent indifférents aux marques. 74% jugent la publicité ennuyeuse* ».

Autant d'évolutions qui marquent la fin du modèle sur lequel était fondée la sortie de crise de 1929 en perdurant jusqu'à la fin du 20^{ème} siècle. Mais autant d'évolutions également « *qui annoncent la naissance d'une société « durable » fondée sur la recherche du mieux-être individuel et le respect des équilibres environnementaux. [...] Un bouleversement qui montre aussi que les sociétés avancent plus vite dans leurs évolutions que les modes de pensée de ceux qui les dirigent* ». Puisse le présent essai contribuer - modestement - à déciller les yeux de nos dirigeants politiques et syndicaux locaux..., et donner une perspective d'espoir à une opinion publique désabusée, voire désespérée.

Bien évidemment en Polynésie française, l'instabilité politique chronique et irresponsable pratiquée avec délectation depuis 2004 a indéniablement joué un rôle d'accélérateur de l'incendie qui embrase aujourd'hui la « forêt polynésienne », quand bien même ce n'est pas elle qui a craqué l'allumette au départ.

Pour preuve, cet extrait de la synthèse de la commission « Société et développement » du 3^{ème} Synode diocésain de l'archidiocèse de Papeete, publié dans Les Nouvelles du 12 juin 2010 : « [...] *Regardons en face les faiblesses et blocages de notre société actuelle ; répartition injuste des richesses, privilèges d'une minorité, clientélisme politique, corruption, affairisme, culture du profit, spéculation, corporatisme, exode des archipels et urbanisation sauvage, consommation de luxe à côté d'un prolétariat qui s'installe, économie artificielle basée sur des transferts métropolitains entraînant une consommation démesurée sans production locale significative, poids excessif de la fiscalité indirecte, croissance démographique mal maîtrisée, système éducatif mal adapté, protection sociale plus importante que le travail, unité des familles trop faible, manque d'honnêteté, de rigueur, de responsabilité, de contrôle, etc. [...]* ».

Qui est l'auteur de ce réquisitoire aussi lucide et pertinent qu'irréfutable ? Mgr Michel Coppenrath, dont les propos sont rapportés par son frère Mgr Hubert. Et de quand date-t-il ? De... novembre 1989 ! Les analyses et les conclusions des Etats Généraux de 2009 n'ont malheureusement pas révélé que, vingt ans plus tard, les choses avaient évolué en mieux, bien au contraire ! L'économie polynésienne aujourd'hui est l'archétype de ce que l'économiste Georges Stigler a décrit dans sa Théorie de la capture comme étant une « économie positive de la réglementation ». L'autorité réglementaire y est vénale et soumise à l'influence des acteurs politiques et de groupes d'intérêts. Elle n'est plus de ce fait garante de l'intérêt général. La réglementation s'y analyse comme un service échangé entre les offreurs (décideurs politiques et fonctionnaires) et des demandeurs (des dirigeants d'entreprises). Les offreurs cherchent à maximiser leurs chances de réélection et les demandeurs souhaitent se protéger de la concurrence, en particulier étrangère. Le réglementeur devient dès lors un agent au service des intérêts particuliers de certaines entreprises.

Ne pouvant me contenter sans rien faire que de regarder s'embraser le *fenua*, tel cet empereur se délectant de l'incendie de Rome, j'ai souhaité par les quelques réflexions, analyses et propositions personnelles qui suivent, apporter modestement et dans une démarche citoyenne, ma « part du Colibri », en proposant à la réflexion commune les fondements et les grands principes directeurs d'un projet de paradigme (*i.e* un modèle théorique de pensée qui oriente la réflexion) économique, « soutenable » au sens anglais de *sustainable*, solidaire, et alternatif au modèle économique obsolète actuel, pour la Polynésie française de demain.

Remarque préliminaire :

Ce dont il va s'agir ici, c'est d'un **cadre global** de pensée et des **principes généraux** d'un modèle économique alternatif suggéré, dans la mesure où seule leur élaboration conceptuelle peut émaner de la réflexion intellectuelle d'une personne isolée. Les contenus pratiques plus précis du modèle, c'est-à-dire le **programme économique** correspondant, ne seront pas évoqués ici, pour la simple et bonne raison que d'une part ils relèvent de l'imaginaire collectif de la société polynésienne actuelle, et d'autre part, parce qu'un tel programme économique étant amené, le cas échéant, à impacter et conditionner la vie quotidienne de tout un chacun, l'élaboration de ses contenus détaillés ne peut donc légitimement émaner que d'une réflexion collective, d'une co-construction, tant au niveau des options possibles que des arbitrages à opérer entre ces options, dans le but de parvenir *in fine* à un consensus le plus large possible, puis à son appropriation ultérieure par la population. Je ne propose donc ici qu'une réflexion de sociologie et de philosophie économiques pour un paradigme de développement alternatif de la Polynésie française. **Le programme économique qui, le cas échéant en découlerait reste encore à écrire, collectivement.**





1^{ère} Partie

Où en sommes-nous ?

« Le monde a commencé sans les hommes ;
il peut finir sans eux ».

Claude LEVI-STRAUSS

1^{er} Acte

« A quoi servent les économistes, surtout
s'ils pensent tous la même chose ? »

Cette interrogation un tant soit peu provocatrice servait de titre à un article d'André Orléan, président de l'Association française d'économie politique (AFEP), publié dans Le Monde du 13/02/2010. Il y explique notamment que l'AFEP « est constitué d'une grande variété d'économistes professionnels universitaires, partisans du pluralisme de la pensée et de l'ouverture intellectuelle, dans le cadre de débats contradictoires ». Elle n'est en rien opposée à l'ASEP (Association française de science économique), mais elle se donne pour objectif premier de peser sur les évolutions institutionnelles que connaît l'économie actuellement. André Orléan précise que l'AFEP « résulte de la prise de conscience, au cours des dernières années, d'une fermeture progressive de la réflexion économique autour de propositions et de méthodes devenues des dogmes. [...] Nous pensons que l'hégémonie absolue acquise aujourd'hui, dans nos institutions de recherche et d'enseignement, par le paradigme néo-classique, est un obstacle à la réflexion collective et qu'elle est même un obstacle majeur. La crise contemporaine nous en offre l'illustration exemplaire ».

Cette même hégémonie de la pensée unique néolibérale, ce même diktat de l'orthodoxie économique néo-classique, pouvant aller jusqu'à une forme d'autisme vis-à-vis de toute pensée économique autre que la sainte *doxa* de la primauté absolue de l'économie libérale de marché, sévit également en Polynésie française, à longueur d'articles dans la presse locale, de débats télévisés et d'interviews radiophoniques.

N'en déplaise à nos économistes universitaires locaux, enfants naturels de Milton Friedmann nourris au lait de l'Ecole de Chicago, c'est à la Reine d'Angleterre que nous devons la question la plus pertinente posée jusqu'ici sur la plus grave crise financière mondiale que nous ayons connue depuis celle de 1929. Comme le rapporte Frédéric Lemaître (cf. Le Monde du 05/09/2009), c'est la Reine en effet qui, fin 2008, a demandée lors d'une visite à la prestigieuse London School of Economics « *Comment se fait-il que personne ne l'ait prévu ?* ».

Sa question eut alors le mérite d'ouvrir en Grande Bretagne un débat public qui chez nous n'a malheureusement pas encore émergé. On peut regretter qu'un tel débat ne soit l'apanage que des seuls initiés, car force est de constater que les économistes constituent l'une des professions ayant le plus d'influence sur les hommes politiques et, par voie de conséquence, sur nos vies quotidiennes. Depuis deux cents ans, on n'a eu de cesse de chercher à nous convaincre, via les modèles économétriques notamment, que contrairement aux sciences humaines, l'économie est une science exacte au même titre que la physique ou les mathématiques, comme l'atteste « L'économie ne ment pas », titre du dernier opus de Pascal Salin, enseignant à Paris-Dauphine et libéral convaincu, dans lequel il écrit notamment ceci : « *La création de marchés financiers complexes a conduit à des progrès économiques véritables. Cette sophistication financière a facilité la répartition mondiale des risques, permettant ainsi un plus grand nombre de prises de risques, ce qui amplifie l'innovation* ». Bernard Madoff n'aurait pas pu dire mieux... ! De tels propos pourraient prêter à sourire si ce n'est que jusqu'à la crise dite des *subprimes*, cette vision des choses était assez communément répandue et que peu de gens contestaient ouvertement le dogme établi de la sacro-sainte efficacité des marchés (la fameuse « main invisible » !) et l'impératif (mondial) de libéraliser au maximum les marchés de capitaux.

Pourtant il y a bel et bien eu une crise et un échec retentissant des économistes néolibéraux les plus en vue ! Echec à prévoir la crise, son ampleur et sa gravité. Echec encore à en tirer toutes les leçons et à prendre les mesures correctives et de régulation qui s'imposent avec une impérieuse nécessité. Echec avant tout et surtout de l'imaginaire collectif des « experts » économiques à pouvoir s'extraire du cadre de réflexion théorique habituel afin d'appréhender et reconnaître le risque systémique majeur dans son ensemble. Au point de faire écrire à Paul Krugman, Prix Nobel d'économie 2008, que durant ces trente dernières années, la macroéconomie « *avait au mieux été spectaculairement inutile, au pire carrément nuisible* » (in *The Economist* du 16/09/2009). L'aveuglement des économistes classiques, leur incapacité, non pas seulement à prévoir la crise, mais même simplement à la considérer comme possible, est la conséquence directe par l'hégémonie acquise aujourd'hui par le paradigme néoclassique auprès des élites dirigeantes et dans une majorité de grands médias.

Cet échec de la pensée économique contemporaine est d'autant plus troublant que l'économie entendait passer, jusqu'à la crise du moins, comme la seule discipline au sein des sciences sociales à pouvoir prétendre au statut de science véritable.

Normalement donc, la crise aurait dû au moins induire une remise en cause profonde des théories dominantes macroéconomiques et de l'économie financière. Mais dans un article méritoire paru dans la revue « Economie politique » à l'été 2009, l'économiste de renom Maurice Allais déplore que « *une grande partie de la littérature [économique] contemporaine est progressivement passée sous le contrôle de purs mathématiciens, plus préoccupés de théorèmes que d'analyse du réel* », avant de rappeler judicieusement que « *c'est seulement dans la voie d'un immense effort de synthèse que les sciences sociales peuvent aujourd'hui réaliser de grands progrès* ». Les économistes « officiels » (auxquels se réfèrent régulièrement nos économistes distingués locaux) ont été –pour la plupart- formatés durant les Trente glorieuses, et de ce fait ils ne semblent pas avoir intégré qu'au tournant des années 80 (sous Ronald Reagan et Margaret Thatcher), on est passé d'un capitalisme industriel à un capitalisme actionnarial, ce qui a entraîné la financiarisation du capitalisme mondial, se traduisant par une mainmise excessive et déraisonnable de la finance et de la spéculation sur les économies développées occidentales, avec les conséquences dramatiques que l'on connaît depuis la fin de l'année 2008.

Des remises en cause radicales doivent être faites aujourd'hui. Au nom de quoi une banque peut-elle être « trop grosse pour mourir » (« *too big to die* ») ? A partir de quand fait-elle courir un risque systémique majeur à l'ensemble du système financier ? Est-il moral de « privatiser les profits et mutualiser les dettes » des (grandes) banques ou des (grosses) compagnies d'assurances ? Peut-on continuer à tolérer les bonus de traders cupides, les *golden parachutes* de managers « aux ordres », et les *stocks options* de dirigeants ayant échoué dans leur mission sont-ils légitimes ? Est-il acceptable pour une firme de verser des dividendes très conséquents (10 milliards \$ pour B.P cette année !) à ses actionnaires en même temps qu'elle procède à des licenciements massifs ? Au nom de quelle logique économique, près de la moitié des profits des grandes entreprises mondiales est réalisée de nos jours dans les pays occidentaux par des institutions financières qui ne créent pas d'emplois ni de richesse *stricto sensu* ? Ou encore, les marchés peuvent-ils s'autoréguler comme le prétendent les économistes libéraux, ou au contraire, sont-ils intrinsèquement instables comme le montre André Orléan dans sa thèse sur les comportements mimétiques dans la finance mondiale ?

A ces questions pourtant fondamentales, on est en droit de se demander pourquoi les économistes officiels sont peu enclins à répondre honnêtement, ou lorsqu'ils le font, pourquoi fournissent-ils des réponses assez peu convaincantes ? A la lecture de Francis Fukuyama, professeur d'économie politique à l'Université John Hopkins, un début de

réponse est peut-être à chercher dans le fait, avéré, que « *de nombreux économistes et professeurs de finances de business schools travaillent pour des banques d'investissement et des hedge funds (fonds de placements), les aidant à élaborer des modèles complexes qui, rétrospectivement, se sont révélés inadéquats à prévoir les risques. Par là-même, ils ont un intérêt personnel dans le succès du secteur financier qui n'est compensé par aucune incitation à penser que le secteur, dans son ensemble, détruirait davantage de valeur qu'il n'en créait* ».

Le point de vue de Fukuyama semble être également partagé par André Orléan pour qui « *la très grande proximité, pour ne pas dire la compromission, d'une part importante des économistes, en particulier aux Etats-Unis, avec les institutions financières et les acteurs des marchés qu'ils auscultent, pose la question de la distance du chercheur avec son terrain. [...] L'économie se trouve dans une situation critique face aux intérêts qui cherchent à l'instrumentaliser* ». Ces critiques explicites pourrait également s'appliquer à nombre d'économistes français influents (et peut-être aussi locaux ?), comme en atteste par exemple la composition du Conseil d'analyse économique (www.cae.gouv.fr).

La réflexion économique hégémonique qui a prévalu un peu partout dans le monde occidental ces vingt ou trente dernières années, forgée par les théoriciens économistes (ultra) libéraux de l'Ecole de Chicago, de même que le modèle économique unique que cette dernière s'est employée à imposer bon gré mal gré à l'ensemble de la planète, via notamment le FMI, la Banque mondiale, l'OMC et l'OCDE, ainsi que la gravité et l'ampleur de la crise actuelle, rendent impératif à présent, pour espérer sortir rapidement et durablement de la crise, une exigence de pluralisme de la pensée économique critique, qui aille au-delà de l'idéal de tolérance propre à toute activité intellectuelle.

Ce pluralisme de la pensée est une manière pour une partie de la communauté des économistes contemporains de réfléchir à son rôle social, tout en évitant la manipulation, voire l'instrumentalisation. Il peut se décliner selon quatre axes principaux, qui seront repris dans les développements qui vont suivre :

1. Pluralisme des approches conceptuelles. Le débat sur ce que sont les concepts de base de l'économie ne saurait être clos avec le seul paradigme libéral. A côté du courant néoclassique dominant existent d'autres écoles de pensée, également fécondes, également légitimes, dont la diversité doit être considérée comme une richesse constitutive de la pensée économique.
2. Pluralisme des points de vue, au sens où l'économie ne saurait se limiter à l'approche théorique *stricto sensu*. Il est en effet d'autres façons de faire avancer la connaissance que les modèles économétriques.

3. Pluralisme des disciplines de pensée, car l'économie appartenant au champ des sciences sociales, elle se doit donc de renforcer ses liens avec celles-ci (l'histoire, la philosophie, la sociologie, l'anthropologie, la géopolitique, etc.). L'hégémonie de l'économie « pure » qui a prévalu jusqu'à présent est (on le voit bien avec la crise) malsaine et elle se doit maintenant de comprendre les faits économiques aussi (surtout ?) comme des faits sociaux.
4. Pluralisme enfin des débats interdisciplinaires (économie ; sociologie ; anthropologie ; philosophie ; écologie ; biologie ; etc.), comme des débats citoyens dans une démarche « *bottom to up* », c'est-à-dire un débat ascendant partant de la base, ce qui implique en amont beaucoup d'information et de communication.

La très grande majorité des politiques économiques mises en œuvre dans le monde de nos jours est profondément inspirée par la théorie classique de « la loi du marché » telle qu'élaborée par Adam Smith et David Ricardo notamment, laquelle repose sur trois principes intangibles constituant les trois hypothèses de base du modèle et de la doctrine libérales, à savoir : ❶ la parfaite transparence du marché, ❷ la rationalité absolue des agents économiques intervenant sur le marché, et ❸ l'équilibre « automatique » entre l'offre et la demande sur le marché.

Force nous est de constater qu'aucune de ces trois conditions de base n'est plus valable de nos jours, alors même qu'elles conditionnent absolument le bon fonctionnement du modèle.

- S'agissant du marché, et en particulier du marché financier, il est tout sauf transparent, au point que le législateur a dû instaurer un « délit d'initié ». Avec l'automatisation des ordres d'achat ou de vente par des logiciels mathématiques ultra sophistiqués qui régissent en nono secondes, au niveau planétaire, et 24h/24, la plupart des transactions de titres, de produits financiers et de matières premières, plus aucun acteur économique n'a (et ne peut avoir !) une vision claire et précise de marchés globaux rendus très complexes et particulièrement opaques.

- Contrairement à ce que stipule la théorie classique, avec l'avènement du capitalisme financier et le développement de la spéculation qui l'a accompagné, les agents économiques sont tout sauf « rationnels » comme le montrent les travaux d'André Orléan sur les comportements mimétiques des marchés financiers (exemple : les phénomènes d'emballement irrationnels des marchés à la hausse comme à la baisse).

- Enfin, le fonctionnement des marchés financiers, largement prédominants de nos jours, est totalement paradoxal au regard de la théorie classique et de sa loi de l'offre et de la demande. Celle-ci suppose en particulier que la demande diminue quand le

prix augmente, et inversement, afin de permettre un retour (quasi) automatique du marché vers une position d'équilibre entre offreurs et demandeurs. Or dans la réalité d'aujourd'hui, c'est exactement le contraire qui se produit : la demande augmente quand le cours (i.e. le prix) monte, avec souvent des tendances à l'emballement, phénomène décrit par le vocable « la flambée des cours ». Un phénomène identique, mais de sens contraire, se produit en cas de baisse des cours, en générant souvent un « vent de panique » sur les marchés.

Comment, dans de telles conditions, continuer à accorder plus longtemps du crédit à une théorie néolibérale dont les trois hypothèses de base sont contredites par la réalité économique du monde globalisé d'aujourd'hui et qui, pour reprendre la formulation de David Harvey citée dans Le Monde Diplomatique de novembre 2010, a érigé « l'inégalité sociale » en « clé de voûte de son projet » ?

Aussi, après avoir en quelque sorte « instruit le procès » salubre d'une certaine caste d'économistes libéraux distingués, pour reprendre l'expression consacrée, il convient maintenant d'aborder la seconde volet de notre réflexion, consacrée à une tentative d'explicitation de ce que Daniel Cohen, professeur de sciences économiques à l'École normale supérieure, a appelé les « Trois leçons sur la société postindustrielle », et à une analyse des ruptures qui nous ont conduit à ce capitalisme du 21^{ème} siècle dans lesquelles baigne la Polynésie française, afin d'examiner les logiques qui y sont à l'œuvre pour tenter de mieux comprendre les défis du monde actuel. Un monde et nouvel avatar du capitalisme au sein duquel il conviendra d'inscrire les principes directeurs d'une proposition de nouveau paradigme économique pour la Polynésie française, objet des troisième, quatrième et cinquième volets du présent essai.



2^{ème} Acte

Dans quel capitalisme vivons-nous ?

« Contre toutes les tentatives de dénégation dont on entend d'ici les accents scandalisés, il faut redire le lien de cause à effet qui mène du pouvoir actionnarial, dont plus rien dans les structures actuelles du capitalisme ne retient les extravagantes demandes, à toutes les formes, parfois les plus extrêmes, de déréliction salariale (...) et rappeler que l'argent ne se gagne qu'à hauteur de la rémunération du travail ». Frédéric Lordon - Economiste.

L'éditorial de la revue « Esprit » du mois de juin 2010 débute par ces mots : *« Encore une crise ; une crise de plus... Plus grave que la précédente ? Peu importe, il n'y a d'emblée pour nos commentateurs/experts (toujours les mêmes) pas d'autre issue que de s'interroger sur la sortie de la crise financière dans un premier temps. [...] Puis de s'inquiéter des conséquences sociales dans un deuxième temps. La croissance toujours attendue n'est pas au rendez-vous. [...] L'histoire va vite, les séquences se succèdent sans que l'on puisse non pas s'arrêter mais simplement prendre un peu de distance. C'est-à-dire réfléchir un peu. Qu'est-ce qui empêche de penser un petit peu alors que nos élites économiques continuent de tenir les rênes ? Ce n'est pas l'intelligence ni la subtilité qui manquent, mais un peu de cette réflexion sans laquelle on ne touchera plus terre et on écrasera le réel sous les théorèmes. C'est donc bien notre « relation au réel », indissociable de ce qui passe dans le monde, qu'il faut scruter ».*

Comment interpréter, imaginer, transformer, si l'on ne sait plus ni où on est, ni où on en est ? Et pour cela, ne faut-il pas une description critique minimale de la situation présente ? D'où la nécessité, me semble-t-il, de bien cerner dans quelle phase du capitalisme mondial nous vivons aujourd'hui et dans laquelle un autre paradigme économique pour la Polynésie française pourrait être amené à se réaliser. Car comme le fait à juste titre remarquer le grand historien Fernand Braudel, « le défaut des études des journalistes, des économistes, des sociologues, c'est trop souvent de ne pas tenir compte des dimensions et des perspectives historiques » (in *La dynamique du capitalisme* – Flammarion. 1985).

Or, le fait est qu'au cours des trois dernières décennies, le capitalisme occidental a connu des transformations profondes, liées notamment à l'influence grandissante de la finance de marché. Entre 1990 et 2000, le poids de la sphère boursière par rapport à la sphère réelle (le PIB) fait plus que doubler aux Etats-Unis et quadrupler en France. La propriété des grandes entreprises cotées en Bourse se modifie des deux côtés de l'Atlantique, avec une montée en puissance des investisseurs financiers (les fameux « investisseurs institutionnels ») au détriment des ménages, des entreprises non financières, voire même des Etats. Les rapports de pouvoir au sein de l'entreprise s'en trouvent bouleversés, au profit d'actionnaires essentiellement intéressés par la valorisation boursière des sociétés dans lesquelles ils investissent. Comprendre les répercussions d'un tel changement de gouvernance sur le mode de gestion des entreprises cotées est un enjeu majeur, dans la mesure où ces dernières, bien que peu nombreuses, sont les acteurs clés de nos économies, et où d'autre part, en 2010, l'accord des économistes est quasi unanime sur le fait que la crise actuelle est la conséquence directe de la déréglementation financière entamée dans les années 80.

Karl Marx pour sa part estimait que l'Histoire suivait des phases et que le capitalisme n'en était qu'une des étapes historiques. On découvre aujourd'hui que le capitalisme a lui-même une histoire, qu'il ne s'incarne pas au 20^{ème} siècle comme au 19^{ème}, et qu'il n'est pas semblable aujourd'hui à ce qu'il était hier. La société industrielle liait alors un mode de production et un mode de protection. Le capitalisme du 20^{ème} siècle s'est construit autour d'une figure centrale : la grande firme industrielle (*the corporation*). Celle-ci instaurait entre ses membres ce que Durkheim aurait appelé une solidarité mécanique : les ingénieurs réfléchissent à la manière de rendre productifs les ouvriers sans qualification.

Les dirigeants sont eux-mêmes salariés, et leurs objectifs rejoignent ceux de leurs subordonnés : protéger la firme des aléas de la conjoncture. De grands conglomérats sont constitués, qui réduisent les risques industriels. Par conséquent, de manière à se prémunir contre d'éventuels retournements de la conjoncture climatique, une firme qui fabrique des maillots de bains cherchera par exemple à acquérir une entreprise de parapluies : ainsi, quelle que soit la météo, ses ouvriers auront un emploi. A l'image de la société féodale, la société industrielle du XX^e siècle lie un mode de production et un mode de protection. **Elle scelle l'unité de la question économique et de la question sociale.**

L'économiste André Orléan note (*in Le Monde diplomatique* - Mars 2010), non sans malice et pertinence, que « *l'histoire du capitalisme se confond avec l'histoire de ses crises. Sur la période 1970-2007, on ne compte pas moins de 124 crises bancaires, 208 crises de change et 63 crises de la dette souveraine. [...] Devant de tels chiffres, l'idée (dominante) d'une autorégulation par les marchés apparaît comme insuffisante* ».

Le capitalisme postindustriel du 21^{ème} siècle consacre la séparation de l'économique d'avec le social (ex : profits record associés à des licenciements massifs) et organise scientifiquement la destruction de la société industrielle précédente. Les différents étages de la grande entreprise industrielle sont dissociés les uns des autres. Au cours des années 80, la tendance est nettement au *downsizing* : les raiders et ce que l'on appelle les « fonds vautours » démantèlent les gros conglomérats, se livrent sans scrupules à la « vente par appartements » de leurs filiales, recentrent leurs activités et recourent aux sous-traitants pour les tâches réputées inessentiels. Du coup, les firmes cotées en bourses deviennent nettement plus volatiles. Ce travail de « purification économique » étant réalisé (mais à quel coût social !), les entreprises peuvent recommencer à partir des années 90 à grossir en surfant sur la vague (toujours en cours...) des « fusions-acquisitions », si profitables pour les grandes banques d'affaires (Goldman Sachs en particulier) et les fonds spéculatifs !

Par ailleurs, la révolution économique des années 1980, fondée sur des dérégulations successives du système financier et bancaire, change les principes d'organisation des firmes. Un actionnaire n'a nullement besoin qu'une même entreprise fabrique à la fois des maillots de bain et des parapluies. Il lui suffit, pour diversifier son risque, de détenir une action de l'une et de l'autre. Dans un renversement copernicien des fondements même du salariat, ce sont désormais les salariés qui subissent les risques, et les actionnaires qui s'en protègent. C'est la fin de la solidarité qui était inscrite au cœur de la firme industrielle. Comme le souligne Daniel Cohen, l'intelligence sociale du capitalisme a été mobilisée non plus pour accroître la productivité des ouvriers spécialisés, mais pour rendre l'impensable possible, à savoir « l'avènement d'usines sans travailleurs ». On peut y voir là une **rupture paradigmatique**, caractérisée par un déclin important de l'emploi industriel qui constitue un des résultats majeurs de la prise de pouvoir économique par le capitalisme financier. Rappelons pour mémoire qu'au niveau mondial, le total des actifs financiers valait 110% du PNB mondial en 1980 contre 346% en 2006, et que le secteur de la finance s'est approprié 40% des profits totaux américains en 2007, contre 10% en 1980, alors qu'il ne représente que 5% de l'emploi salarié !

Comme le note André Orléan, « **la démesure est extrême. Elle pèse sur l'ensemble de l'économie par de nombreux canaux. D'abord au travers des exigences de rentabilité. La mondialisation financière des droits de propriété a donné aux actionnaires relayés par les investisseurs institutionnels une puissance inédite. Elle a permis l'émergence d'une norme de rendement (ROI) aux alentours de 15% pour les sociétés cotées. Cette exigence de rentabilité est intenable à long terme** ». (cf. « *La crise, moteur du capitalisme* » in *Le Monde* – Mars 2010)

Parler de société postindustrielle pour caractériser ces transformations est en partie une facilité. On désigne en effet le monde par ce qu'il n'est plus, non par ce qu'il est devenu.

Aussi, pour définir directement la transformation actuelle, plusieurs possibilités sont ouvertes. On peut tout d'abord parler du passage à une société de services, suivant en cela la classification primaire-secondaire-tertiaire. Jean Fourastié, dès 1949, annonçait comme « le grand espoir du 20^{ème} siècle », la venue d'un monde nouveau où l'homme serait enfin libéré de travailler la terre dans les sociétés rurales, ou la matière dans les sociétés industrielles (*Le grand espoir du XXe siècle* – PUF 1949). Avec l'avènement d'une société de services, **la matière travaillée par l'homme est l'homme lui-même**. Les économistes anglo-saxons ont forgé un terme fidèle à l'idée de Fourastié : le *Face to Face* (ou « F2F »), travail qui exige un contact direct entre le producteur et son client.

Beaucoup d'eau a passé sous les ponts depuis la publication de l'ouvrage de Jean Fourastié. D'un strict point de vue comptable, il ne fait aucun doute que l'emploi est passé de l'industrie aux services, tout comme un siècle plus tôt, il s'était déversé de l'agriculture dans l'industrie. En octobre 2005, le journal anglais *The Economist* publiait un article indiquant que la part des emplois industriels aux Etats-Unis était descendue en deçà des 10%. Poussant, comme à son habitude, le paradoxe le plus loin possible, l'hebdomadaire ajoutait que ce chiffre, pourtant bas, surestimait en fait la réalité. **Au sein du secteur industriel, les tâches de conception et de commercialisation prennent en effet une place croissante.**

L'industrie elle-même se « tertiarise ». Le nombre d'ouvriers accomplissant des tâches strictement industrielles, celles qui consistent à fabriquer de ses mains ou à l'aide d'un robot un produit « manufacturier », pourrait être inférieur de moitié au chiffre annoncé, et tendrait ainsi à rejoindre bientôt celui des paysans...

Un malentendu doit être levé pourtant. L'économie « tertiarisée » n'est nullement « débarrassée » du monde des objets. Ils coûtent certes moins cher à fabriquer, et la part de la production se réduit en valeur, mais ils continuent de croître en « volume », aux mêmes rythmes qu'avant. Les objets sont aussi encombrants que par le passé. Il faut continuer de les déplacer, de les réparer. En toute hypothèse, le grand espoir d'un travail libéré de la dureté liée au monde physique des objets n'est certainement pas advenu, comme en témoigne la hausse régulière des salariés qui souffrent de douleurs physiques et se plaignent de déplacer des objets lourds (cf. Philippe Askenazy in *Les désordres du travail* - La République des idées. 2004).

Au sein de ce monde tertiarisé, les ouvriers d'usine sont toutefois devenus minoritaires. Les ouvriers sont désormais plutôt manutentionnaires ou réparateurs. Ils travaillent majoritairement dans un environnement de type artisanal plutôt qu'industriel. Les employés forment également une catégorie en pleine mutation. Il y a vingt ans la plus grande partie des employés occupaient des emplois administratifs en entreprise ou dans le secteur public. Aujourd'hui, la majorité d'entre eux travaille dans le commerce ou dans

les services aux particuliers. Le client devient une figure centrale de leur existence et passe, à leurs yeux, pour le véritable donneur d'ordres, davantage parfois que le patron lui-même (cf. Eric Maurin in *L'Egalité des possibles* - La République des idées, 2002).

Cette première façon d'analyser la sortie de la société industrielle du 20^{ème} siècle n'épuise pourtant pas la question, même au sens strict d'une définition des métiers qui sont offerts. Les chercheurs qui étudient des bactéries ou améliorent l'efficacité des micro-processeurs sont également de plain pied dans la société postindustrielle. Ces emplois entrent en partie dans la définition donnée par Daniel Bell (in *The coming of the Post-Industrial Society*, Harper 1973), qui présentait la société postindustrielle comme une société de la Connaissance. On dirait plutôt aujourd'hui qu'elle est une **société de l'Information**. Comment la caractériser ?

Un terme a émergé dans les années 1990 qui en éclaire les enjeux : celui de « **nouvelle économie** » qui « *restructure le capitalisme* » selon Manuel Castells. *Stricto sensu*, elle se définit comme le secteur des technologies de l'information et de la communication, qui sont le propre de la troisième révolution industrielle, organisée en marchés globaux, et dont les trois éléments fondateurs sont : ❶ une nouvelle matière première, ❷ une nouvelle source d'énergie et ❸ un nouveau moyen de transport. Informatique, mondialisation et flexibilité seraient donc au cœur de ce dernier avatar de la révolution industrielle. **Sa structure de coût est atypique** : c'est la première unité de bien qui coûte le plus cher à produire, et non pas celles qui suivent, comme dans le capitalisme industriel. Il y a là, de fait, une modification radicale du paradigme habituel de l'économie telle qu'elle a été analysée par Adam Smith ou Karl Marx. La « nouvelle économie » se caractérise en effet par une structure de coût totalement atypique par rapport au schéma de la théorie classique : un logiciel coûte cher à concevoir, mais pas à dupliquer ni à commercialiser.

Dans un ouvrage qui fait référence (*Les business modèles de la nouvelle économie* – Dunod 1999) Bernard Maître et Grégoire Aladjidi notent que l'information, le plus souvent sous forme numérique, constitue la matière première de la nouvelle économie. L'énergie nécessaire pour traiter cette matière première n'est plus l'électricité, comme dans le paradigme précédent, mais l'électronique, et en particulier les semi-conducteurs. Enfin les réseaux numériques, et singulièrement l'Internet, sont le moyen de transport indispensable pour acheminer l'information sous toutes ses formes (y compris sons et images) partout dans le monde.

Or, nous l'avons dit, dans la « nouvelle économie », c'est la première unité du bien fabriqué qui est onéreuse, la seconde et celles qui suivent ayant un coût faible, voire véritablement nul dans certains cas limites. Dans le langage de Marx, il faudrait dire que la source de la plus-value n'est plus dans le travail consacré à produire le bien mais dans celui passé à le concevoir.

Un exemple typique est celui des médicaments. Le plus difficile est de découvrir une molécule active. Le coût de fabrication du médicament lui-même, que l'on mesure par le prix des médicaments génériques, est beaucoup plus faible que l'amortissement des dépenses de recherche et développement qui est facturé dans les médicaments sous licence. Beaucoup d'autres exemples entrent dans ce cadre. Lorsqu'on produit un film, le coût est dans le tournage ou le montage, plus que dans la fabrication du « **négatif** ». Plus généralement, **l'information**, qu'elle prenne la forme d'un code numérique, d'un symbole, d'un signal électronique ou d'une molécule, **coûte beaucoup plus cher à concevoir que le contenu physique qui lui est ensuite donné.**

Ce paradigme intéresse aussi les firmes industrielles. Ainsi, dans sa campagne de publicité, Renault, symbole hier de la société industrielle, veut se présenter comme « concepteur » d'automobile. Et de fait cette firme tend à fabriquer une part de plus en plus faible des voitures qui portent sa marque. Dans les années cinquante, Renault fabriquait 80% de la voiture qui était livrée au concessionnaire. Aujourd'hui elle n'en fabrique plus que 20%, et déjà la technopole de Renault, à Guyancourt, est le plus grand site « industriel » de la firme, son but étant précisément de fabriquer la première unité...

Une anecdote significative illustre bien de cette évolution. Le chef des achats de Volkswagen au Brésil se serait félicité que son entreprise soit parvenue à externaliser l'essentiel de la fabrication, laissant à la firme allemande ce qu'elle sait faire de mieux : mettre le sigle VW à l'avant de la voiture. Cette seconde façon de caractériser la société postindustrielle illustre d'une autre manière les causes de la décomposition de la firme industrielle. A l'heure de la mondialisation, les firmes cherchent à se recentrer sur les activités à rayon planétaire, celles qui touchent le plus grand nombre de clients. Les activités immatérielles, où le coût est dans la première unité, la promotion de la marque par exemple, sont beaucoup plus intéressantes que la stricte fabrication des biens qui en découlent.

La « société » postindustrielle

La société postindustrielle fixe ainsi l'unité de deux termes en partie opposés : celui qui correspond à la conception des biens (l'immatériel) et celui qui tient à leur prescription (leur commercialisation). La formule chimique que contient un médicament est immatérielle. Le médecin qui met son oreille sur la poitrine du patient et prescrit le bon médicament est dans le domaine du F2F. Dans les deux cas, c'est la fabrication des biens, comme figure socialement pertinente, qui tend à disparaître.

Ces évolutions semblent rendre naturel le déclin de la société industrielle d'hier. Sur la base de ces mêmes transformations, d'autres évolutions eussent pourtant été possibles, qui auraient pu parfaitement renforcer le modèle antérieur au lieu de le détruire. On aurait ainsi pu imaginer que chaque secteur s'organise autour de quelques grandes

firmes industrielles contrôlant l'ensemble de la chaîne de production, en amont dans ses laboratoires de recherche, en aval dans ses réseaux de distribution, internalisant comme disent les économistes, les activités de conception, de fabrication et de prescription. Telle est d'ailleurs la façon dont on se représentait dans les années 1960 les tendances « spontanées » de l'économie, lorsque Galbraith, par exemple, parlait de « nouvel état industriel ».

Saisir la nature de la société postindustrielle exige donc de faire l'inventaire d'autres ruptures, et de revenir notamment sur les raisons de l'essoufflement de la société industrielle elle-même. De profonds bouleversements des conditions sociales se sont produits au cours de ces trente dernières années (ce que l'économiste Karl Polanyi a appelé la « Grande transformation »), d'où a émergé le monde qui est le nôtre à présent, et ceci à partir de cinq ruptures majeures.

1. La première est le produit de ce que l'on pourrait appeler la 3^{ème} révolution industrielle, intervenant deux siècles après LA révolution industrielle, celle de la fin du 18^{ème} siècle (caractérisée par la machine à vapeur), et un siècle après la seconde, à la fin du 19^{ème} siècle, dont l'électricité fut l'emblème. La révolution industrielle de la période actuelle a pris naissance dans les années 70, grâce à une « grappe d'innovations technologiques » radicales (concept cher à Joseph Schumpeter) telles que l'ARPANET (1969), Intel (1971) ou la commercialisation de l'Apple II (1976). Les économistes parlent à leur sujet de *General Purpose Technology* (GPN) : des technologies à usages multiples dont le potentiel excède de beaucoup les intentions premières de leurs inventeurs, et dont l'Internet est l'exemple emblématique parfait, en ouvrant un vaste champ de possibles échappant à ses créateurs et débordant considérablement les besoins initiaux qui étaient avant tout militaires...
2. La seconde rupture est sociale et relève d'une nouvelle manière de concevoir le travail humain et son organisation qui, selon Philippe Askenazy (in *La croissance moderne* – Economica 2001) a pour objectifs « *l'adaptabilité à la demande, la réactivité, la qualité et surtout l'optimisation du processus productif. [...] Ces objectifs se traduisent par une polyvalence accrue des salariés et une délégation des responsabilités aux niveaux hiérarchiques inférieurs. [...] Les nouvelles technologies tendent à rendre plus productifs les travailleurs qualifiés et dévalorisent le travail des moins qualifiés. [...] On est de plus en plus souvent smicard à vie* ».
3. La troisième rupture est une « révolution culturelle » associée à un essor de l'individualisme qui vient remettre en question le « holisme [rapport entre la connaissance (*weltanschauung*) du particulier liée à celle de son environnement]

industriel » qui avait été de mise jusque là. Comme le souligne Daniel Cohen, « *c'est par l'informatique que les étudiants élevés dans la culture contestataire des campus américains des années 60 vont trouver le moyen de briser la standardisation du monde créée par leurs parents* ».

4. La quatrième rupture, fondamentale, émane des marchés financiers, qui après la crise de 1929 avaient été plus ou moins mis sous tutelle et qui vont, à partir des années 80, reprendre un ascendant croissant sur la marche des affaires, voire même sur celle des Etats, via leurs dettes souveraines et les déficits publics (cf. la Grèce), marquant ainsi la mainmise de la bourse sur le management des entreprises. A la place des chefs d'entreprise du capitalisme industriel, on a maintenant, avec le capitalisme financier, des « managers » rendus également actionnaires (via les stock-options) qui sont « à la botte » des actionnaires. Chaque fois qu'un raider attaque une firme, pour soi-disant créer de la « valeur », il exproprie en fait les partenaires industriels traditionnels (les *stakeholders*) de la firme au profit des actionnaires (les *shareholders*), ce qui constitue la marque de ce nouveau capitalisme « actionnarial », en quête constante de retours sur investissement (R.O.I) très courts et surtout hors de proportions avec la valeur créée par l'activité réelle de l'entreprise, par « l'effet de levier ».
5. La cinquième rupture enfin, permettant de mieux comprendre l'émergence de la société postindustrielle, c'est bien entendu la mondialisation, avec notamment l'irruption de la Chine, de l'Inde, du Brésil et de la Russie (les BRIC) dans le grand concert des nations. Il convient de considérer la mondialisation comme une dimension à part entière de la société post-industrielle, dont elle explicite les principales tendances et met bien en lumière un de ses aspects les plus importants, à savoir ce que Daniel Cohen pointe comme étant « *le décalage croissant entre la constitution d'un imaginaire collectif par la société de l'Information, et les réalités territoriales du partage entre richesse et pauvreté. [...] Ce divorce ne s'installe pas seulement entre pays riches et pauvres. Il est d'une importance capitale au sein même des pays riches, où une opposition centre-périphérie se met également en place qui se substitue au schéma ancien de la lutte des classes au sein de la firme industrielle* ». La vision humaniste de Montesquieu quant au « *doux commerce des hommes* » nécessite d'être sérieusement révisée !

L'un des paradoxes centraux de notre période, c'est qu'au moment même où la mondialisation ouvre les frontières et confronte presque tous les pays à des défis communs, les modèles sociaux des uns et des autres tendent à s'éloigner. Au sein même de l'Europe, région du monde pourtant très homogène du point de vue économique et institutionnel, rien ne semble plus distinct que les « modèles » (si ce terme a encore un sens) anglais, scandinave, allemand, ou italien. On a beau parler à tour de bras du « modèle français », plus personne ne sait vraiment ce qu'il signifie.

En somme, s'il était assez aisé de parler de « société » industrielle, il est beaucoup plus difficile de parler de « société » postindustrielle. Car si tout le monde aujourd'hui voit les mêmes films (les *blockbusters*), chacun le fait en étant installé dans des fauteuils de plus en plus différents. Jamais la conscience de vivre dans le même monde n'a été aussi vive, mais jamais aussi les conditions sociales d'existence n'ont été aussi distinctes. A l'image des jeux vidéo qui rendent difficile aux enfants de fréquenter ensuite le monde réel, la société postindustrielle creuse l'écart entre l'imaginaire et le réel (cf. l'article d'Olivier Mongin, *Puissance du virtuel, déchaînements des possibles et dévalorisation du monde*, in la revue « Esprit » - août 2004).

La société de l'information accélère la production d'imaginaires technologiques ou consuméristes partagés, et la société de services segmente la vie sociale en tranches bien séparées. En termes lacaniens, on pourrait dire que c'est la fonction symbolique, séparant l'imaginaire du réel, qui est désormais asséchée. Durkheim expliquait que la solidarité mécanique entre les membres d'une société préindustrielle faisait place à une solidarité organique entre les membres d'une société régie par la division du travail social. Celle-ci fait naître, selon lui, un système de « *droits et de devoirs qui lient (les hommes) entre eux d'une manière durable* » (cf. *La division du travail social*, réédition P.U.F, 1991). Dans le monde où nous entrons, on chercherait en vain la solidarité organique que Durkheim appelait de ses vœux. La fin de la solidarité qui était inscrite au cœur du monde industriel laisse totalement ouverte la manière de concevoir la « société » postindustrielle dont on ne mettra plus entre guillemets le premier terme, alors pourtant qu'il fait partie intégrante du problème à résoudre. Vivons-nous encore « en société » ? Dans quel type de société ? Comment expliquer l'incapacité flagrante et pathétique du politique (et des politiques) à concevoir et nous proposer un « projet de société » fédérateur, humaniste et solidaire, susceptible de donner foi en l'avenir, particulièrement pour les jeunes générations ?

Renouer avec les valeurs humanistes de solidarité va donc constituer la démarche inspiratrice du paradigme nouveau proposé pour la Polynésie française, que nous allons à présent évoquer, avec l'espoir de pouvoir affronter au mieux (ou le moins mal possible...) les grands enjeux du monde à venir. Comme le rappelle avec pertinence l'économiste Philippe Cohen, « *entre aujourd'hui et 2050, la population mondiale va croître de plus de 50%, du fait d'une augmentation de la population pauvre pour l'essentiel. La planète comptera 9 milliards d'habitants (pour décliner ensuite), dont plus ou moins 2 milliards de « riches », 2 à 3 milliards de personnes aspirant à le devenir, et 4 à 5 milliards de gens qui demeureront très pauvres. Le déséquilibre entre richesse et pauvreté sera massif ce qui posera à la gouvernance d'un monde multipolaire des questions aussi difficiles que pressantes, parmi lesquelles l'enjeu écologique sera sans doute l'un des plus importants* ».

D'où l'impérieuse nécessité pour la Polynésie française, peu importe qu'elle soit « autonome » ou « indépendante », de se doter d'un paradigme économique, nouveau et solidaire, susceptible de lui permettre d'exister dans un contexte mondial probablement très agité, pour ne pas dire franchement chaotique. C'est ce que nous allons nous efforcer d'esquisser à présent dans la troisième partie de cet exposé.

À VOIR : Crises of Capitalism by David Harvey

http://www.youtube.com/watch?v=qOP2V_np2c0 sur la crise du capitalisme

RSA Animate : <http://comment.rsablogs.org.uk/videos/>





2^{ème} Partie :

Ou allons-nous (peut-être...) ?

« La folie, c'est de se comporter de la même manière et de s'attendre à un résultat différent »

Albert EINSTEIN

3^{ème} Acte

Et si (enfin !) on devenait « raisonnables » ?

« Nul n'a besoin d'être économiste pour comprendre qu'un individu, ou une collectivité, tirant la majeure partie de ses ressources de son capital et non de ses revenus, est destiné à la faillite. Tel est pourtant bien le cas des sociétés occidentales, puisqu'elles puisent dans les ressources naturelles de la planète, un patrimoine commun, sans tenir compte du temps nécessaire à leur renouvellement. Non content de piller ce capital, notre modèle économique, fondé sur la croissance, induit en plus une augmentation constante de ces prélèvements ». Bruno Clémentin et Vincent Cheynet.

« Celui qui croit qu'une croissance exponentielle peut continuer indéfiniment dans un monde fini est soit un fou, soit... un économiste » ! L'auteur de cette sentence radicale et définitive, Kenneth E. Boulding, peut se prévaloir d'une légitimité certaine : diplômé de l'université d'Oxford, économiste, théoricien des systèmes, mais aussi poète, philosophe et ex-président de l'American Economic Association. Il est notamment l'auteur de *The economics of the coming spaceship earth* (« L'économie du futur vaisseau spatial Terre »).

Les catastrophes climatiques extrêmes se multiplient, les déchets s'amoncellent, les nappes phréatiques s'épuisent ou sont polluées, le pétrole se raréfie et son contrôle donne lieu à des guerres (Irak, Tchétchénie, Lybie). Dans le même temps, la capacité du système économique à répondre aux besoins sociaux élémentaires est de plus en plus contestable et contestée. Les inégalités au niveau mondial se creusent dramatiquement et si des pays comme l'Inde, la Chine ou le Brésil sont en passe de sortir du sous

développement pour devenir « émergents », c'est au prix d'un processus dévoreur de ressources non renouvelables et très polluant.

Bref, chacun en convient (sauf les multinationales, les industriels, la plupart des politiques et une majorité d'économistes) : sur les bases actuelles « on va dans le mur », et il importe donc de changer de mode de développement. Mais comment faire ? Un débat des plus animés oppose les partisans d'une décroissance sélective, organisant le recul de la financiarisation galopante de l'économie, aux tenants d'un « développement durable » permettant de concilier croissance et écologie.

La Polynésie de 2010 se trouve à une croisée des chemins. Tout comme les autres pays, elle doit élaborer de nouveaux compromis afin de résoudre au mieux les défis posés par l'environnement postindustriel mondial dans lequel elle baigne : être à la fois une société de l'Information et de la Communication au périmètre désormais planétaire (notamment avec la mise en service du câble *Honotua*), et dans le même temps, une société de service aux enjeux essentiellement locaux. Pour repartir, l'actuel système économique a besoin de nouvelles règles du jeu, de nouvelles institutions, de nouveaux compromis sociaux (et de nouveaux responsables politiques ?). **L'enjeu ? Inventer un autre modèle de société.**

C'est la raison pour laquelle le cadre général du paradigme économique que je souhaite proposer à la réflexion commune et au débat au sein de l'espace public local, repose sur **l'association de trois concepts fondamentaux**, très complémentaires, et dorénavant assez bien définis par les économistes non orthodoxes actuels : la **décroissance sélective** + la **simplicité volontaire** + le **localisme**.

La « décroissance » et le « *buen vivir* »

« *La décroissance ne propose pas de vivre moins, mais de vivre mieux, avec moins de biens et plus de liens* » - Charte de la décroissance.

J'entends déjà hurler à l'hérésie ou au « babacoolisme » les économistes néolibéraux orthodoxes au simple énoncé du vocable honni de décroissance, si décrié (par eux !). Contrairement à ce que l'on entend régulièrement dans la bouche de ses détracteurs les plus virulents, ce courant (minoritaire mais en plein essor depuis la crise) de la pensée économique actuelle, regroupant des personnalités issues d'horizons et d'univers très diversifiés, ne prône pas une croissance négative, mais plutôt une rupture épistémologique avec la sacro sainte « religion » (ou la *doxa*) de la Croissance et de « l'économisme » entendu comme une vision du monde à travers les seuls critères quantitatifs, dans une approche incapable de penser ses propres limites. Avec l'ère industrielle, grande dévoreuse d'énergies en tous genres, l'humanité a instauré une « civilisation de la combustion », du carbone, de la chimie, et de la prédation, dont on voit bien aujourd'hui les limites et les dangers avec la raréfaction du pétrole, des autres

énergies fossiles et de nos ressources naturelles d'une manière générale. **Ralentir est devenu impératif.**

Pour la pensée dominante, il va de soi que les gens (nous) ne peuvent que vouloir consommer toujours plus et donc produire toujours plus. L'humanité serait ainsi « naturellement » productiviste, technophile et « néophage ». Elle serait en outre intrinsèquement programmée pour fantasmer sur le paradigme « blanc » et occidental, érigé au rang de parangon du reste du monde. C'est donc cette conception d'un déterminisme à produire et consommer toujours plus, et par voie de conséquence à vivre sur un mode capitaliste et productiviste, qu'il m'importe de remettre en cause, d'autant que maints anthropologues nous ont montré que notre modèle de croissance actuel est une exception historique et une goutte d'eau dans l'histoire de l'humanité ; donc tout sauf un quelconque déterminisme. L'analyse que je fais du système économique mondial présent et le refus des injustices croissantes et criantes qu'il génère, me font militer très clairement pour une **décroissance économique sélective**, ciblée sur des objectifs concrets, tels que par exemple :

- ✓ Décroissance des hauts revenus et des profits indécents issus de l'économie financiarisée ou des rentes de situation ;
- ✓ Décroissance de la surexploitation des ressources non renouvelables, à considérer pour un bon nombre d'entre elles comme des « biens communs de l'humanité » ne devant pas faire l'objet d'une quelconque appropriation privée ;
- ✓ Décroissance des multiples gaspillages énergétiques (illuminations *ad giorno* des mégalofoies par exemple) ;
- ✓ Décroissance du commerce de biens socialement nuisibles (armes, pesticides, médicaments non génériques, etc.) ;
- ✓ Décroissance des transports routiers, maritimes et aériens inutiles si l'on privilégie le « localisme » ;
- ✓ Décroissance de la partie de la consommation artificiellement suscitée par la publicité, le marketing et le « vouloir d'achat ».

Décroissance, mot choc et irrécupérable par les adeptes de consensus mou (à l'inverse de « développement durable »), sonne comme un avertissement solennel avant le rude choc pétrolier (structurel et non plus conjoncturel cette fois-ci) qui se profile à moyen terme, et comme un appel à contrecarrer la constante occidentalisation de la planète orchestrée par les très puissantes industries culturelles et l'inexorable expansion de la toile d'Internet et des TIC d'une manière plus générale.

La décroissance que nous sommes de plus en plus nombreux à objecter au culte de la croissance pour la croissance, ce n'est pas une décroissance faite de mieux au motif

qu'il y a le feu à la planète, mais l'affirmation forte d'un credo dans ce que les anciens grecs nommaient « *eudemonia* » et que les amérindiens appellent aujourd'hui le « ***buen vivir*** » (le bien-vivre), à distinguer de la notion de bien-être dans nos sociétés de consommation.

Pour Alberto Acosta, ancien ministre des Mines et de l'Énergie, ancien président de la Commission constitutionnelle de l'Équateur, et l'un des théoriciens du *buen vivir*, « *il n'y a pas de définition rigide du bien-vivre. Nous sommes en train de le construire dans le monde, pas seulement en Équateur. Par contre, ce que nous savons c'est qu'ici, le bien-être traditionnel entendu comme l'accumulation de biens matériels ne nous intéresse pas. Nous ne cherchons pas non plus le bien-être dominant la nature, nous imposant sur la nature. Cette logique du bien-être pour nous n'existe pas* » (in *Entropia N°9* d'octobre 2010, cité par Paul Ariès dans le Journal de la décroissance N°75 de décembre 2010).

Le *buen vivir* renvoie ce faisant à une **autre conception du monde**, prônant une meilleure harmonie de l'être humain avec lui-même, les autres, mais aussi avec son environnement. Il relève d'une économie post-extractiviste et s'inscrit notamment dans un schéma post pétrolier (cf. le projet étonnant ITT-Yasuni de l'Équateur). Une telle posture devrait à mon sens concerner toutes les ressources rares (à commencer par les fameuses « terres rares », polluantes ou dangereuses comme l'uranium). Le *buen vivir* est fondamentalement une alternative anti économiciste, par laquelle Alberto Acosta nous invite à (se) poser de nouvelles questions plutôt que de chercher à répondre autrement (ex : par le développement durable) aux problèmes que nous pose le système productiviste capitaliste post industriel actuel.

Je considère que la Nature devrait être reconnue comme un sujet de plein droit. Ainsi par exemple, la Constitution de l'Équateur pose dans son article 17 que « *la nature ou Pacha Mama, où se reproduit et se réalise la vie, a le droit d'être respectée intégralement dans son existence, dans la régénération de ses cycles vitaux, sa structure, ses fonctions et processus évolutifs* »

Ce concept de décroissance sélective pourrait constituer la clé de voûte d'un ensemble cohérent de propositions institutionnelles pour un avenir commun à tous, à la fois soutenable et équitable. Or c'est précisément un tel corpus de propositions réellement alternatives qui fait défaut actuellement à toute la mouvance alternative, pour contrer de manière crédible aux yeux de l'opinion publique mondiale, le paradigme actuel de la croissance pour la croissance, qui ciment insidieusement la parenté idéologique entre néo et socio libéraux, et qui lui confère par là toute son assise de pensée unique.

La vigueur antinomique de l'idée de décroissance, qui impacte frontalement cet « imaginaire collectif » cher à Cornélius Castoriadis, colonisé à la fois par l'idéologie

libérale (consommer toujours plus car c'est le moteur de la croissance) et par l'idéologie progressiste (l'âge d'or au bout des luttes sociales et de la domestication de la nature), déclencherait, de par la rupture épistémologique qu'elle suscite, et de par sa radicalité même (fusse-t-elle tempérée et encadrée par des critères de sélectivité et d'équité sociale), pour peu qu'elle soit reprise par un mouvement politique ayant « pignon sur agora », le débat de fond nécessaire et préalable au renouvellement du paysage et de la classe politique.

Un tel concept en effet pourrait constituer, me semble-t-il, une valeur phare pour un large électorat potentiel (et présentement disponible dans la masse des abstentionnistes, en particulier auprès de jeunes désorientés), aujourd'hui en manque de valeurs humanistes, réfractaires au mirage du consumérisme à tout crin, et très conscients de l'impérieuse nécessité de devoir changer de cap avant le mur. Je suis convaincu que, pour un parti politique, en métropole comme en Polynésie française, ce serait prendre date et faire un pas vers le futur que d'introduire dès maintenant dans un référentiel programmatique ce concept de décroissance sélective et équitable.

Pour Pierre Rabhi, déjà cité, « *Nul ne saurait raisonnablement contester que notre monde matérialiste est en crise. Nous sommes bel et bien aujourd'hui dans une impasse majeure car notre modèle de développement atteint ses limites du fait de ses propres contradictions systémiques. Vouloir s'acharner à le perpétuer à tout prix, comme d'aucuns le préconisent au nom du dogme absolu de la Croissance, condamne l'ensemble de l'humanité à un chaos économique, social, écologique, à propos duquel la seule interrogation n'est plus de savoir s'il adviendra réellement, mais quand ? Pour autant, y a-t-il une alternative ? Pour réussir à l'envisager et la cerner, encore faut-il pouvoir (savoir) se libérer des vieux schèmes de pensée avec leurs cortèges de références obsolètes/périmées, qui nous rendent impuissants à « sortir du cadre » afin de **penser le monde autrement*** ».

Faut-il tenter de changer le monde ou plutôt choisir d'en construire un autre, fondé sur d'autres valeurs que celles de l'avoir, de la prédation et de la combustion ? Le refus de la croissance pour la croissance est aussi celui de la conception occidentale de la pauvreté. Ainsi pour David Choquehuanca, ministre des Affaires étrangères de la Bolivie, cité par Paul Ariès, « *pour les peuples indigènes, il n'y a pas non plus la conception traditionnelle de pauvreté associée à la carence des biens matériels ou de richesses liée à leur abondance (...). Les biens matériels ne sont pas les seuls déterminants. Il y a d'autres valeurs en jeu : la connaissance, la reconnaissance sociale, culturelle et même spirituelle, dans les relations avec la société et la nature, les valeurs humaines, la vision du futur* ».

La décroissance sélective est donc un concept politique qui se conçoit comme un ensemble d'alternatives novatrices au projet d'une modernité imposée, consubstantielle

d'une vision occidentale du monde. **Il ne peut être défini en un projet unique de société, car c'est essentiellement un projet de civilisation** qui tourne le dos au concept de développement et développement durable, entendus comme étant une « bonne » croissance économique.

C'est aussi et avant tout un ensemble de projets alternatifs au développement, **qu'il appartient à chaque société d'auto définir souverainement**. C'est une démarche qui part d'un triple constat :

1. Les biens et services produits par les économies ne sont pas les seules richesses : la santé des écosystèmes, de même que la qualité de la justice, la qualité des liens sociaux entretenus entre les personnes au sein d'une même société, le degré d'inégalité, le caractère démocratique des institutions, etc., sont tout autant des formes de richesse possibles. L'accroissement de la seule richesse matérielle, mesurée en revenu monétaire et PNB, ne peut se faire au détriment de ces différentes sortes de richesses ;
2. Le système économique actuel est fondé sur des ressources finies, dont certaines sont des biens communs de l'humanité tels que l'eau, l'air, la biodiversité, qui vont nécessairement s'épuiser un jour ou l'autre et dont on ne peut pas revendiquer la propriété individuelle ; c'est un droit des générations à venir et de tous les habitants de la planète de pouvoir en jouir équitablement ;
3. Les sociétés actuelles des pays économiquement développés sont dépendantes de la consommation de biens matériels très souvent inutiles et ne considèrent pas la dégradation de richesses plus essentielles : dégradation d'une certaine qualité de vie et des espaces naturels, perte de la biodiversité, fin de la gratuité de certains biens tels que l'eau, accroissement des violences de proximité et augmentation du ressentiment de certains à l'encontre des pays occidentaux, etc.

Elle suppose une « reculturation » des individus et des sociétés humaines, en tant qu'alternative(s) au modèle dominant néolibéral de l'économie de marché, qui uniformise l'organisation de la vie dans tous ses aspects et à une échelle planétaire. L'objectif visé est de **(re)mettre l'économie au service de l'homme plutôt que le contraire**, et rompre avec la quête impossible d'une expansion économique infinie, incompatible avec la pérennité de notre monde/planète, par essence fini et fragile. Il s'agit aussi d'un processus de « décolonisation » de l'imaginaire « dévelop-pementiste » occidental dominant.

La décroissance sélective s'oppose à l'économie libérale dominante et dans le même temps à une certaine acception du concept de **développement durable** accommodé à toutes les sauces. En effet, le développement durable peut être utilisé par les grandes entreprises pour continuer à produire d'une façon nuisible à l'environnement et à l'équité

sociale en affirmant qu'elles travaillent à réduire ces nuisances. Selon les détracteurs de ces entreprises, l'argument du développement durable serait essentiellement utilisé pour s'octroyer une apparence de société respectueuse de l'environnement. Ainsi par exemple, Michel de Fabiani, Président de BP France dans le compte-rendu des travaux des 4e rencontres parlementaires sur l'énergie, du 11 octobre 2001 déclarait : « *Le développement durable, c'est tout d'abord produire plus d'énergie, plus de pétrole, plus de gaz, peut-être plus de charbon et de nucléaire, et certainement plus **d'énergies renouvelables**. Dans le même temps, il faut s'assurer que cela ne se fait pas au détriment de l'environnement.* »

Pour Serge Latouche, l'un des penseurs reconnus du concept de décroissance, « *l'affirmation que les valeurs de l'Occident, étant « naturelles », sont celles de tout homme et de tous les hommes, devient vraie sans pour autant que ces valeurs soient plus naturelles. Tout simplement, n'ont survécu et ne survivent que les sociétés qui ont, au moins en partie, accepté ces valeurs-là. De ce fait, l'histoire rétrodictive peut prétendre que ces valeurs étaient en germes dans leurs cultures et que l'Occident n'a fait que leur révéler à elles-mêmes leur vérité profonde* (in « *L'occidentalisation du monde* » 1989).

[...] L'idée qu'une humanité unifiée est la condition d'un fonctionnement harmonieux de la planète fait partie de la panoplie des fausses bonnes idées véhiculées par l'ethnocentrisme ordinaire. En effet, chaque culture se caractérise par la spécificité de ses valeurs » (in « *Le pari de la décroissance* ». 2006) En ce sens, le concept de décroissance sélective semble particulièrement bien approprié pour intégrer les spécificités des modes de penser polynésiens et de certains de ses usages ancestraux (ex : le *raui*).

Tous les partisans de la décroissance insistent sur la nécessité d'une réduction des inégalités, non seulement au nom des valeurs de fraternité et de justice, mais également pour casser la logique d'imitation par les classes populaires des modes de consommation des milieux aisés, ressort essentiel de la société de consommation, dont on voit bien chaque jour qu'elle conduit à ce que Paul Ariès appelle « *l'effondrement du désir* ». Tous également se retrouvent sur l'idée que l'on ne pourra sortir de la logique de croissance que par une sortie des logiques de croissance sans fin des forces productives du capitalisme, et des logiques de profits exorbitants exigés par les actionnaires et les spéculateurs qui booste la mondialisation économique (toujours plus de production fabriquée toujours plus loin).

Outre l'affirmation de la nécessité d'une relocalisation de l'économie (nous reviendrons un peu plus loin), ils insistent sur la nécessité de faire primer la valeur d'usage (l'utilité d'un bien) sur la valeur d'échange (*i.e.* sa valeur dans l'échange marchand où dans nos sociétés de consommation le diktat du désir prime sur celui de l'utilité). La remise en

cause radicale du paradigme économique dominant de l'économie de marché avec le moins de régulations possible, a le mérite de remettre la question des valeurs qui fondent tout projet commun au cœur des débats sur le choix de société (dans quelle société voulons-nous vivre ?), et d'introduire du « dissensus » là où d'aucuns entendent privilégier un consensus mou et irréfléchi sur le principe de la croissance. Aux légitimes exigences de justice sociale et aux interrogations non moins légitimes sur la crise écologique, les partisans de la décroissance ajoutent la remise en cause du matérialisme comme source (automatique) du bonheur, et du PIB comme unique indicateur de mesure de celui-ci ; la primauté de la défense du pouvoir de vivre sur celle de la défense du pouvoir d'achat, et un vibrant appel à plus de liens (sociaux) et moins de biens.

Curieusement, cette approche renoue avec les aspirations nées du mouvement de la contre-culture des années 70 (Love and Peace !), et surtout les réflexions multimillénaires des philosophes. Ainsi selon le Mahatma Gandhi et les spiritualités orientales, « *il y a assez pour satisfaire les besoins de tous, mais il n'y aura jamais assez pour satisfaire la cupidité de quelques-uns* ». Pour Pierre Rabhi, « *il est urgent de placer l'homme et la nature au cœur de nos préoccupations, en commençant par remettre l'économie au service de l'homme plutôt que le contraire en asservissant l'homme à « toujours plus »*. Nos vrais besoins ont une limite naturelle alors que le superflu, lui, n'en aura jamais. S'entêter à poursuivre des profits illimités et une croissance infinie comme fondement de l'ordre mondial est simplement suicidaire ». Est-ce un signe si le livre publié par Joseph E. Stiglitz, Prix Nobel d'économie en 2001, a pour titre : « *Le triomphe de la cupidité* », dans lequel il écrit qu'il est urgent aujourd'hui de repenser le monde, de réformer une science économique qui s'est fourvoyée, entraînant dans son sillage l'accroissement des inégalités, la montée de la pauvreté ou l'aggravation de la crise environnementale ?

Librement consentie, la décroissance sélective est une opportunité d'empêcher un brutal retour en arrière tout en luttant contre les inégalités les plus criantes. C'est une certaine manière de faire grandir nos civilisations. La croissance sans la croissance, ou pire, la décroissance subie (comme en Polynésie depuis 2004), c'est tout l'inverse !

Le développement durable : fausse bonne idée ou imposture ?

Nota Bene : L'argumentation qui va suivre doit beaucoup aux écrits et aux réflexions de l'économiste Jean-Marie Harribey, Maître de conférence à l'université Bordeaux IV, membre du Conseil scientifique d'ATTAC, auteur notamment de « *Le développement a-t-il un avenir ? Pour une société solidaire et économe* » (Paris 2004) ou « *La démence sénile du capitalisme, fragments d'économie critique* » (Bègles 2002), et l'un des ardents promoteurs du concept de décroissance sélective.

Si l'on se réfère à sa définition officielle, le développement durable, doctrine reconnue des Nations unies, est censé assurer le bien-être des générations présentes sans compromettre celui des générations futures (cf. Gro Harlem Brundtland, *Notre avenir*

à tous, Rapport de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement - Montréal, 1987). C'est une bouée de sauvetage à laquelle se raccrochent les gouvernements, les fervents partisans et pourvoyeurs de l'agriculture intensive, les chefs d'entreprises multinationales gaspillant les ressources, déversant sans vergogne leurs déchets ou affrétant des bateaux-poubelles, les organisations non gouvernementales ne sachant plus que faire, et certains économistes pris en flagrant délit d'ignorance (volontaire ?) des contraintes naturelles.

Pourtant, le programme du développement durable est entaché d'un vice fondamental : la poursuite d'une croissance économique infinie est supposée compatible avec le maintien des équilibres naturels et la résolution des problèmes sociaux. « *Ce dont nous avons besoin, c'est d'une nouvelle ère de croissance, une croissance vigoureuse et, en même temps, socialement et "environnementalement" soutenable* », énonçait le rapport Brundtland. Or ce postulat est fondé sur deux affirmations aussi fragiles que contestables.

- La première est d'ordre écologique : la croissance pourrait se poursuivre parce que la quantité de ressources naturelles requise par unité produite diminue avec le progrès technique. On pourrait donc produire toujours davantage avec moins de matières premières et d'énergie. Or la baisse de l'intensité en ressources naturelles est malheureusement plus que compensée par l'augmentation générale de la production ; la ponction sur les ressources et la pollution continuent ainsi d'augmenter, comme le reconnaît le rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) : « *Partout dans le monde, les processus de production sont devenus plus économes en énergie (...). Cependant, vu l'augmentation des volumes produits, ces progrès sont nettement insuffisants pour réduire les émissions de dioxyde de carbone à l'échelle mondiale* ». ([Rapport mondial sur le développement humain 2002](#), De Boeck – Bruxelles 2002).

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) s'alarme du ralentissement des progrès accomplis en matière d'intensité énergétique (i.e. la quantité d'énergie ou de ressources naturelles nécessaire pour produire 1 euro de PIB) : entre 1973 et 1982, cette dernière avait diminué en moyenne de 2,5 % par an dans les pays représentés au sein de l'AIE, puis seulement de 1,5 % par an de 1983 à 1990 et de 0,7 % par an depuis 1991 (in *Oil crises and climate challenges : 30 years of energy use in IEA countries*. Vienne 2004).

- La seconde affirmation contestable se situe au plan social : la croissance économique serait capable de réduire la pauvreté et les inégalités et de renforcer la cohésion sociale. Or la croissance capitaliste est nécessairement inégale, destructrice autant (plus ?) que créatrice, se nourrissant des inégalités pour susciter sans cesse des frustrations, des envies et des besoins nouveaux. Depuis quarante ans, malgré l'accroissement considérable de la richesse produite dans le monde, les inégalités ont explosé : l'écart entre les 20 % les plus pauvres et les 20 % les plus riches était de 1 à 30 en 1960,

il est aujourd'hui de 1 à 80. Cela n'est pas surprenant : **le passage à un régime d'accumulation financière provoque un chamboulement des mécanismes de répartition de la valeur produite.** L'élévation des exigences de rémunération des classes capitalistes, notamment par le biais de la hausse des dividendes versés à l'actionnariat, condamne la part de la valeur ajoutée attribuée aux salariés à décroître, tant sous forme de salaires directs que de prestations sociales.

La Banque mondiale elle-même avoue que l'objectif de division par deux d'ici à 2015 du nombre de personnes vivant dans la pauvreté absolue ne sera pas atteint (cf. la déclaration de son président, M. James Wolfensohn, dans « *Les objectifs de réduction de la pauvreté ne seront pas atteints* », *Le Monde* du 24 avril 2004) : plus de 1,1 milliard vivent encore avec moins d'un dollar par jour. Le dernier rapport de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) établit que les pays pauvres les moins ouverts à la mondialisation sont ceux qui ont le plus progressé en termes de revenu par habitant, au contraire des pays les plus ouverts (in CNUCED - *The Least Developed Countries, Report 2004*, Nations-Unies - Genève/mai 2004).

L'incapacité à penser l'avenir en dehors du paradigme de la croissance économique permanente constitue sans doute la faille principale du discours officiel sur le développement durable. En dépit de ses dégâts sociaux et écologiques, la croissance, de laquelle aucun responsable politique ou économique ne veut dissocier le développement, fonctionne comme une drogue dure. Lorsqu'elle est forte, on entretient l'illusion qu'elle peut résoudre les problèmes (qu'elle a fait naître pour une grande part), et que plus forte est la dose, mieux le corps social se portera. Lorsqu'elle est faible, un phénomène de manque apparaît qui se révèle d'autant plus douloureux qu'aucune « désintoxication » n'a été prévue.

Aussi, derrière l'anémie actuelle de la croissance se cache l'« anomie » (définie par Durkheim comme l'absence ou la disparition des valeurs communautaires et des règles sociales) grandissante dans les sociétés minées par le capitalisme libéral. Celui-ci se montre incapable d'indiquer un sens à la vie en société autre que le consumérisme, le gaspillage, l'accaparement des ressources naturelles et des revenus issus de l'activité économique, et en fin de compte, l'augmentation des inégalités. Prémonitoire était le premier chapitre du *Capital* de Marx critiquant la marchandise : la croissance devient ce nouvel « opium des peuples » dont les repères culturels et les solidarités sont brisés pour qu'ils sombrent dans le gouffre sans fond de la marchandisation et du consumérisme à outrance. Pour tous les idéologues aveugles de la croissance pour la croissance, l'écologie, c'est-à-dire la prise en compte des relations de l'être humain et de la nature, n'existe pas : l'activité économique s'effectue *in abstracto*, en dehors de notre biosphère.

C'est faire peu de cas du caractère entropique (l'entropie désigne la dégradation de l'énergie) des activités économiques. Or l'« empreinte écologique », c'est-à-dire la

surface nécessaire pour accueillir toutes les activités humaines sans détruire les équilibres écologiques, atteint déjà 120 % de la planète et, compte tenu des disparités de développement, il faudrait quatre ou cinq planètes si toute la population mondiale consommait et déversait autant de déchets que les habitants des Etats-Unis (*Redefining Progress*. www.rprogress.org).

Dans ces conditions, l'idée de « *décroissance* » initiée par le créateur de ce concept, Nicholas Georgescu-Roegen (in *La Décroissance*, Paris 1995), trouve un écho favorable au sein d'une partie des écologistes et des altermondialistes. Poussant la démarche théorique, certains auteurs adjurent de renoncer au développement, celui-ci ne pouvant être dissocié selon eux d'une croissance mortifère. Ils récusent tout qualificatif qui viserait à réhabiliter le développement que nous connaissons (qu'il soit humain, durable ou soutenable) puisqu'il ne peut être autrement que ce qu'il a été, à savoir le vecteur de la domination occidentale sur le monde. Ainsi Gilbert Rist dénonce-t-il le développement comme un « *mot fétiche* » et Serge Latouche le développement durable comme un « *oxymoron* » (juxtaposition de deux termes contradictoires. cf. Serge Latouche « *En finir, une fois pour toutes, avec le développement* », in *Le Monde diplomatique*-Mai 2001). Pourquoi, alors que l'on peut critiquer comme eux le productivisme impliqué par le règne de la production marchande, leur refus du développement n'est-il pas convainquant à nos yeux ?

Sur le plan politique, il n'est pas juste d'ordonner uniformément la décroissance à ceux qui regorgent de tout et à ceux qui manquent de l'essentiel. Les populations pauvres ont droit à un temps de croissance économique, et l'idée que l'extrême pauvreté renvoie à une simple projection des valeurs occidentales ou à un pur imaginaire est irrecevable. Il est évident qu'il faudra bâtir des écoles pour supprimer l'analphabétisme, des centres de soins pour permettre à toutes les populations de se soigner et des réseaux pour amener l'eau potable partout et pour tous, etc.

Croissance et/ou développement ?

Il est donc parfaitement légitime de continuer à appeler *développement* la possibilité pour tous les habitants de la Terre d'accéder à l'eau potable, à une alimentation équilibrée, aux soins, à l'éducation et à la démocratie. Définir les besoins essentiels comme des droits universels n'équivaut pas à avaliser la domination de la culture occidentale ni à adhérer à la croyance libérale en des droits naturels comme celui de la propriété privée. Les droits universels sont une construction sociale qui résulte d'un projet d'émancipation permettant à un nouvel imaginaire de s'installer sans que celui-ci se réduise à « *l'imaginaire universaliste des "droits naturels"* » critiqué par l'économiste, philosophe et psychanalyste Cornelius Castoriadis (« *Le Monde morcelé. Les carrefours du labyrinthe 3* », Paris-1990).

D'autre part, il n'est pas sensé d'opposer la décroissance à la croissance économique, élevée par le capitalisme au rang d'objectif en soi ; la décroissance étant elle-même érigée en objectif en soi par les opposants au développement. Avec deux écueils symétriques : la croissance fait tendre la production vers l'infini alors que la décroissance simple ne peut que la faire tendre vers zéro si aucune borne ou champ n'est instaurée.

Le principal théoricien en France de la décroissance, Serge Latouche, semble en être conscient lorsqu'il écrit : « *Le mot d'ordre de décroissance a surtout pour objet de marquer fortement l'abandon de l'objectif insensé de la croissance pour la croissance, objectif dont le moteur n'est autre que la recherche effrénée du profit pour les détenteurs du capital. Bien évidemment, il ne vise pas au renversement caricatural qui consisterait à prôner la décroissance pour la décroissance. En particulier, la décroissance n'est pas la "croissance négative", expression antinomique et absurde qui traduit bien la domination de l'imaginaire de la croissance* ».

Or que pourrait signifier une décroissance qui ne serait pas une diminution de la production ? Serge Latouche tente de s'extraire de ce piège en disant vouloir « *sortir de l'économie de croissance et entrer dans une "société de décroissance"* ». La production continuerait-elle de croître ? On ne comprendrait plus alors le mot de décroissance. Ou bien serait-elle maîtrisée, auquel cas le désaccord s'estomperait ? Subsiste une terrible ambiguïté : les populations pauvres peuvent-elles accroître leur production ou bien les sociétés de « non-croissance » doivent-elles rester pauvres ?

Sur le plan théorique, soit on considère qu'une différence existe entre croissance et développement, soit on voit dans les deux phénomènes une même logique d'extension perpétuelle conduisant à une impasse. La seconde position est aisément identifiable : c'est celle des partisans de la décroissance, qui sont aussi « anti développementistes » ; mais la première est revendiquée tant par des économistes libéraux que par des antilibéraux. Les libéraux affirment poursuivre des objectifs qualitatifs ne se réduisant pas à la croissance matérielle, surtout depuis l'échec social des plans d'ajustement structurel du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Mais cette distinction entre croissance (quantitative) et développement (qualitatif) représente dans la logique libérale une imposture dès lors que la croissance est considérée comme une condition nécessaire et suffisante du développement (toute croissance entraîne un développement), et de surcroît comme éternellement possible.

Au regard des dégâts sociaux et écologiques d'un mode de développement qui serait indissociablement lié à la croissance, les économistes antilibéraux, issus du marxisme, du structuralisme ou du tiers-mondisme, ont beaucoup de mal à faire valoir qu'on peut distinguer les deux notions. Les opposants à tout développement ont alors beau jeu de récuser croissance et développement, en niant toute possibilité de les dissocier. Peut-on dépasser cette contradiction ?

La décroissance « sélective » ou « soutenable »

Le capitalisme a tout intérêt à faire croire que croissance et développement vont toujours de pair, l'amélioration du bien-être humain ne pouvant passer que par l'accroissement perpétuel de la quantité de marchandises. Il nous faut dès lors fonder, pour l'avenir, une distinction radicale entre les deux concepts en considérant que l'amélioration du bien-être et l'épanouissement des potentialités humaines peut, à condition de s'extraire du schème de pensée dominant, se réaliser hors du sentier de la croissance infinie des quantités produites et consommées ; hors du sentier de la marchandise et de la valeur d'échange, pour se placer sur celui de la valeur d'usage (définie comme l'utilité d'un bien ou d'un service), notion qualitative non mesurable et non réductible à une valeur d'échange monétaire. Cette dernière est le rapport dans lequel deux marchandises vont s'échanger entre elles sur le marché par le biais de la monnaie. En posant cette distinction, on signifie le refus que tout soit « marchandisé » ou « marchandisable », et on intègre la qualité du tissu social qui peut naître autour d'elle.

Le mot d'ordre de décroissance, appliqué indistinctement pour tous les peuples ou pour tout type de production, serait en outre injuste et inopérant. D'abord parce que **le capitalisme**, en quête systématique de profits, **nous impose déjà actuellement une forme de décroissance**, surtout celle des biens et services dont nous aurions socialement le plus besoin : transports collectifs, santé, éducation, aide aux personnes âgées, etc. Ensuite parce que toute production n'est pas forcément polluante ou dégradante. Le produit intérieur brut (PIB), évalué monétairement, enregistre la croissance des activités de services, dont la pression sur les écosystèmes n'est pas comparable à celle de l'industrie et de l'agriculture. La nature de la croissance importe au moins autant que son ampleur. **L'urgente nécessité de diminuer l'empreinte écologique n'implique pas la décroissance de toutes les productions** sans distinction entre elles, ni entre ceux auxquels elles sont destinées.

L'utilisation planétaire des ressources doit être organisée de telle sorte que les pays pauvres puissent enclencher la croissance nécessaire à la satisfaction des besoins essentiels, et que les plus riches deviennent plus économes. Tout modèle imposé aux pays pauvres ne pourrait que détruire leurs racines culturelles et constituer un obstacle à un développement émancipateur. Dans les pays riches, il convient de penser les politiques en fonction de **la transition à assurer : le découplage progressif de la croissance et du développement**.

Cela passe non pas par une décroissance aveugle, inacceptable pour une majorité de citoyens, mais par une décélération ciblée permettant d'enclencher la transformation des processus productifs et aussi celle des représentations culturelles : **la décélération de la croissance**, comme **première étape** avant d'envisager la **décroissance sélective**, en commençant par celle des activités nuisibles, pour une économie

réorientée vers la qualité des produits (par exemple réduire la part des marchandises à obsolescence programmée au profit de produits réparables) et des services collectifs, une répartition primaire des revenus plus égale et une baisse régulière du temps de travail au fur et à mesure des gains de productivité sur la base d'une « solidarité organique », seule manière de promouvoir l'emploi en dehors de la croissance. Sachant que toute remise en cause du modèle de développement actuel n'est réaliste qu'à condition de remettre en cause simultanément les rapports sociaux capitalistes (cf. Jean-Marie Harribey in *L'Economie économe. Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, 1997 ; *La Démence sénile du capital. Fragments d'économie*, Bègles - 2004).

Définir le développement comme l'évolution d'une société qui utiliserait ses gains de productivité non pour accroître indéfiniment la consommation et donc une production génératrice de dégradations de l'environnement, d'insatisfactions, d'envies refoulées, d'inégalités et d'injustices, mais pour diminuer le travail de tous en partageant plus équitablement les revenus de l'activité, ne constitue pas un retour en arrière par rapport à la critique du développement actuel. Et cela ne condamne pas non plus à rester à l'intérieur du paradigme utilitariste, si les gains de productivité sont obtenus sans dégrader ni les conditions de travail ni la nature comme par exemple dans le cas de « l'économie de l'immatériel ». Ainsi que le fait remarquer Pierre Rabhi, « *en dehors de la production conventionnelle (priviliégiant le secteur primaire), il existe un vaste champ d'innovation ouvert aux technologies alternatives prenant en compte les facteurs énergétiques et écologiques* ».

A partir du moment où l'on admet que l'humanité ne reviendra pas à l'avant-développement et que, de ce fait, les gains de productivité existent et continueront d'exister, leur utilisation doit être repensée et rendue compatible avec la reproduction des systèmes vivants. On peut faire l'hypothèse que la baisse du temps de travail peut contribuer à débarrasser notre imaginaire du fantasme d'avoir besoin toujours davantage pour mieux être, et que l'extension des services collectifs, de la protection sociale et de la culture, soustraits à l'appétit du capital, est source d'une richesse incommensurable avec celle que privilégie le marché et ses marchandises. Derrière la question du développement sont en jeu les finalités du travail (faut-il continuer de perdre sa vie à la gagner ?) et donc le chemin éventuel vers une société plus équitable, plus économe et plus solidaire.

Désormais, même la reproduction durable n'est plus possible. Il faut toute la foi des économistes orthodoxes pour penser que la science de l'avenir et le progrès technique si cher à Schumpeter, résoudre tous les problèmes et que la substituabilité illimitée de la nature par l'artifice est possible. Le processus de croissance économique est

entropique. Ainsi que le fait remarquer Marie-Dominique Perrot, « *le monde est fini, et le traiter, à travers la sacralisation de la croissance, comme indéfiniment exploitable, c'est le condamner à disparaître; on ne peut en effet à la fois invoquer la croissance illimitée et accélérée pour tous et demander à ce que l'on se soucie des générations futures. C'est l'idée magique du gâteau dont il suffit d'augmenter la taille pour nourrir tout le monde, et qui rend «innommable» la question de la possible réduction des parts de certains* » (cf. *Mondialiser le non-sens, L'Age d'homme*. Lausanne-2001).

Comme déjà indiqué, notre « surcroissance » économique dépasse déjà largement la capacité de charge de la terre. En prenant en compte, les besoins de matériaux et d'énergie, ceux nécessaires pour absorber déchets et rejets de la production et de la consommation, et en y ajoutant l'impact de l'habitat et des infrastructures nécessaires, des chercheurs travaillant pour le World Wide Fund (WWF) ont déterminé que l'espace bio-productif par tête de l'humanité était de 1,8 hectare. Or un citoyen des Etats-Unis consomme en moyenne 9,6 hectares, un Canadien 7,2, et un Européen moyen 4,5. On est donc très loin de l'égalité planétaire et plus encore d'un mode de civilisation durable qui nécessiterait de se limiter à 1,4 hectare, en admettant que la population mondiale actuelle reste stable (cf. l'étude WWF-EMI – Bologne 2001).

Sortir de « l'économicisme »

On peut discuter ces chiffres, mais ils sont malheureusement confirmés par un nombre considérable d'indices (qui ont d'ailleurs servi à les établir). Pour survivre ou durer, il est donc urgent d'organiser la décroissance. Quand on est à Paris et que l'on doit se rendre par le train à Lyon, si on s'est embarqué par erreur dans la direction de Lille, il ne suffit pas de ralentir la locomotive, de freiner ou même de stopper, il faut descendre et prendre un autre train dans l'autre sens. Pour sauver la planète et assurer un futur acceptable à nos enfants, il ne faut pas seulement modérer les tendances actuelles, il faut carrément sortir de la croissance et de l'économicisme, tout comme il faut sortir de l'agriculture productiviste qui en est une partie intégrante pour en finir avec les vaches folles et les aberrations transgéniques.

La décroissance devrait être organisée non seulement pour préserver l'environnement mais aussi pour restaurer le minimum de justice sociale sans lequel la planète est condamnée à l'explosion. Survie sociale et survie biologique paraissent ainsi étroitement liées. Les limites du « capital nature » ne posent pas seulement un problème d'équité intergénérationnelle dans le partage des parts disponibles, mais un problème d'équité entre les membres actuellement vivants de l'humanité. La décroissance ne signifie pas nécessairement un immobilisme conservateur. L'évolution et la croissance lente des sociétés anciennes s'intégraient dans une reproduction élargie bien tempérée,

toujours adaptée aux contraintes naturelles. «*C'est parce que la société vernaculaire a adapté son mode de vie à son environnement, écrit Edouard Goldsmith, qu'elle est durable, et parce que la société industrielle s'est au contraire efforcée d'adapter son environnement à son mode de vie qu'elle ne peut espérer survivre*» (cf. E. Goldsmith, *Le défi du XXIe siècle*, Le Rocher-1994).

Aménager la décroissance signifie, en d'autres termes, renoncer à « l'imaginaire économique », c'est-à-dire à la croyance inlassablement martelée que « plus égale mieux ». Le bien et le bonheur peuvent s'accomplir à moindres frais. La plupart des sages, notamment orientales, considèrent que **le vrai bonheur se réalise dans la satisfaction d'un nombre judicieusement limité de besoins.**

Redécouvrir la vraie richesse dans l'épanouissement de relations sociales conviviales dans un monde sain peut se réaliser avec sérénité dans la frugalité, la sobriété voire une certaine austérité librement choisie dans nos consommations effrénées de biens matériels. Une décroissance voulue et bien pensée n'impose aucune limitation dans la dépense des sentiments et la production d'une vie festive, voire dionysiaque.

On peut alors, avec Kate Soper, conclure que : «*Ceux qui plaident pour une consommation moins matérialiste sont souvent présentés comme des ascètes puritains qui cherchent à donner une orientation plus spirituelle aux besoins et aux plaisirs. Mais cette vision est à différents égards trompeuse. [...] Une bonne partie des biens qui sont considérés comme essentiels pour un niveau de vie élevé sont plus anesthésiants que favorables à l'expérience sensuelle, plus avares que généreux en matière de convivialité, de relations de bon voisinage, de vie non stressée, de silence, d'odeur et de beauté... [...] Une consommation écologique n'impliquerait ni une réduction du niveau de vie, ni une conversion de masse vers l'extra-mondanité, mais bien plutôt **une conception différente du niveau de vie lui-même*** » (*Ecologie, nature et responsabilité*. in Revue du MAUSS n° 17, 1^{er} semestre 2001).

Dans la Bhâgavad-Gîta, ouvrage millénaire majeur de la sagesse indienne, il est écrit que « *toute possession te possède* » et que l'accumulation de biens matériels encombre bien inutilement l'esprit. Cette vision des choses nous amène tout naturellement à évoquer maintenant la seconde composante essentielle de notre paradigme économique, à savoir le concept de « simplicité volontaire ».



4^{ème} Acte

Vivre avec modération : la « simplicité volontaire »

« *La sensation d'être heureux ou malheureux dépend rarement de notre état d'absolu, mais de notre perception de la situation, de notre capacité à nous satisfaire de ce que nous avons* ». S.S Dalaï Lama

« *L'homme qui n'est pas content de peu n'est content de rien* ». Epicure

La « simplicité volontaire » c'est vivre dans la sobriété comme aurait pu dire Monsieur de La Palice, c'est-à-dire ajuster sa vie à ses besoins réels. C'est un mode de vie consistant à réduire volontairement sa consommation ainsi que ses impacts, en vue de mener une existence davantage centrée sur des valeurs jugées plus « essentielles », plus immatérielles. Nos besoins réels sont limités et pondérables alors que le superflu lui ne connaît pas de limite. Les origines du concept sont aussi anciennes que variées.

On peut les trouver dans les différentes formes d'ascétisme de philosophies grecques (stoïciennes et épicuriennes), dans certaines mystiques orientales telles que l'hindouisme et le bouddhisme, avec notamment « l'économie du bouddhisme » formalisée par l'économiste Ernst F. Schumacher. (cf. *infra* son article sur le sujet en Annexes), ou chez les communautés monastiques pratiquant la frugalité et l'autosuffisance. Plus près de nous, au 20^{ème} siècle, on peut en trouver des formes d'apologie chez Bergson, chez Tolstoï, chez Ruskin, ou encore chez Hannah Arendt, à travers sa critique de la société de consommation. En 1936, pour la première fois l'expression *simple living* apparaît sous la plume de Richard Gregg, un disciple de Gandhi (lequel l'a mise en pratique dans son combat militant pour l'indépendance de l'Inde associée au concept de non-violence), ou encore chez Lanza Del Vasto.

Mais ce sont les pères fondateurs de l'idée de décroissance, Jacques Ellul et Ivan Illich, qui ont le plus contribué à populariser de nos jours ce concept de simplicité volontaire, en particulier auprès des théoriciens économistes de la décroissance comme François Partant, Jean-Marie Harribey, Serge Latouche, Alain Lipietz, Hervé Kempf ou Paul Ariès. Elle résulte de motivations très diverses : philosophiques, éthiques, économiques, écologiques, spirituelles, etc. Toutefois, il convient de noter que sa mise en œuvre

doit se faire au quotidien ; c'est avant tout une démarche individuelle, se situant dans le cadre de l'initiative personnelle et qui, pour être efficace, ne peut pas résulter de mesures collectives contraignantes prises (imposées) par la puissance publique. Elle relève avant tout d'une prise de conscience personnelle.

Pour ce nouveau chapitre de notre réflexion et traiter de la simplicité volontaire (ou de la modération), nous allons encore une fois faire appel à la pensée ô combien réfléchie du philosophe Pierre Rabhi. « *Quelle que soit la manière dont on aborde la modération en tant que nécessité incontournable, une certitude demeure : les limites qu'imposent la planète Terre rendent irréaliste et absurde le principe de croissance économique infinie. Irréaliste, si l'on applique les outils les plus élémentaires d'analyse, sur le plan tant physique que biologique, à l'organisation de la vie en tant que phénomène ; absurde, dès lors que l'on recourt à la simple logique d'une pensée libre de toute manipulation. Le système dominant, qui se targue de grandes performances, s'emploie surtout, en réalité, à dissimuler son inefficacité, qu'un simple bilan, notamment énergétique, mettrait en évidence. Cet examen révélerait également les contradictions internes du modèle qui ne peut produire sans détruire et porte donc en lui-même les germes de sa propre destruction. Le temps semble venu d'instaurer une politique de civilisation fondée sur la puissance de la sobriété. Cette option libératrice constitue un acte politique, un acte de résistance à ce qui, sous prétexte de progrès, ruine la planète en aliénant la personne humaine* ». Le paradigme suggéré dans le présent document est en quelque sorte une invitation humaniste à renouer avec la beauté du monde et avec l'œuvre de l'Homme dans toute sa dimension créatrice.

La modernité, dans son essence et ses intentions premières, et en s'appuyant sur la 1^{ère} révolution industrielle, aurait pu constituer une chance pour l'humanité. Mais elle a commis une erreur fatale dont nous mesurons mieux les conséquences désastreuses avec la crise mondiale d'aujourd'hui : elle a assujettit le destin collectif de la planète à la vulgarité cynique de la finance internationale : **tout ce qui n'a pas un prix n'a pas de valeur**. L'argent, inventé au départ pour rationaliser le troc et faciliter le négoce, a été dénaturé par un autre argent : celui de la spéculation, celui que l'on « gagne en dormant ». L'économie actuelle, celle qui a mis l'homme à son service pour qu'il « gagne sa vie à la perdre », est précisément la négation de la « vraie » économie, celle qui, *a contrario*, est au service de l'homme. Le système néolibéral est fondé sur le pouvoir, l'avoir et l'oppression, à des fins d'accumulation. Son productivisme indéfini couplé à une croissance économique présumée infinie, a transformé la nation en une nation-entreprise, dans laquelle le progrès promis pour tous est au prix d'une aliénation croissante de l'être humain qui n'existe avant tout que par son aptitude à produire.

La détresse de l'avoir et du matériel ne cesse de croître dans les pays du Sud, alors que dans les pays du Nord, c'est la détresse de l'être. Le temps de vie des gens est aujourd'hui complètement confisqué par une idéologie qui fait d'eux avant tout des

entités productives et consommatrices. Et c'est grâce à ces deux pédales, de la production et de la consommation, qu'avance l'idéologie du « toujours plus », matérialisée par une quête éperdue d'une croissance économique qui épuise à un rythme exponentiel les ressources pourtant finies de la planète.

Pour un esprit naïf ou peu féru de sciences économiques (c'est-à-dire une large part de l'opinion publique), l'Economie est, ou plutôt devrait être, cette science rigoureuse dont la raison d'être est de gérer et de réguler les échanges, l'allocation optimale des ressources, la répartition équitable de la richesse (produite par tous), avec le minimum de dissipation, tout en étant au service de « l'intérêt général » et en évitant les dépenses inutiles ou somptuaires pouvant porter préjudice au patrimoine vital commun de l'humanité. C'est à un tel retour à l'essence même de l'économie qu'il conviendrait d'aspirer pour espérer pouvoir s'en sortir collectivement.

Bien éloigné de la plus élémentaire réalité, fondée sur la survie et la perpétuation de l'espèce comme pour le reste du règne animal, l'espèce humaine s'est laissé prendre au piège de ses fantasmes. La fièvre de l'or l'a rendu folle et le veau d'or est toujours debout après tant de siècles de « civilisation » ! Il faut objectivement se demander pourquoi tant d'irrationalité devait affecter de manière aussi tragique tout l'histoire humaine. Même un bien aussi banal et utilitaire que la voiture, dont la valeur d'usage première est de permettre les déplacements autonomes, s'est chargé d'une valeur symbolique (cf. la notion de « *valeur symbolique de l'objet* » chez Marx) pleine de représentation fantasmagorique : liberté, puissance, évasion, érotisme, statut social, etc. L'univers publicitaire, jamais à court d'imagination, se charge de stimuler le « vouloir d'achat » avec des techniques souvent subliminales qui, si elles ne sont pas à proprement parlé illégales, n'en sont pas moins dignes de certaines pratiques du marketing pratiqué par quelques sectes redoutables.

La liste serait interminable de tous les superflus qui nous ont précipités dans les pires convulsions au détriment de ce qui nous est vraiment nécessaire, à commencer par le savoir, l'éducation et la culture par exemple.

L'immodération semble être de nos jours la fille de la subjectivité humaine, comme la quête d'une sorte de dépassement de la banalité du quotidien, ouvrant un champ illimité à des désirs, ou plutôt des envies, sans cesse renouvelés, toujours insatiables et concurrentiels. « *Faire envie est un élément important dans le processus mimétique mis en œuvre afin de stimuler le désir. Mais il est parfois des désirs inaccessibles* » écrit Rabhi. « *Cela engendre des frustrations, mais peut aussi puissamment stimuler la volonté de les acquérir, ce qui bénéficie à la dynamique de l'immodération. Comparaison et mimétisme deviennent alors des facteurs de souffrance, tandis qu'un esprit de modération peut triompher de l'envie et instaurer en nous un bien-être, que l'objet de notre convoitise ne peut nous offrir* ».

Régulées par le principe de modération et considérant, à l'instar des maohi, que nous appartenons à la Terre (« *Eere oe te fatu o te fenua, te fenua ra tei fatu ia oe* » : la terre ne t'appartient pas, tu appartiens à la terre), les cultures traditionnelles ont cédé la place aux sociétés du lucre, pour lesquelles la Terre nous appartient, et qui sont responsables de l'éradication des précédentes. Singulière différence de point de vue ! Or cette inversion des valeurs, phénomène historique, est advenue avec la soi-disante « modernité ».

La technologie confère à ses inventeurs et à ceux qui en bénéficient, un pouvoir inégalé et, dans le même temps, l'évolution de la conscience n'est pas suffisante pour maîtriser et orienter les technologies vers des fins constructives, au service de l'intérêt général. La prépondérance de l'Occident sur le reste du monde a débuté avec la découverte du gouvernail d'étambot permettant aux lourds galions de remonter contre le vent, puis par le passage du cheval au cheval-vapeur. « *L'homme devenu démiurge s'est cru autorisé à transgresser les règles intangibles et les limites naturelles établies depuis l'origine. Cette nature avec laquelle l'homme originel cherchait l'harmonie, l'homme prométhéen s'est ingénié à la subordonner, à la dominer, à l'exploiter selon son bon plaisir* » précise Rabhi.

L'exode conquérant des européens occidentaux a installé un ordre économique mondial avec de très grandes disparités et des inégalités criantes, en érigeant « *une divinité tutélaire absolue, que l'on appelle la Finance* ». Du coup, le simple citoyen sans ressources perd toute réalité sociale ; il n'est plus qu'un simple indicateur du niveau de la prospérité nationale.

Ce processus est si bien intégré dans la réalité sociale des sociétés dites développées que l'indignation qu'un tel état de fait devrait susciter s'en trouve banalisé, anesthésié. « Indignez-vous » nous rappelle judicieusement Stéphane Hessel. Nos sociétés « modernes », fragmentées, cloisonnées, déstructurées, sont du même coup devenues de plus en plus anxieuses à l'homme moderne littéralement « possédé » par ses nombreuses possessions.

« *Matière sonnante et trébuchante à son origine, l'argent-finance s'est transformé en un fluide, un esprit qui souffle où il veut, domine les états, attisant toutes les frustrations dans le seul dessein de perpétuer son magistère. C'est pour lui complaire que l'on fabrique des armes qui déshonorent le génie de notre espèce et que l'on installe sur la planète un ordre anthropophage appelé mondialisation* » écrit Pierre Rabhi.

Dans un univers où, à cause de l'hégémonie de la finance, tout est devenu - effectivement ou potentiellement - marchandise, où par conséquent le carburant du capitalisme est la consommation/destruction/combustion, et où les individus que nous sommes sont devenus des sortes d'oies gavées de biens, la meilleure façon de contrer cet ordre anthropophage, c'est de modérer nos consommations par une pratique régulière

de la simplicité volontaire, en distinguant clairement l'essentiel de l'accessoire dans la satisfaction de nos désirs au quotidien, avec assez d'esprit de tempérance pour savoir et oser dire : ça suffit ! Pour le philosophe Alain, « *penser c'est savoir dire non* ». Entre rituels de gratitude et cérémonies de propitiation, le genre humain a su pourtant dans son histoire passée engendrer des êtres qui ont fondé leur mode d'existence sur la modération. Ainsi dans la Grèce antique, « l'hybris » (ou « ubris »), entendue comme la passion du « toujours plus » et dépassant la simple cupidité, était considérée comme un crime. Dès lors, comment en est-on arrivé à cette « *subordination au lucre* » selon le mot de Pierre Rabhi, et à une surconsommation effrénée, que le Prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz apparente au « triomphe de la cupidité », titre d'un de ses livres ? Pour tenter de le comprendre, il convient de procéder à une brève histoire du capitalisme.

Le triomphe du lucre...

L'Ecole de la régulation, courant de recherche français qui a émergé dans les années 70, conteste l'idée qu'il existerait des lois économiques universelles. S'appuyant sur l'histoire, elle démontre qu'au contraire, on peut distinguer différentes phases du capitalisme correspondant chacune à des états différents des rapports sociaux, ces différentes configurations du capitalisme étant soutenues par des alliances politiques spécifiques entre les groupes sociaux. Ainsi, derrière le marché, il y a des institutions, et derrière les institutions, il y a des idéologies. La spécificité de la sociologie économique est de ne pas développer de concepts ou de théories spécifiques à l'économie, mais de l'analyser de la même manière que les autres activités sociales.

En schématisant les choses, on peut considérer que nous sommes parvenus à la phase actuelle du capitalisme postindustriel au terme d'un processus évolutif, à la logique implacable, en cinq grandes étapes successives depuis la fin du 18^{ème} siècle environ. Petite leçon abrégée socioéconomique de macro-économie simplifiée...

❶ Tout procès de production « moderne » résulte d'une combinaison variable de trois facteurs de production principaux : le capital, le travail et le progrès technique. La production étant par essence un processus destructeur (il faut détruire pour produire), en vue de se renouveler et se développer, le système doit donc impérativement générer un « surplus » qui, une fois « réalisé », servira à financer sa croissance (ce que Marx appelle la « reproduction élargie »), dès lors que tous les facteurs de production auront été rémunérés. C'est le modèle de départ dit « d'accumulation primaire » ou primitive.



❷ De ce modèle d'accumulation primaire on est passé à un modèle d'accumulation du capital, du fait que le facteur de production « capital » est plus « malléable » que le travail (on peut faire tourner une machine 24h sur 24), mais surtout que sa productivité est supérieure à celle du travail (notamment grâce au progrès technique), ce qui permet de générer (encore) plus de profit. Ce faisant, à compter de la révolution industrielle du début du 19^{ème} siècle, le système s'est mis à privilégier les investissements lourds en capital plutôt que dans le travail, en substituant toujours plus dans la production du capital au travail.



③ La mainmise de la finance et de la spéculation sur le capitalisme industriel caractérisant le passage à un capitalisme financier au tournant des années 80 (principalement aux Etats-Unis et en Angleterre), a amplifié ce mécanisme de substitution capital/travail et provoqué une suraccumulation du capital et donc une surcapacité de production au plan mondial, lesquelles ont débouché sur une surproduction de biens à l'échelle planétaire.



④ Cette surproduction mondiale à partir des années 90, il a bien fallu l'écouler (i.e la réaliser) par le biais des deux grands moyens traditionnels connus : les guerres (qui sont, comme Marx l'avait déjà souligné, un moyen (très) efficace de « résorption du surplus » afin de « purger » le système), et la surconsommation des ménages, y compris les plus désargentés (ainsi que l'a parfaitement illustré la crise dite des *subprimes* aux Etats-Unis).



⑤ Pour stimuler aujourd'hui une surconsommation des ménages, devenue une impérieuse nécessité pour la survie du système capitaliste, les spécialistes du marketing, de la publicité et des TIC (notamment Internet et le Web 2.0) ont développé des trésors d'imagination en vue de produire ou fabriquer du désir. D'un point de vue sociologique, cela s'est traduit par un glissement du concept de pouvoir d'achat à celui - nouveau - de « vouloir d'achat ». La perception du pouvoir d'achat dépend tout autant de la froide réalité du budget familial que du « vouloir d'achat », qui est une anticipation permanente sur notre prochain achat.

Ce faisant, on aborde là une dimension subjective de la problématique de l'acte de consommer. Force est en effet de constater que, globalement, nous consommons toujours plus. En fait, nous n'avons jamais autant consommé. D'où la question : comment concilier cette frénésie d'achats avec une stagnation du pouvoir d'achat ? Une explication pourrait résulter de la distorsion entre deux courbes qui s'éloignent un peu plus l'une de l'autre, à savoir celle de notre capacité d'achat, et celle de l'accroissement continu des produits ou des services disponibles sur le marché, générateur de « vouloir d'achat ».

Ces dix dernières années, **nous sommes ainsi passés d'une économie de la demande à une économie de l'offre**, dont les produits ont des valeurs unitaires sans commune mesure avec les valeurs des biens vendus dans les années 60 à 70. Le curseur des arbitrages de consommation des ménages s'est nettement déplacé vers le haut, et ce pour presque toutes les catégories sociales, même si c'est à des degrés différents. En quinze ans, nous n'avons pas pris le temps de nous apercevoir combien nos modes de consommation ont radicalement changé. On peut considérer que si le marché des nouveaux biens de consommation s'est « démocratisé », il a fait naître dans le même temps des envies nouvelles, nombreuses et très variées, et un « vouloir d'achat » toujours plus intense (amplifié par une obsolescence programmée et accélérée de biens), qui nécessitent de pouvoir disposer de beaucoup plus de pouvoir d'achat pour espérer les satisfaire.

Pour mieux comprendre (voire accepter) le principe de simplicité volontaire, il est nécessaire de prendre en considération la distinction que l'économiste Daniel Cohen établit (in *Nos temps modernes* – Flammarion. 1999) entre différentes catégories

de biens (et de services) : ceux qui satisfont des **besoins élémentaires** (manger, boire, s'habiller, etc.), ceux qui satisfont des **besoins ostentatoires** (acheter des marque à la mode ; des gros pick-up allemands ou américains ; changer de téléphone mobile à chaque innovation, etc.), et ceux qui satisfont des **besoins sociaux** (santé, éducation, logement, culture, etc.). En règle générale, plus le revenu croît, et plus les consommations ostentatoires augmentent. Mais parfois (souvent ?), ces dernières résultent d'arbitrages de consommation paradoxaux : ainsi par exemple (fréquent en Polynésie) la personne au revenu modeste qui fait le choix de s'endetter sur 5 ou 7 ans pour acquérir un gros 4x4 de plusieurs millions, plutôt que de refaire avec une somme moindre, la toiture de sa maison qui prend l'eau à chaque pluie. Dans ce cas, la valeur symbolique de l'objet-voiture et le statut social (supposé) qu'il confère à son possesseur l'emporte sur l'impératif d'assurer le mieux-être de la famille.

Déjà en 1932, dans le dernier chapitre de son dernier livre « *Deux sources de la morale et de la religion* », le philosophe Henri Bergson écrivait : « *Jamais, en effet, les satisfactions que des inventions nouvelles apportent à d'anciens besoins ne déterminent l'humanité à en rester là ; des besoins nouveaux surgissent, aussi impérieux, de plus en plus nombreux. On a vu la course au bien-être aller en s'accéléralant, sur une piste où des foules de plus en plus compactes se précipitaient. Aujourd'hui c'est la ruée* ».

On entre ainsi dans une spirale infernale autant qu'aliénante de surconsommation contrainte, génératrice de frustrations récurrentes, qui légitime aux regards de certains que l'on prône la simplicité volontaire, entendue comme **un acte légitime de reconquête de sa propre liberté de penser et de vivre**. Comme une action citoyenne directe sur notre cadre de vie dans l'espace public. Pour ne plus « perdre sa vie à la gagner », rien que pour acheter, encore et toujours plus. « *Ce qui est beau, ce n'est pas d'être privé, ni même de se priver, c'est de ne pas sentir la privation* » pensait Bergson. En ce sens, la simplicité volontaire est tout le contraire d'une privation.



5^{ème} Acte

Pour une reterritorialisation de la vie quotidienne : le « localisme »

« *Il faut relocaliser les activités économiques, produire et consommer le plus possible localement, avec de nombreuses structures agricoles à taille humaine produisant, selon des principes écologiques, des denrées de haute valeur nutritive, tout en préservant les biens communs à toute l'humanité et indispensables à sa survie que sont la terre, l'eau et la biodiversité végétale et animale* ». Pierre Rabhi.

Sous peine de parvenir à un point de rupture, il est urgent de prendre conscience de la nécessité de revenir dans les limites de ce que la destinée a imparté à l'humanité toute entière, à savoir notre planète, si petite et fragile. Dans les hautes sphères dirigeantes, on est certes conscient de péril, mais il semble que l'on ait aussi beaucoup de mal à vouloir scier la branche sur laquelle on est (si bien) assis.

Nous vivons tous de manière plus ou moins schizophrène, avec une capacité à la fois à savoir et à ne pas savoir, à vouloir et à ne pas vouloir. Si on prenait en compte ce que les économistes appellent les coûts externes de la croissance (tout ce que l'on fait supporter à la nature et à notre santé), la croissance apparaîtrait alors comme une affaire bien moins attractive et non rentable en réalité. Mais nous sommes embringués « à l'insu de notre plein grès », dans les rouages d'un « méta système » que dans les faits, personne ne contrôle plus réellement. Ce système est devenu délirant, et nous sommes tous, à des degrés divers, des complices de ses nombreux dysfonctionnements. Mais si nous le décidions collectivement, nous pourrions tout aussi bien devenir les artisans de sa mise en échec.

Un autre problème résulte du fait que ce que nous consommons de nos jours n'est plus produit de la même façon. On a déterritorialisé et fragmenté la production, dont les différentes étapes se répartissent à présent tout autour de la planète, partout où les coûts de production sont les plus bas, le cœur du système productif ne se réservant plus que la fonction d'assemblage finale. Du moins jusqu'à ce que, sous la pression de l'actionnariat, on décide de délocaliser également cette ultime fonction. Pour permettre à la machine de tourner, on consomme de plus en plus, mais de fait, il s'agit avant

tout d'une consommation de compensation ou/et de réparation. En perdant sa vie à la gagner pour satisfaire nos envies effrénées de consommation, **on a vidé de sens ce qui précisément donnait du sens à nos vies.**

Après la décroissance sélective et la simplicité volontaire, le « localisme » constitue dès lors la troisième composante de base du paradigme économique alternatif que j'entends proposer comme base de réflexion pour l'avenir à la Polynésie française. On regroupe sous ce vocable, peu usité et mal connu du grand public, un ensemble de tentatives d'inventer de nouvelles logiques sociales à l'échelle locale d'un bassin de vie, fondée sur une revalorisation d'aspects non économiques de la vie, sur le don entendu comme une triple obligation (donner/recevoir/rendre), et sur de nouvelles formes de rapports sociaux.

Selon la définition généralement admise, le localisme c'est « *une doctrine qui consiste à privilégier ce qui est local, sans toutefois se fixer de limites frontalières, afin de favoriser la démocratie participative, la cohésion sociale et la production de proximité, donc l'emploi local et la préservation de l'environnement via une moindre empreinte écologique liée au transport de marchandises* ». Les partisans du localisme fondent en partie leur conviction dans la fiabilité de ce modèle d'organisation sur le fait que depuis l'origine de l'humanité jusqu'à la révolution industrielle et la colonisation, l'organisation des diverses sociétés humaines était généralement « localiste ». La doctrine actuelle ne s'oppose pas au capitalisme dans la mesure où elle n'entend pas limiter la création de richesses, mais elle aspire plutôt à favoriser une répartition plus directe des richesses produites localement (et collectivement) en s'appuyant sur une participation du plus grand nombre à la production et sur un raccourcissement des circuits de distribution.

Elle est complémentaire au processus de relocalisation des activités économiques dans des bassins de vie (tels que par exemple les îles et atolls de Polynésie française), qui a commencé à se faire jour depuis les années 2000. La relocalisation, tant économique (rapprocher la production du consommateur final), sociale (enrichir les liens humains) et politique (développement de la décentralisation et de la démocratie participative), passe en particulier par une réorganisation du territoire en « villages urbains » (intercommunalité) afin de **satisfaire localement le plus possible de besoins des populations**. Privilégier la microéconomie, dans le cadre d'autonomies territoriales, est un moyen pratique de pouvoir faire de tout individu un acteur impliqué d'une économie plus globale. Pour autant, ce n'est pas de l'autarcie dont il s'agit, dans la mesure où un certain nombre de décisions et/ou de productions restent à prendre à des niveaux plus larges, aux mains de structures nationales, voire même internationales.

Pour Serge Latouche (in *Survivre au développement* – septembre 2009), « *proposer la décroissance conviviale comme un des objectifs globaux urgent et identifiable à ce jour, et mettre en œuvre des alternatives concrètes localement sont complémentaires. Il est nécessaire de revitaliser le terreau local, au Nord comme au Sud, parce que même*

dans une planète virtuelle, on vit localement. [...] L'intégration abstraite de l'humanité dans le « technocosme » par le marché mondial, par « l'omni marchandisation » du monde et de la concurrence généralisée se fait au prix d'une désocialisation concrète et d'une décomposition du lien social ».

Il y a deux manières de concevoir une autre société dans laquelle on vivrait autrement : soit on la choisit, soit elle nous est imposée (par le biais d'un « Rapport Bolliet » par exemple...). Dans un cas il s'agit d'une alternative volontariste, et dans l'autre, d'une alternative historique. L'économie mondiale, aidée dans sa démarche par certains organismes internationaux (FMI, Banque mondiale, OCDE, OMC), a provoqué un exode rural sans précédent dans l'histoire de la planète, détruisant des modes de vies ancestraux, en privant des millions de gens de leurs moyens d'existence pour les agglutiner à la périphérie des nouvelles mégapoles (la Chine compte 20 villes de plus de 30 millions d'habitants !), pour en faire des « naufragés du développement », avant de devenir peut-être, un jour prochain, des « réfugiés climatiques ».

Ces laissés-pour-compte de nos sociétés, condamnés par la logique économique dominante, n'ont d'autre solution que de s'organiser selon une autre logique, d'inventer un autre système, une autre vie, que les économistes orthodoxes désignent sous le vocable « d'économie informelle ». Nous préférons, pour notre part, parler « d'économie vernaculaire », avec des règles intégrées par tous, bâties par l'usage et la coutume. Il s'agit avant tout de la façon dont les naufragés du développement produisent en recourant à toutes sortes d'activités « économiques » (expédients, bricolage, chapardage, débrouille, système D, petits trafics, prostitution, etc.), peu ou pas professionnalisés.

Ces organisations sociales vernaculaires sont plutôt le fait des femmes, fondées sur la pluriactivité, le non-professionnalisme, et sur des stratégies relationnelles, dans la mesure où les laissés-pour-compte réalisent le miracle de leur survie en réinventant du lien social, via des réseaux de solidarité néo-claniques. Comme le note Serge Latouche, il y a « *dans ce fonctionnement de l'œconomie néo-clanique une logique fort différente de la logique marchande : celle du don et des rituels oblatifs. Ici comme partout, le lien social fonctionne sur l'échange ; mais l'échange, avec ou sans monnaie, repose plus sur la réciprocité que sur le marché* ». Ce qui est central et essentiel dans ce processus, c'est que « *le lien remplace le bien* » pour reprendre la belle formule de Jacques Godbout (in *L'esprit du don* – Paris 1992).

Des activités telles que les loisirs, la santé (en partie), l'éducation (initiale), l'environnement, la culture, les services aux personnes, le logement, peuvent se gérer au niveau micro territorial de bassins de vie. Cette gestion du quotidien à un niveau local peut entraîner de la part de la fraction exclue de la population, des initiatives citoyennes pour essayer de retrouver une forme d'emprise sur leur vécu. Ainsi, en Europe, mais

aussi aux Etats-Unis, au Canada, en Australie, on assiste de plus en plus à l'émergence de néo-agriculteurs, néo-ruraux, néo-artisans, et aussi la création d'un grand nombre d'associations à but non (ou pas exclusivement) lucratif : coopératives en autogestion, communautés rurales, « banques du temps », régies de quartier, crèches parentales, boutiques de gestion, guildes d'artisans, mutuelles de crédit-risque, associations de défense de l'environnement, etc. Bien entendu, les impacts économiques de toute cela est problématique, mais leurs retombées sociales le sont beaucoup moins. C'est un choix à opérer, ou pas...

Réussir une société « localiste » implique de ne pas se cantonner dans un seul « tiers secteur » (comme on parlait de « tiers état »). En effet, le danger de la plupart des initiatives alternatives volontaristes est de se cantonner dans le créneau qui leur a permis de naître et de croître, au lieu de chercher à bâtir et à renforcer une niche (à l'instar d'une niche écologique), c'est-à-dire un ensemble d'innovations alternatives visant à une cohérence globale. **Une gestion alternative doit s'appuyer d'avantage sur la niche que sur le créneau.** Plutôt que de s'épuiser à lutter pour conserver son créneau sur le marché mondial, mieux vaut s'employer à élargir et approfondir sa niche, en marge de l'économie globalisée.

Les citoyens, devenus « consomm'acteurs » sont une composante essentielle d'un ensemble bâti sur le concept de bassin de vie (bien adapté aux réalités géographiques de la Polynésie française) et articulé autour de producteurs « alternatifs » locaux, des « systèmes d'échanges locaux » (S.E.L) et des mouvements associatifs ou coopératifs résolument engagés dans une même démarche cohérente afin de constituer une véritable alternative au système actuel (cf. par exemple l'expérience de *La rete di Liliputt* en Italie ou le R.E.P.A.S – Réseau d'échanges et pratiques alternatives et solidaires, en France). Pour ce faire, il est nécessaire de penser plus en termes d'innovation sociale plutôt que d'innovation-produit, comme dans une économie de marché.

Le localisme n'est (surtout) pas du protectionnisme

Le localisme est un concept qui repose sur le principe de proximité en vue de « **reterritorialiser** » **des activités humaines dans un bassin de vie donné**, notamment pour limiter l'empreinte écologique tout en sécurisant les structures environnantes du citoyen : économie, emploi, système social, patrimoine culturel, santé, etc. Cette doctrine pourrait donc passer pour une forme particulière de protectionnisme dans le sens où la priorité est donnée, dans la mesure du possible, à l'offre la plus proche possible de la demande.

Or trois grandes vertus sont attribuées au libre-échange entre les nations : le bénéfice du choix pour les consommateurs, le développement économique de pays au marché intérieur nécessaire et l'amélioration des relations diplomatiques

par une collusion des intérêts commerciaux. On comprend bien dès lors que le protectionnisme présente de sérieux risques de ruptures économiques et donc de tensions à la fois nationales (sources de soulèvements intérieurs), et internationales (sources de conflits armés). La seconde guerre mondiale et la montée des nationalismes populistes par exemple s'expliqueraient en partie par l'épisode protectionniste des années 30 résultant de la crise de 1929. Donc cette menace serait à prendre en compte si jamais le localisme était bien une forme de protectionnisme. Sauf qu'il existe deux différences capitales entre le localisme et le protectionnisme : la notion de frontières et la notion de compétition. Le principe de proximité n'a en effet aucune frontière administrative déterminée car la proximité ne s'arrête pas à une commune, un département, une région, une nation ou un continent.

Mieux encore : en dépassant les frontières pour trouver un bien le plus proche, le localisme efface totalement les barrières virtuelles (entre les peuples du Pacifique par exemple) et peut consolider ainsi les relations fraternelles, sans compromettre aucunement les identités particulières et les cultures communautaires.

Ainsi une nation ou un groupement de nations ne peut plus être traité d'ennemi économique dès lors que tous les peuples - pour partie de leurs besoins - sont connectés d'un bout à l'autre de la planète. Finalement ce bénéfice est le même qu'avec la globalisation actuelle, sans la gabegie écologique, la dilution identitaire et autres déstructurations sociales qu'engendre l'hégémonie mondialiste, fondée avant tout sur une quête du profit maximal.

Par ailleurs le protectionnisme relève d'une logique de compétition entre les peuples, alors que le localisme favorise au contraire le co-développement dans le sens où la concurrence lointaine n'est plus une menace pour l'offre locale. Dans l'approche « localiste », exploiter son savoir-faire à partir de quelques implantations ultra-productivistes et réserver ce savoir-faire aux consommateurs les plus offrants du marché global, autrement dit rester dans un schéma stratégique classique, diminue les espoirs de profits puisque les opportunités commerciales disparaissent à mesure qu'une offre concurrente se trouve plus locale. L'intérêt mercantile réside du coup dans le partage du savoir-faire par une offre démultipliée et adaptée à la demande locale, sans craindre la dévaluation « anthropophage » de ses propres produits sur d'autres marchés ni la concurrence de produits contrefaits.

Quelque part cette nouvelle donne économique mondiale est une nouvelle forme de globalisation mais reposant cette fois sur les flux dématérialisés de la propriété intellectuelle, pour une offre garantissant toujours du profit mais enfin accessible à tous. En résumé le protectionnisme consiste à protéger un pré-carré contre l'extérieur, d'où

l'aspect évident de « repli sur soi » d'un tel mécanisme, tandis que le localisme consiste à favoriser l'offre la plus proche de la demande au-delà des frontières et sans stratégie d'affrontement. En s'inscrivant d'ailleurs dans une démarche de répartition globale à la fois optimale, équilibrée et durable de l'offre, le localisme est de ce fait moins protectionniste que la globalisation économique actuelle qui pourrait s'apparenter finalement à une forme de protectionnisme individuel contre le reste du monde.

La stratégie de niche qui sous-tend le localisme ne consiste pas à préserver une oasis dans le grand erg du marché mondial, mais à étendre progressivement un mode d'organisation social nouveau pour féconder ce désert. Il s'agit en d'autres termes de faire coïncider et de coordonner la protestation sociale avec la protestation environnementale, avec la solidarité envers les exclus du système, et avec toutes les initiatives associatives et/ou citoyennes, en vue de déboucher à terme sur une société plus autonome et participant de la décroissance sélective et conviviale. A l'inverse de la légende de Pénélope, il s'agit de « *retisser la nuit ce que le marché et le développement libéral détricotent le jour* » comme le dit joliment Serge Latouche.

Dès lors **l'autonomie**, au sens de notre capacité à survivre par nous-même, devient un maître mot, comme étant la seule posture qui pourra (éventuellement) nous tirer de l'impasse dans laquelle nous sommes laissés enfermer. La seule posture également qui puisse ébranler un tant soit peu l'omnipotence des multinationales, en nous poussant à nous organiser à ne pas avoir besoin d'elles. Ceci implique de relocaliser l'activité économique et que chaque territoire puisse assumer ses besoins essentiels. On pourrait même aller jusqu'à instaurer un droit et des devoirs pour les populations à se nourrir elles-mêmes. Cultiver son jardin (son *fa'apu*), toutes les fois qu'on en a la possibilité, deviendrait un geste politique, un acte de résistance, pour autant que soit créée une solidarité ville-campagne (cf. le principe des AMAP *infra*).

Nous vivons actuellement une transition qui pourrait s'avérer des plus fertiles entre un système à bout de souffle et un autre qui est à bâtir. Et c'est précisément dans l'espace de cette transition que peuvent, que doivent fleurir l'imagination et les utopies. Il y a là un chantier excitant à ouvrir pour l'avenir de nos enfants, d'autant que n'avoir d'autre alternative à leur proposer que faire de l'acharnement thérapeutique sur un système économique moribond ne constitue pas une perspective particulièrement exaltante. Surtout que, comme le dit Pierre Rabhi, « *l'ère du « pétrolithique », qui aura été la plus courte période de l'histoire de l'humanité, est en train de s'achever* ». Comment pourrions-nous justifier auprès de nos descendants d'avoir fondé une société toute entière sur la combustion, et fait reposer tout un système économique sur un seul pilier qui, une fois sapé, engendre son effondrement.

Force est de constater qu'il y a eu manipulation ou tour de passe-passe, en vue de permettre à 1/5 de la population mondiale, dotée de la technologie idoine, de consommer

4/5 des ressources planétaires ; manipulation encore pour que 1/5 de la population concentre 80% des richesses du monde (en occultant les richesses vernaculaires telle que la solidarité ou l'entre-aide), alors que tous les autres n'ont que le choix d'une gradation qui va de la paupérisation grandissante à la misère la plus complète. Manipulation enfin qui a consisté à inverser l'alimentation humaine en exaltant la protéine animale alors que pendant des siècles, l'alimentation humaine était très largement à base de protéines végétales. Or si avec un bœuf on peut nourrir 1500 personnes, avec ce que l'on donne à bœuf, il serait possible de nourrir 15.000 personnes.

Plaidoyer pour une « agroécologie »

A l'instar de ce que Pierre Rabhi a réalisé avec succès au Burkina Faso auprès de 10.000 paysans, il pourrait être judicieux de promouvoir en Polynésie française son approche agroécologique qui permettrait aux agriculteurs d'ici de mieux gérer leur sol et de mieux le nourrir, tout en s'affranchissant des intrants chimiques indexés sur le dollar US. Cela permettrait également de stabiliser les populations agricoles sur leurs lieux de vie traditionnels, et par là de traiter en amont la question (que l'on ne sait pas traiter en aval) des migrations vers les zones urbaines des Iles du Vent. En outre, l'agroécologie permet de fertiliser naturellement les sols, de libérer des agriculteurs des intrants chimiques et d'intervenir sur l'environnement en luttant contre l'érosion prématurée.

Depuis son origine, la vie sur Terre s'est organisée autour d'un système où tout ce qui meurt génère la vie. L'humus en effet est l'élément clé à partir duquel naît la vie ; début et fin tout à la fois. Humus, humanité, humidité, humilité. La terre doit sa vie à l'humus : il lui permet de respirer, à l'eau de mieux s'infiltrer, et c'est en plus un ferment bactérien. S'il disparaît, le désert s'installe. Or ce que nous semblons n'avoir pas, collectivement, compris c'est que tout ce que nous faisons à la terre, nous le faisons de fait à nous même. Aujourd'hui, quand nous passons à table, plutôt que de se souhaiter bon appétit, nous devrions nous souhaiter « bonne chance », tant nous savons plus ce que nous introduisons dans nos corps, sous forme « d'aliments » et non plus de « nourritures » comme dans le temps. En ce sens, l'agriculteur serait le premier responsable de la santé de l'humanité, avant même le docteur.

Parmi les gens pauvres, voire misérables avec « la crise », il y a beaucoup de fils d'agriculteurs qui considèrent de nos jours comme une déchéance le travail de la terre. En tant que pauvres, ils se sentent déjà déconsidérés dans la société urbaine, et ils ont le sentiment que ce serait une dévalorisation de plus que de se voir proposer d'être agriculteur. Dans la perspective de promouvoir l'agroécologie, il serait important de réhabiliter l'agriculture et le métier d'agriculteur, un agriculteur nouveau qui serait tout à la fois un bon technicien, un bon gestionnaire, un peu scientifique mais également un peu... poète et philosophe !

Pourrait-on aller jusqu'à prétendre que la révolution moderne, ce serait peut-être l'instauration d'une « civilisation agraire adaptée », emprunte de sobriété heureuse ? En tout état de cause, renforcer le lien avec la terre et la nature me paraît indispensable pour la Polynésie de demain. Il faudrait pour ce faire que les politiques de tous bords pensent à une politique foncière (cela sera d'autant plus aisé qu'il importe d'abord d'en définir une) qui s'attache à protéger ce « bien commun » qu'est la terre, et qu'ils facilitent l'accès à cette dernière pour tous ceux qui désirent la travailler non seulement comme une activité économique, mais aussi comme une activité d'accomplissement personnel. Une telle politique foncière susciterait je pense beaucoup de candidats en Polynésie française désireux de « vivre au pays » et de produire localement, en vendant du producteur au consommateur.

Sur cette question du localisme, laissons le mot de la fin à Simon Nora, cité dans le numéro 232 de Tahiti Pacifique Magazine du mois d'août 2010, qui aux termes d'une mission pour l'inspection générale des finances en 1976, préconisait déjà dans son rapport final : « *il faut habituer les habitants de la Polynésie, de quelque origine qu'ils soient, à privilégier un modèle de consommation adapté aux possibilités locales. [...] Le sens de la réorientation nécessaire est donc clair, il convient d'une part de favoriser les activités productives locales, destinées à une consommation locale ; d'autre part de ralentir la croissance de Papeete et de Tahiti. De revitaliser l'activité et le peuplement des îles* ».

Quelques exemples concrets de mesures et d'organisations « localistes »

L'étiquette carbone

Le 29 janvier 2008, les enseignes du commerce et de la distribution, la FCD et le Medad ont signé pour cinq ans une convention éco-responsable. Inscrite dans le cadre du **Grenelle de l'environnement**, elle ouvre notamment la voie à un doublement, d'ici à trois ans, du nombre de produits bénéficiant d'un label écologique, une **étiquette carbone**. La démarche expérimentale, et inédite en Europe, d'étiquetage environnemental des produits a d'ores et déjà débuté. Depuis le printemps 2008, deux magasins groupe Leclerc dans le Nord-Pas-de-Calais expérimentent l'affichage du coût en carbone - autrement dit leur « indice carbone » - des produits alimentaires. Le bilan CO2 des produits est indiqué à côté de leur prix et le bilan total des courses apparaît sur le ticket de caisse. De plus, les produits permettant de diminuer ce bilan sont signalés en rayons. L'opération est soutenue par le conseil régional et l'ADEME.

Autre exemple, le groupe Casino, s'appuyant sur l'expertise de l'ADEME et de l'entreprise Bio Intelligence Service spécialisée dans le développement durable, propose aussi à ses clients de découvrir le coût en carbone de ses produits. Son indice carbone, exprimé

en g de CO₂ émis pour 100 g de produit, tient compte de la totalité du cycle de vie des produits de la marque. Quand l'emballage le permet, l'indice carbone est assorti d'une réglette indiquant l'impact environnemental (de faible à fort) et d'une information sur le taux de recyclage de l'emballage.

Les « Transition Towns » (villes en transition)

De nombreux mouvements se développent actuellement autour de la notion de descente énergétique, partout dans le monde. Parmi ces mouvements, les initiatives Transition Towns [16]. Première à s'être lancée en 2006, la ville de Totnes en Grande-Bretagne a mis en place un « Plan de descente énergétique » sur 15 ans dont l'objectif principal est de réaliser la transition entre une économie traditionnelle et une économie relocalisée. En moins de trois ans d'existence, le mouvement Transition Networks a d'ores et déjà été développé dans 64 localités dans le monde anglophone, et plus de 700 groupes se sont manifestés pour rejoindre le mouvement. Le guide des initiatives de transition a été traduit pour la France en 2008.

Les fermes verticales

La **ferme verticale** consiste en de grandes tours destinées à accueillir une part importante de l'agriculture locale. C'est une solution possible aux problèmes de faim dans le monde et de manque de terres agraires, car la ferme verticale a pour but de se situer en pleine ville. La première ferme verticale pourrait voir prochainement le jour à Las Vegas (États-Unis) et d'autres devraient suivre à Incheon (Corée), à Abu Dhabi et Dubaï (Émirats arabes unis), à Nashville (Etats-Unis) ou encore dans la future ville écologique de Dongtan, en Chine.

Les AMAP

Une **association pour le maintien de l'agriculture paysanne** (AMAP) est, en France, un partenariat de proximité entre un groupe de consommateurs et une ferme locale, basé sur un système de distribution de « paniers » composés des produits de la ferme. C'est un contrat solidaire, basé sur un engagement financier des consommateurs, qui payent à l'avance la totalité de leur consommation sur une période définie par le type de production et le lieu géographique. Ce système fonctionne donc sur le principe de la confiance et de la responsabilisation du consommateur. En 2008 la France comptait environ 700 AMAP après 8 ans d'existence du concept.

La marque « Produit en Bretagne »

Fondée en 1993, l'association **Produit en Bretagne** est le premier réseau de décideurs économiques bretons, la première marque régionale collective, et la première démarche de marque régionale solidaire et durable en France. En 2010, la marque concerne 230 entreprises membres sur les quatre départements bretons et la Loire-Atlantique.

Cette initiative est plus assimilable à du **régionalisme** qu'à du localisme pur dans la mesure où il s'agit bien de promotion de produits locaux, donc à distance de transport réduite, cependant l'intérêt localiste est moindre pour les consommateurs limitrophes de départements d'une autre région.

Le Slow Food

Le **Slow Food** est un mouvement fondé en **Italie** en **1986** par **Carlo Petrini** en réaction à l'émergence du mode de consommation du **Fast food**. Le mouvement cherche à préserver la cuisine éco-régionale ainsi que les plantes, semences, les animaux domestiques et les techniques agricoles qui lui sont associés.

Les locavores

Les « **locavores** » sont apparus à San Francisco en 2005 sur une idée simple : ne consommer que des aliments produits dans un rayon de 100 miles (160 kilomètres). Aux États-Unis comme au Canada, ce mouvement connaît un véritable succès populaire, et il s'étend peu à peu à l'Europe.

Les sociétés coopératives d'intérêt collectif

Une société coopérative d'intérêt collectif (**SCIC**) est une **société anonyme** ou **SARL** qui associe autour d'un projet des acteurs salariés, des acteurs bénéficiaires (clients, usagers, riverains, fournisseurs...) et des contributeurs (associations, collectivités, etc.) pour produire des biens ou des services d'intérêt collectif au profit d'un territoire (géographique ou sectoriel). Issues de la loi du 17 juillet 2001 et du décret du 21 février 2002, les SCIC sont largement inspirées des coopératives sociales italiennes apparues dans les années 60. En France, sur les 117 SCIC agréées depuis 2002, 103 étaient en activité au 30 juin 2007. L'Italie compte plus de 7000 coopératives sociales qui emploient environ 250 000 personnes.

Les SEL

Un SEL ou **Système d'échange local** est un système d'échange alternatif, construit à côté du système dominant d'économie de marché. Les SEL sont des associations déclarées ou de fait, à but non lucratif, implantés localement, et qui permettent à leurs membres de procéder à des échanges de biens, de services et de savoirs sans avoir recours à la monnaie traditionnelle. En France, les transactions réalisées dans le cadre du SEL ne sont exonérées de **TVA** et d'impôts que dans la mesure où il s'agit d'une activité non répétitive et ponctuelle, type « coup de main » et n'entrant pas dans le cadre d'une profession. Le premier SEL moderne de France a été créé en 1994, en Ariège. Dix ans après, il y a près de 300 SEL dans 96 départements, de tailles plus ou moins modestes (de deux à quelques centaines de membres) suivant les régions, qui permettent à plus de 20 000 personnes de procéder à des échanges.

Les Castors

Les **Castors** est un mouvement d'auto-construction coopérative né après la **Seconde Guerre mondiale** en France. Elle est aujourd'hui implantée au niveau national et compte près de 50000 adhérents.

L'habitat groupé

L'habitat groupé ou habitat coopératif est un concept qui désigne des groupes d'habitants réunis sous forme associative ou coopérative. Le partage des matériels, des compétences, de certains aménagements ou encore des tâches ménagères est au cœur du concept, mais chaque foyer dispose de son propre logement privé et conserve ainsi pleinement son intimité. Cette forme d'habitat, très répandue dans les pays d'Europe du Nord, commence à apparaître en France et s'adapte à la ville comme à la campagne.

Le Kibboutz

Le **Kibboutz**, concept localisé en Israël, est une unité de peuplement dont les membres sont organisés en collectivité sur la base de la propriété commune des biens, préconisant le travail individuel, l'égalité entre tous et la coopération de tous les membres dans tous les domaines de la production, de la consommation et de l'éducation.

Le microcrédit

L'activité de **microcrédit** ou **micro-finance** encourage les microprojets au niveau local. Cela permet d'induire des mutations « à la base ». Celles-ci sont souvent plus efficaces et ont un plus grand effet d'entraînement - en créant un maillage économique dans le pays - que certaines infrastructures ou certains gros projets industriels. Cet effet de levier permet d'agir efficacement auprès de ceux qui prennent des initiatives en s'engageant personnellement, c'est-à-dire les entrepreneurs ou les artisans (cf. les expériences de la *Grameen Bank* et Muhammad Yunus ou de l'ADIE).

Pour clore ce 5^{ème} acte de ma réflexion, je souhaite laisser le mot de la fin à Serge Latouche (in *Solutions locales pour un désordre global* de Coline Serrault), qui dit ceci : « *Je ne suis pas un adhérent mystique de l'hypothèse Gaïa, mais je pense que c'est une belle métaphore de cette interdépendance généralisée entre l'homme et le cosmos, ce que précisément l'Occident a tenté de nier. On pourrait dire que le développement, avec toute l'idéologie de la croissance, du progrès, est, en termes heideggériens, une forme d'oubli de l'être, un refus d'assumer notre situation. Mais notre liberté n'existe qu'à condition d'assumer notre finitude. Et, de ce point de vue-là, je dirais que le projet de décroissance, ou de « sobriété heureuse » comme on peut aussi le nommer, c'est un projet d'acquiescement à l'être, à la mort, à l'humanité de l'homme, à sa situation de nature dans la nature. C'est l'inverse de la croissance illimitée* ».

Pour plus d'informations :

- **Les Anamins**, site écologique, solidaire et pédagogique : www.lesanamins.com
- **Colibri**, plateforme de rencontre & d'échange : www.colibris-lemouvement.org
- **Le mouvement des oasis en tous lieux** : oasientouslieux@gmail.com





Conclusion

La décroissance, une idée qui chemine avec la crise et la récession

« *L'Occident se définit essentiellement par son mode de production, le capitalisme. Plus que jamais, il reste rivé à son rêve de conquête planétaire. Il s'appuie sur des monopoles de droit ou de fait, même si, en dépit de la mondialisation, il n'occupe pas tout l'espace social, ni dans les terres conquises, ni dans ses terres d'origine* ». Fernand Braudel - Conférence à l'Université John Hopkins (NYC)

Dans une tribune publiée par *Le Monde* en juin 2009, Nicolas Hulot posait une question nous semble-t-il pertinente, en particulier dans le contexte de la Polynésie française de 2010 : « *Y a-t-il une alternative entre la décroissance subie (ou non dite), comme l'est la récession actuelle, et la décroissance conduite ?* ». A un moment de son histoire où (tout le monde en convient) la Polynésie française est contrainte de « se serrer la ceinture », plutôt qu'une récession imposée de l'extérieur et subie à l'intérieur, n'est-il pas préférable d'anticiper le mouvement en optant pour une décroissance sélective, voulue, pensée et maîtrisée en local plutôt qu'à Paris ?

Faute de répondre à cette interrogation légitime, « le rapport qui tue » (pour reprendre le titre des Nouvelles du 17/06/2010) remis par la mission des inspecteurs des finances conduite par Mme Anne Bolliet est néanmoins très explicite quant à l'état de récession de l'économie polynésienne : le niveau de vie des Polynésiens a baissé de 15% depuis 2003, pour s'établir à un niveau moyen de celui de la fin des années 80 et les inégalités se sont creusées. Au total, les conditions de vie des Polynésiens se sont régulièrement dégradées depuis le début de la décennie. Le nombre moyen de demandeurs d'emploi s'est accru de 66% entre 2006 et 2009, alors même que leur nombre est sous-estimé. Et le rapport souligne par ailleurs que la transition démographique en cours va accentuer les problèmes économiques avec, dans un premier temps, plus de jeunes sur le marché du travail, et dans un second temps, à l'horizon 2020, plus de personnes âgées à prendre en charge. En résumé, nous sommes face à un triple constat d'échec sans concession : désastre économique ; désastre social ; désastre politique !

Que faire face à tel naufrage « titanesque » ? Bien sûr, il y a des mesures d'urgence à prendre pour éteindre l'incendie et, notamment, pour s'attaquer en priorité au grave problème du manque d'emploi et de la paupérisation croissante. Des personnalités et des institutions de la société civile y travaillent déjà, et par ailleurs, le Rapport Bolliet indique clairement un certain nombre d'actions prioritaires à entreprendre immédiatement pour 2011. Reste à voir si ces préconisations seront prises en compte par nos dirigeants politiques et suivies d'effets ?

A la lecture de l'éditorial de Muriel Pontarollo dans Les Nouvelles du 19/06/2010, on est en droit d'être sceptiques. Ne note-t-elle pas en effet que « *les commentaires de nos « décideurs » politiques sur les conclusions et préconisations d'urgence du rapport de la mission Bolliet, sont à l'image de la bulle dans laquelle ils continuent de s'agiter [...]. Entre les « on savait déjà », « on a déjà fait », « on fait ce qu'on veut d'abord » [...], on n'est pas prêt de voir un début de commencement de prise en main de la situation financières catastrophique du Pays ».*

Sans mésestimer l'importance et l'urgence d'agir à court terme, eu égard à l'ampleur du désastre présent, tant économique que social, face à une forme d'autisme des politiques (toutes tendances confondues, ou peu sans faut !), il me semble cependant au moins aussi important de développer une réflexion prospective sur le moyen et long terme, pour concevoir et proposer la vision d'une autre société, fondée sur d'autres valeurs que celles de « l'avoir » exclusivement, et par voie de conséquence, sur un autre paradigme économique que la primauté du marché, de la finance, de l'actionnaire, et l'impératif de devoir consommer toujours plus pour faire fonctionner le modèle en vigueur.

Car comme l'a si magnifiquement exprimé le sociologue Edgar Morin, « *le renoncement au meilleur des monde n'implique pas de renoncer à un monde meilleur* ». C'est ce à quoi s'est attaché, difficilement et avec humilité je l'espère, le présent essai. D'abord au travers d'une relecture critique des postures dogmatiques et des présupposés contestables des économistes néolibéraux, arrogants et volontiers prosélytes ; puis en esquissant une rapide analyse des avatars successifs du capitalisme depuis la 1ère révolution industrielle jusqu'à nos jours ; et enfin en présentant les caractéristiques essentielles des théories de la décroissance sélective, de la simplicité volontaire et du localisme, qui rallient à elles un nombre croissant d'économistes, d'intellectuels, de philosophes, d'humanistes ou autres défenseurs de la préservation de la planète Terre et de la possibilité d'un avenir viable pour nos jeunes générations.

En février 2002, à Silver Springs, devant un parterre de météorologues américains, George W. Bush déclarait : « *Parce qu'elle est la clef du progrès environnemental, parce qu'elle fournit les ressources permettant d'investir dans les technologies propres, la croissance est la solution, non le problème* ». Sur le fond, cette position est malheureusement encore largement partagée aujourd'hui, et nombreux sont ceux

qui considèrent et professent que la croissance est la solution du problème social en créant des emplois et en favorisant une répartition plus équitable, nonobstant le fait que cela semble de plus en plus contredit par un constat lucide de « l'état du monde ». Personnellement, je suis plutôt enclin à (me) demander si la croissance n'est pas la solution mais le (vrai) problème ?

Après des décennies d'un gaspillage frénétique, il semble que nous soyons entrés dans la zone des tempêtes (au propre comme au figuré) et de crises à répétition... Dans ces conditions, la société de la croissance pour la croissance, comme une fin en soi, n'est ni soutenable ni souhaitable, et il y a donc urgence, me semble-t-il, à penser une société de « décroissance », sélective, choisie, solidaire et conviviale.

Pour concilier les deux impératifs contradictoires de la croissance et du respect de l'environnement, les experts pensent avoir trouvé la potion magique dans l'*éco-efficiency*, pièce centrale et, à vrai dire, seule base sérieuse du « développement durable ». Il s'agit de réduire progressivement l'impact écologique et l'intensité du prélèvement des ressources naturelles pour atteindre un niveau compatible avec la capacité reconnue de charge de la planète. Que l'efficacité écologique se soit accrue de manière notable est incontestable, mais dans le même temps la perpétuation de la croissance forcenée entraîne une dégradation globale. Les baisses d'impact et de pollution par unité de marchandise produite se trouvent systématiquement anéanties par la multiplication du nombre d'unités vendues (phénomène auquel on a donné le nom « **d'effet rebond** »). La « nouvelle économie » est relativement immatérielle (ou moins matérielle), mais elle remplace moins l'ancienne qu'elle ne la complète. Au final, tous les indices montrent que les prélèvements sur nos ressources naturelles continuent de croître (cf. Mauro Bonaiuti – Turin 2003).

Dans un tel contexte, une société de croissance pour la croissance n'est plus souhaitable pour au moins trois (bonnes) raisons :

- ❶ elle accroît globalement les inégalités et les injustices ;
- ❷ elle crée un bien-être largement illusoire qui nous rend « accro » et dépendant ;
- ❸ elle n'engendre pas une société conviviale même pour les « nantis », mais une anti-société, malade de sa propre richesse.

L'élévation du niveau de vie dont pensent bénéficier la plupart des citoyens du Nord est de plus en plus illusoire car ils oublient d'en déduire l'élévation supérieure des coûts annexes, laquelle prend des formes diverses, marchandes et non marchandes : dégradation de la qualité de vie non quantifiée mais subie (air, eau, environnement) ; dépenses de « compensation » et de réparation (médicaments, transports, loisirs) rendues nécessaires par la vie dite moderne ; élévation des prix des denrées raréfiées

(eau, énergie, espaces verts...). Herman Daly a mis sur pied un indice synthétique, le *Genuine Progress Indicator*, indicateur de progrès authentique (IPA), qui corrige ainsi le produit intérieur brut (PIB) des pertes dues à la pollution et à la dégradation de l'environnement. A partir des années 1970, pour les Etats-Unis, cet indicateur stagne et même régresse, tandis que celui du PIB ne cesse d'augmenter.

Le mot d'ordre de décroissance a surtout pour objet de marquer fortement l'abandon de l'objectif insensé de la croissance pour la croissance (rappelons que la décroissance n'est pas une croissance négative). On sait que le simple ralentissement de la croissance plonge nos sociétés dans le désarroi en raison du chômage et de l'abandon progressif mais régulier des programmes sociaux, culturels et environnementaux, qui assurent un minimum de qualité de vie. **Il n'y a rien de pire qu'une société fondée sur la croissance mais sans croissance**, telle que nous la connaissons par exemple depuis 2008...

Une politique de décroissance sélective pourrait consister d'abord à réduire voire à supprimer le poids sur l'environnement des charges qui n'apportent aucune satisfaction. La remise en question du volume considérable des déplacements d'hommes et de marchandises sur la planète, avec l'impact négatif correspondant (d'où l'intérêt d'une « relocalisation » de l'économie via le localisme) ; celle non moins considérable de la publicité tapageuse et souvent néfaste (dont le chiffre d'affaire mondial est de l'ordre 700 milliards de \$!) ; celle enfin de l'obsolescence accélérée et programmée des produits et des appareils jetables, sans autre justification que de faire tourner toujours plus vite la machine infernale à produire et par conséquent, à consommer. Cela constitue autant de réserves importantes de décroissance dans la consommation matérielle. Ainsi comprise, la décroissance ne signifie pas nécessairement une régression de bien-être.

Pour concevoir la société de décroissance sereine et y accéder, il faut littéralement « sortir de l'économie ». Cela signifie remettre en cause sa domination sur le reste de la vie, en théorie et en pratique, **mais surtout dans nos têtes**. Une réduction massive du temps de travail imposé pour assurer à tous un emploi satisfaisant est une condition préalable. On peut, en s'inspirant de la charte « Consommations et styles de vie » proposée au Forum des organisations non gouvernementales de Rio lors de la conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement de 1992, synthétiser tout cela dans **un programme en six « R » : réévaluer, restructurer, redistribuer, réduire, réutiliser, recycler**. Ces six objectifs interdépendants enclenchent un cercle vertueux d'une décroissance sereine, conviviale et soutenable. On pourrait même allonger cette liste de « r » avec : rééduquer, reconvertir, redéfinir, remodeler, repenser, etc., et bien sûr relocaliser, mais tous ces « r » sont plus ou moins inclus dans les six premiers.

On voit tout de suite quelles sont les valeurs qu'il faut mettre en avant et qui devraient prendre le dessus par rapport aux valeurs dominantes actuelles. L'altruisme devrait prendre le pas sur l'égoïsme, la coopération sur la compétition effrénée, le plaisir du loisir sur l'obsession du travail gagne-pain, l'importance de la vie sociale sur la consommation illimitée, le goût de la belle ouvrage sur l'efficacité productiviste, le raisonnable sur le rationnel, etc.

Le problème, c'est que les valeurs actuelles sont systémiques : elles sont suscitées et stimulées par le système et, en retour, elles contribuent à le renforcer. Certes, le choix d'une éthique personnelle différente, comme la simplicité volontaire, peut infléchir la tendance et saper les bases imaginaires du système, mais, sans une remise en cause radicale de celui-ci, le changement risque d'être très limité.

Vaste et utopique programme ? J'entends déjà ricaner les habituels détracteurs de ces théories « para-doxales » au sens où Roland Barthe l'entendait, à savoir dégagees de toute *doxa*. J'entends leurs anathèmes condescendants : hippie, naïf, rêveur, en un mot : utopiste ! Mais en la matière, l'utopie n'est pas, comme le note Pierre Rabhi, une chimère mais le « *non lieu de tous les possibles* ». Face aux limites et aux impasses de notre modèle actuel, elle constitue une « pulsion de vie », capable de rendre possible ce que nous considérons comme impossible. Souvenons-nous de la campagne présidentielle de 1974 de René Dumont, candidat écologiste brocardé par les médias et une grande partie de la classe politique et de l'opinion publique de l'époque, qui a juste eu le tort d'avoir raison trop tôt... Il faut oser être visionnaire, car l'Histoire nous enseigne que c'est dans les utopies d'aujourd'hui que résident souvent les solutions de demain. Giordano Bruno, Copernic ou Galilée (et tant d'autres !) en sont la preuve. Et qui, sous l'ère de Georges Bush Jr., aurait osé pronostiquer que son successeur serait issu de la communauté afro-américaine ?

La transition est-elle possible sans révolution violente, ou, plus exactement, la révolution mentale nécessaire peut-elle se faire sans violence sociale ? On peut raisonnablement penser que, probablement, une crise écologique majeure se chargera d'impulser les transformations nécessaires, quand bien même la limitation drastique des atteintes à l'environnement, et donc de la production de valeurs d'échange incorporées dans des supports matériels physiques, n'implique pas nécessairement une limitation de la production de valeurs d'usage à travers des produits immatériels. Ceux-ci en effet, du moins pour partie, peuvent conserver une forme marchande par une dématérialisation d'une partie de la production (cf. le rapport « *L'économie de l'immatériel-La croissance de demain* » de Maurice Lévy et Jean-Pierre Jouyet – in *La Documentation française*. Nov 2006).

Toutefois, **si le marché et le profit peuvent (doivent ?) persister comme incitateurs, ils ne peuvent plus être les fondements du système, ni une fin**

en soi. On peut concevoir des mesures progressives constituant des étapes, mais il est impossible de dire si elles seront acceptées passivement par les « privilégiés » qui en seraient victimes alors qu'ils ont la mainmise sur le système, ni par les actuelles victimes dudit système, lesquelles sont mentalement ou physiquement « droguées » par lui. Ainsi, pour réaliser la nécessaire décolonisation de l'imaginaire, on peut espérer à l'avenir dans la « pédagogie des catastrophes » (cf. Bhopâl ; Minamata ; Tchernobyl ; Exxon Valdez ; Twin Towers ; etc.).

Il me semble juste d'admettre que le capitalisme n'a pas inventé cette forte propension des hommes et des femmes à dépenser beaucoup de temps et d'argent pour des consommations que l'on peut juger « irrationnelles ». Et leur fonction psychologique de réassurance individuelle et d'affirmation de soi vis-à-vis des autres est-elle si différente d'autrefois ? De tels comportements d'achats compulsifs ne résultent pas exclusivement de la capacité d'intoxication de la publicité et du marketing modernes. Il faut en effet souligner la difficulté extrême à infléchir de telles habitudes en restant dans un cadre qui respecte les libertés individuelles. Dès lors, que peut-on faire dans un contexte démocratique ?

Cette question est centrale pour les tenants, comme moi, de la décroissance et de la simplicité volontaire. Ils sont très généralement conscients de la complexité de faire adopter un tel projet politique par des voies respectueuses des règles de la démocratie. Pour autant, ils refusent l'idée de chercher à l'imposer par la force, pour au contraire privilégier l'utopie « bergsonienne » de croire qu'il est possible de convaincre un grand nombre de leurs concitoyens d'opter volontairement et délibérément en faveur de la voie de la décroissance, comme étant la seule durablement viable pour l'humanité dans son ensemble. Quoi qu'il en soit, en tout état de cause, et quel que soit l'option de développement (et non pas de croissance) finalement retenue, nous sommes nombreux à considérer que le temps presse, et qu'il nous faut impérativement trouver les moyens de transformer profondément nos modes de production et de consommation à l'avenir.

A l'heure de conclure cet essai, donnons une dernière fois la parole de sage de Pierre Rabhi. « *L'humilité tient donc du réalisme, et prendre en compte les règles immuables qui régissent et entretiennent la vie sur terre depuis ses origines est, nous semble-t-il, une preuve de lucidité et d'intelligence, face à ce phénomène paradoxal de l'ignorance (trop largement répandue) par notre monde contemporain de la réalité du vivant, qu'au contraire il nous paraît essentiel de pas chercher à transgresser. Tant de personnalités du monde économique, politique, social, scientifique, religieux, culturel, et une masse considérable de citoyens de la planète semblent indifférents à la question de notre devenir collectif. Pourquoi donc sommes-nous si peu à faire de cette question pourtant cruciale, une priorité absolue, et quel est la probabilité d'un sursaut collectif de conscience nous permettant de sortir de l'inconscience aveugle actuelle ?* ».

A quoi bon dans ces conditions oser aller à l'encontre de cette pensée unique, largement partagée dans le monde, et qui affirme de manière dogmatique, que notre bonheur ne peut impérativement passer que par « *plus de croissance, plus de productivité, plus de pouvoir d'achat, et donc plus de consommation ?* » s'interroge Fabrice Nicolino, chroniqueur de l'hebdomadaire *Politis* (N° 755 de juin 2003).

La réponse se trouve peut-être dans le fait que, si l'on en croit le philosophe Henri Bergson, les conditions de réalisation d'un monde meilleur, au prix de cette « métamorphose » profonde qu'Edgar Morin appelle de ses vœux (cf. Edgar Morin/Pierre F.Gonod/Paskua in *Manifeste pour la métamorphose du monde – L'appel de Bora Bora*. Mars 2009), existent bel et bien, dans la mesure où pour le philosophe, « ***l'avenir de l'humanité reste indéterminé, parce qu'il dépend d'elle*** ». Puissions-nous tous en être bien conscient et AGIR !

François Jäiraj Paul-Pont

Punaauia – Décembre 2010

Epilogue

Lorsque qu'un homme rêve seul, on peut dire que ce n'est qu'un rêve ; mais lorsque plusieurs hommes rêvent ensemble, ce peut être le début d'une nouvelle réalité. *Imagine* chantait John Lennon en son temps...





Annexes

-
- 78 I L'économie bouddhiste
 - 90 II Les vertus oubliées de l'activité non marchande
 - 97 III Les ravages du tourisme à Tozeur
 - 101 IV Le Rapport de M. Simon NORA (de 1976 !)



Annexe N° 1

Le système d'économie bouddhiste

Chapitre 4 du livre de [E.F. Schumacher](#) « [Small is beautiful](#) » (1973).

« *Gagner son pain honnêtement* » est l'un des préceptes du Noble Sentier à huit voies de Bouddha. Il doit donc exister une science économique bouddhiste. Les pays bouddhistes ont souvent affirmé vouloir rester fidèles à leur héritage. Il en va ainsi de la République de Birmanie. La Nouvelle Birmanie ne voit aucun conflit entre les valeurs religieuses et le progrès économique. Santé spirituelle et bien-être matériel ne sont pas ennemis, mais alliés naturels. » « Nous pouvons concilier avec succès les valeurs spirituelles et religieuses de notre héritage et les bénéfices de la technologie moderne. » Ou encore : « Nous autres Birmans avons le devoir sacré de conformer aussi bien nos rêves que nos actes à notre foi. C'est ce que nous ferons toujours. »

Malgré tout, de tels pays affectent invariablement de pouvoir calquer leurs plans de développement économique sur l'économie moderne. Ils appellent en consultation des économistes modernes de pays dits avancés, pour établir la politique à suivre et pour échafauder le grandiose projet de développement : plan quinquennal ou autre, quel que soit le nom qu'on lui donne. Personne ne semble songer qu'un style de vie bouddhiste réclame- une économie bouddhiste, tout comme le style de vie matérialiste moderne a fait naître l'économie moderne.

Les économistes eux-mêmes, comme la plupart des spécialistes, souffrent normalement d'une sorte de cécité métaphysique, et tiennent leur spécialité pour une science aux vérités absolues et immuables, sans aucun présupposé. Certains vont même jusqu'à clamer que les lois économiques sont aussi indépendantes de la « métaphysique » ou des « valeurs » que l'est la loi de la gravitation. Point n'est pourtant besoin d'entrer dans des querelles de méthodologie. Prenons plutôt quelques-uns des principes et voyons à quoi ils ressemblent, du double point de vue de l'économiste moderne et de l'économiste bouddhiste.

☞ **Le travail humain** est unanimement admis comme source fondamentale de richesse. L'économiste moderne en est arrivé à considérer désormais le « travail » comme un mal nécessaire, ou à peine plus. Pour l'employeur, c'est en tout cas un simple élément de coût, qu'il convient de réduire à un minimum, faute de pouvoir

l'éliminer complètement, disons, par l'automation. Pour l'ouvrier, le travail n'a pas d'utilité en soi. (Il est ce que les économistes nomment une « désutilité ».) Travailler revient à sacrifier son temps de loisirs et son confort, le salaire n'étant qu'une sorte de compensation reçue pour ce sacrifice. L'idéal est donc, pour l'employeur, de produire sans employés et, pour l'employé, d'avoir un revenu sans travailler.

Les conséquences, aussi bien théoriques que pratiques, de telles attitudes, sont bien sûr d'une très grande portée. Si l'idéal, en ce qui concerne le travail, est de s'en délivrer, toute méthode qui allège la charge de travail est bonne. La méthode la plus efficace, proche de l'automation, est celle dite de la « division du travail ». L'usine d'épingles, dont Adam Smith a fait la louange dans « *La Richesse des nations* », en est l'illustration classique. Il ne s'agit pas ici d'une spécialisation ordinaire, pratiquée par l'humanité depuis la nuit des temps, mais de la division de chaque processus global de production en infimes parties. Ainsi peut-on fabriquer le produit final à une cadence accélérée, sans jamais demander à l'ouvrier de contribution autre qu'insignifiante, le plus souvent réduite à un banal mouvement de jambes ou de bras.

Du point de vue du bouddhisme, la fonction du travail est au moins triple. 1) Donner à l'homme la chance d'exploiter et de développer ses facultés. 2) Lui permettre de dominer son égocentrisme en participant avec d'autres à une tâche commune. 3) Produire les biens et les services nécessaires à une existence décente. Les conséquences d'une telle optique sont, ici encore, infinies. Organiser le travail de sorte à lui ôter toute signification, à le rendre ennuyeux, absurde, à en faire un véritable supplice pour les nerfs de l'ouvrier, friserait l'acte criminel. Ce serait faire preuve d'un plus grand intérêt pour les choses que pour les gens, d'un dangereux manque de compassion et d'un degré d'attachement à l'aspect le plus primitif de cette existence terrestre, nuisible pour l'âme. De la même manière, vouloir faire des loisirs une alternative au travail passerait pour une totale méconnaissance de l'une des vérités les plus fondamentales de l'existence humaine, à savoir : que le travail et les loisirs sont des parties complémentaires d'un même processus d'existence, que l'on ne saurait séparer sans ruiner la joie que procure le travail et la félicité qu'apportent les loisirs.

Du point de vue bouddhiste, il existe donc deux types de mécanisation qu'il convient de distinguer clairement : celle qui met en valeur l'adresse et les dons d'un ouvrier, et celle qui confie le travail de l'ouvrier à un esclave mécanique, l'ouvrier se retrouvant lui-même au service de l'esclave. Comment distinguer ces types l'un de l'autre ? Ananda K. Coomaraswamy, aussi compétent pour parler de l'Occident moderne que de l'Orient ancien, nous dit : « *L'artisan lui-même peut toujours, le cas échéant, faire la distinction subtile entre la machine et l'outil. Le métier à tisser des tapis est un outil, une invention qui maintient tendus les fils de la chaîne afin que les artisans puissent, de leurs doigts, nouer les poils du tapis autour de ces fils. Le métier mécanique est, au contraire, une*

machine, qui joue un rôle important dans la dégradation de la culture parce qu'elle accomplit la partie essentiellement humaine du travail. » L'économie bouddhiste — cela est bien clair — doit donc être très différente de celle du matérialisme moderne, puisque le bouddhiste conçoit l'essence de la civilisation non comme une multiplication des besoins, mais comme la purification du caractère de l'homme, caractère que forge, en premier lieu, le travail. Le travail consacre par ailleurs ceux qui l'exécutent, ainsi que leurs produits, lorsque les conditions mêmes de son exécution respectent la dignité et la liberté humaines. Le philosophe et économiste indien, J.C. Kumarappa, résume la question en ces termes :

« Si la nature du travail est correctement appréciée et respectée, elle entretiendra le même rapport à l'égard des facultés supérieures que la nourriture à l'égard du corps. Le travail nourrit et stimule les penchants nobles de l'homme. Il le pousse à produire au mieux de ses capacités. Il dirige son libre arbitre sur la bonne voie. Il discipline le côté animal qui se trouve en lui en le canalisant progressivement. Il procure à l'homme un excellent fond pour découvrir son échelle de valeurs et développer sa personnalité. »

Si un homme n'a pas la chance d'obtenir du travail, il se trouve dans une situation désespérée, non pas simplement parce qu'il ne dispose d'aucun revenu, mais parce qu'il est privé de ce facteur que rien ne peut remplacer : le travail discipliné, qui nourrit et stimule. Un économiste moderne peut se lancer dans de très savants calculs pour savoir si le plein emploi « paie », ou s'il serait plus économique de faire marcher une économie au-dessous du plein emploi, de façon à assurer une plus grande mobilité de la main-d'œuvre, une meilleure stabilité des salaires, et ainsi de suite. Pour lui, le critère fondamental du succès est uniquement la quantité totale de biens produits pendant une période donnée. *« Si l'utilité marginale des biens est minime, écrit le Professeur Galbraith dans « L'Ere de l'Opulence », la nécessité d'employer la main-d'œuvre jusqu'au dernier homme ou jusqu'au dernier million d'hommes ne se fait pas davantage sentir. »* Et, plus loin : *« Si notre besoin de production est tellement restreint que nous puissions nous permettre un certain chômage dans l'intérêt de la stabilité — proposition, notons-le en passant, qui a des antécédents authentiquement conservateurs — nous pouvons aussi accorder aux chômeurs les biens qui leur permettent de conserver leur niveau de vie. »*

D'un point de vue bouddhiste, c'est le monde renversé que d'estimer les biens plus que les gens, et la consommation plus que l'activité créatrice. Cela revient à déplacer le centre d'intérêt de l'ouvrier au produit de son travail, c'est-à-dire de l'humain au sous-humain : c'est là une véritable reddition aux forces du mal. Le point de départ même de la planification économique bouddhiste serait une planification du plein emploi, dans le but principal, en fait, d'assurer un emploi à tous ceux qui ont besoin de travailler « au-dehors ». Rien à voir avec la maximisation de

l'emploi ou la maximisation de la production. Les femmes, somme toute, n'ont pas besoin de travailler « au-dehors ». L'embauche à grande échelle de femmes, dans les bureaux et les usines, serait considérée comme un signe d'échec économique sérieux. Il serait en particulier aussi peu économique, du point de vue de l'économie bouddhiste, de laisser les mères de jeunes enfants travailler en usine pendant que leurs enfants sont livrés à eux-mêmes, que d'envoyer un ouvrier spécialisé à la guerre, du point de vue de l'économie moderne.

Tandis que les richesses intéressent plus que tout le matérialiste, la libération représente le souci numéro un du bouddhiste. Mais le bouddhisme, « La Voie du Milieu », n'est en aucun cas opposé au bien-être physique. Ce n'est pas la richesse qui fait obstacle à la libération, mais l'attachement à la richesse ; ce n'est pas non plus le plaisir que procurent les choses agréables qui est condamnable, mais le désir ardent de les obtenir. Simplicité et non-violence sont donc les dominantes de l'économie bouddhiste. Pour un économiste, l'aspect merveilleux du style de vie bouddhiste réside dans sa rationalité absolue : des moyens étonnamment faibles conduisant à d'extraordinairement bons résultats.

L'économiste moderne éprouve beaucoup de difficultés à comprendre cela. Habitué qu'il est à évaluer le « niveau de vie » d'après le montant de la consommation annuelle, il postule constamment qu'un homme qui consomme davantage « vit mieux » que celui qui consomme moins. Un économiste bouddhiste tiendrait cette approche pour le comble de l'irrationnel puisque la consommation n'est qu'un moyen du bien-être de l'homme, le but devrait être d'obtenir le maximum de bien-être par le minimum de consommation. Ainsi, si la fonction des habits est de nous tenir chaud et de nous donner une agréable apparence, il faut atteindre ce but avec le moins d'efforts possible, donc avec un moindre gâchis d'étoffe par an, et en choisissant les modèles qui requièrent le minimum de peine. Moins on prend de peine, plus on peut consacrer de temps et de force à la créativité artistique. Il serait, par exemple, grandement anti économique de se lancer dans des coupes compliquées, comme on en voit dans l'Occident moderne, quand on peut obtenir un bien plus bel effet en se drapant habilement dans une étoffe non coupée. Ce serait le comble de la folie que de fabriquer du tissu qui s'use rapidement, et le comble de la barbarie que de fabriquer quelque chose de laid ou de piètre apparence. L'habillement ne constitue pas un exemple à part. Il en va de même de tout ce dont l'homme a besoin. Propriété et consommation des biens sont des moyens en vue d'une fin. L'économie bouddhiste étudie systématiquement comment atteindre des fins données avec un minimum de moyens.

L'économie moderne, au contraire, considère la consommation comme la seule fin et le seul but de toute activité économique, les facteurs de production — terre, travail, capital — en étant les moyens. En résumé, alors que l'économie bouddhiste recherche

le maximum de satisfactions humaines grâce au choix d'un modèle de consommation optimal, l'économie moderne tend à maximiser la consommation à travers un mode optimal d'effort de production. Il est facile de voir que l'effort que demande un style de vie tourné vers le modèle de consommation optimal sera, selon toute vraisemblance, plus faible que l'effort demandé par une course à la consommation maximale. Ne soyons donc pas surpris que les hommes vivent beaucoup moins tendus et sous pression en Birmanie, par exemple, qu'aux Etats-Unis, même si le nombre des machines qui économisent la main-d'œuvre ne représente, en Birmanie, qu'une infime fraction du nombre de celles qui sont en service aux Etats-Unis.

Simplicité et non-violence sont, de toute évidence, étroitement liées.

Le modèle de consommation optimal, qui procure aux hommes un haut degré de satisfaction grâce à une consommation relativement faible, permet aux gens de vivre sans grande tension. Ils peuvent alors obéir au Premier Commandement de l'enseignement bouddhiste : « Cesse de faire le mal ; cherche à faire le bien. » Comme les ressources physiques sont partout limitées, ceux dont les besoins sont satisfaits par un faible emprunt aux ressources naturelles risquent certainement moins d'en venir aux mains, que ceux qui consomment en quantité. Pareillement, ceux qui vivent dans de petites communautés, presque en autarcie, courent moins de risques de se trouver confrontés à la violence à grande échelle, que ceux dont l'existence dépend de systèmes commerciaux à l'échelle mondiale.

Pour l'économie bouddhiste, une production tirée des ressources locales pour les besoins locaux est donc le style de vie économique le plus rationnel. Dépendre d'importations de l'étranger et, par conséquent, devoir produire pour l'exportation des biens destinés à des peuples inconnus et lointains, représente par contre le summum du non-économique, et ne se justifie que dans des cas exceptionnels, et à petite échelle. Tout comme l'économiste moderne tient pour une calamité, et non pour le signe d'un haut niveau de vie, un temps élevé de transport entre le domicile d'un individu et son lieu de travail, l'économiste bouddhiste soutient que satisfaire les besoins des hommes à partir de sources lointaines plutôt que des voisines est signe d'échec, bien plus que de succès. L'économiste moderne a tendance à considérer les statistiques montrant un accroissement du nombre de tonnes/kilomètre par habitant véhiculées par les moyens de transport d'un pays comme une preuve de progrès économique. Pour l'économiste bouddhiste, au contraire, les mêmes statistiques indiqueraient plutôt une dégradation fort peu souhaitable du mode de consommation.

👉 Une autre différence frappante entre les deux systèmes économiques a trait à **l'emploi des ressources naturelles**. L'éminent philosophe politique français, Bertrand de Jouvenel, a caractérisé l'« homme occidental » en des termes qui peuvent tout à fait correspondre à la description de l'économiste moderne :

« Dans une société hautement organisée comme est la nôtre, la nature disparaît derrière la masse organisée des semblables ; l'individu croit vivre de ses rapports avec ses semblables, des services qu'il leur rend, des retours qu'il en obtient ; il ne sait plus qu'il vit des prélèvements opérés par la population dont il est membre sur son environnement naturel. Tout ce dont il use lui apparaît produit du travail humain ; et c'est vrai quant à la forme ; mais quant à la substance elle est empruntée à la nature. (...) L'homme se nourrit de matière vivante. (...) [Or] le trajet de la matière vivante n'est pas à sens unique, (...) il forme un circuit, un cycle. On dira alors que la population humaine s'insère dans un écosystème, en communauté biotique avec d'autres formes de vie. (...) Qu'est-ce que la « civilisation » ? Au sens étymologique, c'est l'urbanisation. Ce qui est caractéristique de la vie urbaine, c'est que l'homme n'y rencontre la vie que sous la forme de son semblable, et tout ce qu'il voit autour de lui est du minéral organisé. Cette situation est extrêmement propice à l'oubli des conditions écologiques de l'existence humaine. Et par conséquent il est plausible qu'il existe une tendance inhérente de la civilisation à ruiner les conditions d'existence de l'homme. »

Les enseignements de Bouddha prescrivent, par contre de témoigner d'une attitude respectueuse et non-violente, non seulement à l'égard de tous les êtres sensibles mais aussi — on y insiste — à l'égard des arbres. Chaque disciple de Bouddha se doit de planter un arbre tous les deux ou trois ans, et d'en prendre soin jusqu'à ce que celui-ci ait bien pris. L'économiste bouddhiste peut sans difficulté démontrer que l'observance universelle de cette règle entraînerait un haut niveau de développement économique véritable, qui n'aurait nul besoin d'une aide étrangère.

La décadence économique du Sud Est asiatique (comme de beaucoup d'autres régions du monde) est indubitablement due, en grande partie, à la négligence imprudente et scandaleuse dont on fait preuve à l'égard des arbres.

L'économie moderne ne distingue pas entre matières renouvelables et non renouvelables, dans la mesure où sa méthode même consiste à tout égaliser et à tout quantifier au moyen d'un prix évalué en termes monétaires. Ainsi, prenons diverses sources d'énergie, au choix, comme le charbon, le pétrole, le bois et la force hydraulique. La seule différence que leur reconnaît l'économie moderne est leur coût relatif par unité équivalente. La source d'énergie la moins chère est automatiquement celle qu'il faut préférer : agir autrement serait irrationnel et « non-économique ».

Aux yeux d'un bouddhiste, cela ne conviendra pas du tout, naturellement. La différence essentielle entre énergies non renouvelables, comme le charbon et le pétrole, d'un côté, et énergies renouvelables, comme le bois et la force hydraulique, de l'autre, ne peut pas être purement et simplement ignorée. On ne doit utiliser les biens non renouvelables qu'en cas de nécessité et, même alors, toujours avec le plus grand discernement et le plus profond souci de leur conservation. En faire un usage inconsidéré ou extravagant

est un acte de violence. Or, même si la non-violence absolue ne peut pas être atteinte sur cette terre, l'homme a cependant le devoir inéluctable de tendre, par ses actes, à cet idéal de non-violence.

Un économiste européen moderne ne considérerait certes pas que vendre à des prix intéressants à l'Amérique tous les trésors de l'art européen soit un grand succès économique. De la même manière, l'économiste bouddhiste insiste sur le fait qu'une population qui fonde sa vie économique sur des énergies non renouvelables vit en parasite, sur son capital et non de son revenu. Un tel mode de vie ne saurait durer en permanence et ne peut à la rigueur se justifier que comme un expédient purement provisoire. Les ressources du monde en énergies non renouvelables — charbon, pétrole et gaz naturel — sont loin d'être uniformément réparties à travers le globe. De plus, elles existent sans aucun doute en quantité limitée. Il est donc évident que leur exploitation toujours plus importante est un acte de violence perpétré contre la nature, qui doit presque inévitablement conduire à la violence entre les hommes.

Ce seul fait devrait donner matière à réflexion, même à ces gens des pays bouddhistes qui se moquent des valeurs religieuses et spirituelles de leur héritage, et désirent ardemment embrasser, le plus vite possible, le matérialisme de l'économie moderne. Avant de rejeter l'économie bouddhiste comme, au mieux, un rêve nostalgique, ils feraient bien d'examiner si le chemin du développement économique tracé par l'économie moderne a des chances de les conduire là où ils veulent aller vraiment. Vers la fin de son livre courageux, *The Challenge of Man's Future*, le Professeur Harrison Brown, du California Institute of Technology, dresse le bilan suivant : « *Nous voyons donc que, tout comme la société industrielle est profondément instable et susceptible d'un retour à l'existence agraire, de même, dans cette société, les conditions de la liberté individuelle sont instables et ne peuvent pas toujours empêcher l'avènement d'une organisation rigide et d'un contrôle totalitaire. En vérité, si nous examinons toutes les difficultés prévisibles qui menacent la survie de la civilisation industrielle, il est malaisé de déceler une éventuelle compatibilité entre l'existence de la stabilité et le maintien de la liberté individuelle.* »

Même si l'on devait rejeter cela comme une perspective à long terme, il reste la question immédiate de savoir si la « modernisation », telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui, sans égard pour les valeurs religieuses et spirituelles, donne vraiment des résultats satisfaisants. En ce qui concerne les masses, les résultats apparaissent désastreux : effondrement de l'économie rurale, vague montante du chômage dans les villes et les campagnes, et croissance du prolétariat urbain privé de nourritures corporelles et spirituelles.

C'est à la double lumière de l'expérience immédiate et des perspectives à long terme que l'on pourrait recommander l'étude de l'économie bouddhiste, même à ceux pour qui la croissance économique est plus importante que n'importe quelle valeur spirituelle ou

religieuse. Car il ne s'agit pas de choisir entre « croissance moderne » et « stagnation traditionnelle ». Il s'agit plutôt de trouver le vrai chemin du développement, la Voie du Milieu entre l'insouciance matérialiste et l'immobilité traditionaliste ; en résumé, de trouver comment « gagner son pain honnêtement ».

Économie bouddhiste (Principes de base)

Source : Wikipédia.

L'économie bouddhiste est constituée d'un ensemble de principes économiques partiellement inspirés par la conviction [bouddhiste](#) que chacun doit faire un travail juste pour assurer un [développement humain](#) convenable.

Origine

L'économie n'apparaît pas explicitement dans le Bouddhisme, mais le cinquième point du [noble sentier octuple](#) est *des moyens d'existence justes*, or les moyens d'existence sont justement le sujet sur lequel s'est bâtie cette discipline. De plus des avis sur l'économie sont éparpillés dans les écrits du Bouddhisme. La plupart sont des enseignements du [Bouddha](#) sur les quatre nécessités (se nourrir, s'habiller, se loger, se soigner), ou sur la gestion d'une monarchie ou d'une république ^[1].

Toutefois le premier à utiliser le terme fut [E.F. Schumacher](#) en 1955, au retour d'un voyage en [Birmanie](#) comme [consultant en développement](#) pour le premier ministre [U Nu](#). L'essai séminal de Schumacher *Buddhist Economics* a d'abord été publié en 1966 dans *Asia: A Handbook* et republié comme chapitre 4 de son célèbre ^[2] livre [Small is beautiful](#) (1973).

Principes

Le bouddhisme n'est pas une religion au sens habituel. Il n'a ni dogme, ni dieu, ni sacrements, ni foi, etc. Il se rapproche plus d'une science expérimentale au sens où chacun doit confronter les [hypothèses](#) avec l'[expérience](#) pour valider une vérité qui reste [subjective](#). En tant que mode de vie on l'appelle aussi la « Voie du milieu » (entre ascétisme et matérialisme).

Alors que l'[économie orthodoxe](#) cherche à expliquer *les activités économiques avec le but pour les individus de maximiser l'utilité avec une contrainte de rareté des ressources, et pour la société de maximiser la richesse sous la même contrainte*, et s'intéresse essentiellement aux quantités [mesurables](#), l'économie bouddhiste cherche à expliquer *les activités économiques avec le but pour les individus et la société d'obtenir paix et tranquillité sous une contrainte de rareté des ressources*, et s'intéresse au états mentaux sur lesquels tous nos comportements économiques (et autres) sont basés.

Pour **Thomas Hobbes** le but ultime de la vie humaine est d'éviter la douleur et de rechercher le « **plaisir** » maximal. L'économie orthodoxe considère donc que le comportement « rationnel » de chaque individu est de rechercher son intérêt personnel, l'économie traduisant « plaisir » en « **utilité** ». Sous ce **paradigme**, la façon typique de *maximiser son utilité* est d'*avoir plus*.

Pour le **Bouddha** tous les êtres cherchent à éviter ce qu'il nomme *dukkha*, qui peut être traduit par conflit, aliénation, ignorance, douleur, misère ou souffrance. Pour le bouddhisme c'est l'attachement au plaisir qui produit cet état, et la technique pour s'en défaire est constituée par le « **noble sentier octuple** ». Diminuer la douleur augmente la paix et le bonheur. Le bouddhisme distingue donc nettement entre la recherche du plaisir et la recherche du **bien-être**, entre les **envies** et les **besoins**, entre une **satisfaction** durable et une satisfaction éphémère qui se transforme en **frustration**. S'il considère la richesse comme un bien, il n'en fait pas un but mais un moyen.

Le processus de production doit donc maximiser la qualité des inputs humains : il doit produire **compétences**, **créativité** et sens d'**accomplissement** chez les individus. Le travailleur ne doit pas être **exploité** mais ressentir que son travail est utile pour lui et pour les autres. L'usage des **ressources non renouvelables** doit être minimisé et le remplacement dans le processus des ressources non renouvelables par les ressources renouvelables doit être favorisé. Le **gaspillage** et les **déchets** doivent être minimisés.

Le principal objectif de la consommation dans l'économie bouddhiste n'est pas de maximiser l'utilité mais de maintenir une bonne **santé** physique et **mentale**, fondement de l'aptitude à suivre le noble chemin octuple et à être délivré de la *dukkha*. Le but premier de l'économie bouddhiste est de diminuer la douleur ou la souffrance de tous les êtres vivants. Au contraire du **capitalisme** dont les **valeurs** de base sont l'**intérêt personnel** et la **concurrence**, les valeurs de base de l'économie bouddhiste sont le **non-soi** et la **compassion** qui conduisent à la **coopération**.

Concepts économiques

Valeur

L'économie bouddhiste distingue entre la **valeur artificielle** considérée par l'économie orthodoxe, qui est liée aux envies, même stimulées voire créées par la publicité, et la valeur réelle déterminée par la capacité à satisfaire le besoin de bien-être.

Consommation

Le problème est similaire. Il y a donc une **consommation** positive et une consommation négative. De plus la vision **holistique** du bouddhisme lui fait prendre en compte l'ensemble des conséquences (ou **externalités**), positives ou négatives, qu'elles soient matérielles ou spirituelles.

Modération

L'idée de la « Voie du milieu » est que l'optimum de bien-être n'est pas plus atteignable par la maximisation que par la minimisation de la consommation ou du plaisir.

Non-consommation

Dans certains cas la non-consommation, totalement ignorée par l'économie orthodoxe, peut être une action qui a des conséquences favorables sur le **développement**.

Surconsommation

La surconsommation est une action qui a des conséquences négatives, soit sur le consommateur, soit sur ceux qui sont privés par voie de conséquence de l'accès à des ressources nécessaires.

Contentement

Le Bouddhisme associe le contentement à l'absence des envies artificielles. La voie vers le contentement implique la réduction des désirs artificiels et le soutien du désir de la qualité de vie.

Travail

C'est peut être sur ce point que l'économie orthodoxe et l'économie bouddhiste divergent le plus. En économie orthodoxe, c'est un mal nécessaire, pour l'employeur le travail est un **coût** qui doit donc être réduit au minimum, pour le travailleur c'est une « désutilité », un sacrifice de son temps et de son confort, pour lequel le salaire est une compensation. Pour le Bouddhisme le travail a trois fonctions : donner à la personne une chance d'utiliser et de développer ses **facultés**, lui permettre de dépasser son égoïsme pour collaborer avec d'autres personnes, et produire les biens et services nécessaires à une existence convenable. Le travail et le loisir sont donc les deux faces du même processus et ne peuvent pas être séparés sans détruire la joie du travail et la bénédiction du loisir. Le but premier d'une politique économique Bouddhiste n'est donc pas de maximiser la **production**, ni même de maximiser l'**emploi** aux dépens éventuels de la qualité des tâches. Il est de donner à tous ceux qui en ont besoin un emploi utile.

Production et Non-production

Dans la réalité il n'y a pas de production. Il n'y a que des conversions, qui sont obligatoirement associées à des destructions. Dans certains cas cette destruction est acceptable, dans d'autres, non. La non-production peut donc être une activité économique utile. La production n'est pas forcément marchande. La même production, particulièrement dans les **services**, peut être assurée tant par des échanges marchands que par des échanges non marchands comme, par exemple, des relations de « bon voisinage ».

Concurrence et coopération

La **concurrence** est naturelle. Quand les gens recherchent leur plaisir immédiat ils sont prêts à s'approprier sans limite, et donc sans considération des besoins ou désirs des autres, l'objet du désir. Cet instinct peut être redirigé vers une forme de «coopération artificielle» d'un groupe en concurrence avec un autre groupe (une autre entreprise). La vraie coopération est liée à la recherche du bien-être et à la résolution des problèmes globaux.

Choix

L'économie orthodoxe ne juge pas les choix qui sont faits par les acteurs. Un bien obtenu par un moyen moral ou immoral, dans un but moral ou immoral, a toujours la même valeur. Au contraire, pour le Bouddhisme, tout choix est **éthique** parce que tout choix crée un **karma**, c'est-à-dire qu'il a des conséquences directes ou indirectes, bonnes ou mauvaises, pour l'individu, la société et l'environnement.

Visions du monde

Le but de la vie implicite dans l'économie orthodoxe est celui explicité dans la **constitution des États-Unis d'Amérique** : «la recherche du bonheur». Le problème est que le bonheur est une qualité très vague et que l'économie orthodoxe évite soigneusement d'explicitier tous les aspects liés à la **psychologie**, alors qu'elle est basée de bout en bout sur des concepts psychologiques complexes (désirs, choix, satisfaction...).

Faisant l'impasse sur le facteur humain elle se considère autosuffisante. Se considérant autosuffisante, elle ne peut pas voir que le bonheur qu'elle propose est contingent, car *dépendant* d'objets externes que l'individu ne peut jamais entièrement maîtriser.

Le point de vue bouddhiste est moins **idéaliste** et plus **pragmatique**. Le Bouddha dit simplement «il y a de la souffrance». C'est une réalité incontournable. Pour le Bouddha la cause de la souffrance est l'envie basée sur l'ignorance^[5]. La suppression de cette envie doit donc faire disparaître la souffrance. La façon d'y arriver est donnée par le Noble sentier octuple. L'économie bouddhiste n'est donc qu'une des conditions nécessaire à l'obtention d'un *bonheur indépendant* des objets externes, ou du moins, pour les personnes moins spirituellement avancées, un *bonheur harmonieux qui s'apparente à une paix ultime*.

Développements

On attribue au roi **Ashoka** (III^e siècle avant notre ère) une politique bouddhiste en tous points. Les efforts du roi **Jigme Singye Wangchuck** du **Bhoutan** sont souvent considérés comme une expression actuelle de l'économie bouddhiste : par exemple, en parallèle avec les indicateurs économiques classiques, le Bhoutan a introduit le

'**Bonheur national brut**' pour mesurer la **qualité de vie** et le **bien-être** non-économique.

Références

1. Prayudh Payutto *Buddhist Economics: A Middle Way for the Market Place* (1982) donne une sélection de références.
2. [The Times Literary Supplement Les cent livres les plus importants depuis la guerre \[archive\]](#)
3. Payutto *Buddhist Economics: A Middle Way for the Market Place* ch.3
4. E.F. Schumacher *Buddhist Economics*
5. P. Payutto : On peut demander "Est ce l'envie qui cause la vieillesse ?" : ce n'est pas l'envie qui cause la vieillesse, mais plutôt la soif de jeunesse qui fait de la vieillesse une cause de souffrance. La vieillesse est inévitable, l'envie ne l'est pas.



Annexe N° 2

Le Monde diplomatique

Par JEAN-MARIE HARRIBEY - In LE MONDE DIPLOMATIQUE – NOVEMBRE 2008
Maître de conférences à l'université Bordeaux-IV, membre du conseil scientifique d'Attac,
coordonnateur du livre d'Attac

Les vertus oubliées de l'activité non marchande

Avec un titre barrant sa « une », « Le capitalisme aux abois », The Economist (18-24 octobre 2008) s'inquiète du retour en vogue des nationalisations dans la sphère bancaire du monde capitaliste développé. Au passage, le célèbre hebdomadaire britannique rappelle que, depuis sa naissance, le combat contre de telles aberrations est sa raison d'être. Dans un éditorial exceptionnellement long, il s'attache à démontrer que cette appropriation publique « pour la bonne cause » (sortir les banquiers de l'ornière où ils sont tombés) ne saurait durer. Avec angoisse, il en appelle à porter l'« importante bataille intellectuelle » pour la défense du libéralisme et contre les « arguments populistes » au niveau adéquat. Et The Economist de lancer ce SOS idéologique : « Les arguments en faveur des solutions du marché pour la santé et l'éducation, par exemple, risquent d'être avancés avec moins de conviction, et d'être écartés. » Le diagnostic est réaliste. En ces temps de déroute économique, les voix prônant l'extension des fonds de pension indexés sur la Bourse se font rares. La crise systémique, qui ébranle l'économie mondiale, montre que le retour de services publics dans le giron privé peut être périlleux. A contrario, l'extension de la sphère non marchande devient d'une brûlante actualité. Dans ce contexte, le besoin de renouveler les outils conceptuels n'est que plus urgent. Faisant un détour par John Maynard Keynes et par Karl Marx, Jean-Marie Harribey s'attache à déconstruire les idées banalisées du libéralisme, telles que « c'est l'activité marchande qui paie le non-marchand », ou encore « c'est le consommateur qui crée la valeur ». En renversant complètement les données (autrement dit, en remettant ces idées sur leurs pieds), il montre, par exemple, que « les travailleurs des services non marchands produisent le revenu qui les rémunère ». L'économie n'est pas un jeu à somme nulle où ce que produit l'un est pris sur l'autre. Et la richesse socialisée n'est pas moins richesse que la richesse privée, au contraire.

Sur fond de crise financière d'une gravité exceptionnelle, et comme si de rien n'était, l'offensive se poursuit contre les services publics, la protection sociale, le droit du travail, c'est-à-dire contre tous les espaces jusque-là soustraits à la loi de la rentabilité et à l'obsession du profit, et contre toutes les régulations génératrices de lien social et de solidarité collective (1). Pour leur malheur, lien social et solidarité ont un coût.

Que faire alors pour lutter contre l'emprise idéologique du leitmotiv selon lequel les « prélèvements obligatoires » seraient trop élevés (sauf pour renflouer les banques) et les activités publiques par définition parasites (sauf quand elles se consacrent au sauvetage de la finance) ?

Double condamnation sans appel de la sphère non marchande — celle qui produit des services qui ne sont pas vendus sur le marché mais dont le paiement est collectif grâce aux impôts et cotisations sociales — vouée à disparaître ou à se rabougrir, sous les coups des privatisations, de la diminution du nombre de fonctionnaires et de la baisse des impôts des riches, cette dernière venant opportunément creuser le déficit des budgets publics pour mieux en délégitimer la destination. Qui veut noyer son chien l'accuse d'avoir la rage : le non-marchand est présenté comme une charge insupportable par les thuriféraires d'une finance mondiale improductive et même contre-productive. Et les économistes libéraux, voix de leurs maîtres, de répéter à l'envi que des prélèvements atteignant 40,9 % en moyenne dans l'Union européenne, c'est trop, et que 44 % en France, c'est exorbitant (2).

Aussi importe-t-il de réfuter l'idée, aussi absurde que quasi universellement répandue, selon laquelle l'activité non marchande est financée par prélèvement sur son homologue marchande, et que cette dernière se voit limitée, sous l'effet dit d'éviction (l'investissement public chassant l'investissement privé) et à cause de la montée des taux d'intérêt. La conséquence normative de cette vision est de verrouiller la politique monétaire, notamment en interdisant la monétisation des déficits publics — c'est-à-dire en faisant appel à la création monétaire —, obligeant les Etats à emprunter sur les marchés financiers. Ainsi en est-il des normes édictées au sein de l'Union européenne, depuis le traité de Maastricht jusqu'au traité de Lisbonne, et que les mesures récentes adoptées pour faire face à la crise financière n'ont pas remises en cause.

Le premier mot d'ordre du mouvement altermondialiste fut, il y a dix ans, « le monde n'est pas une marchandise », sous-entendu « il ne doit pas l'être », alors que tous les services non marchands, notamment l'éducation publique et l'accès universel aux soins, sont menacés depuis que le capitalisme a entrepris d'en réduire le champ pour élargir ainsi celui de l'accumulation privée. Malheureusement, il n'existe aujourd'hui aucun corpus théorique capable de déchirer le voile idéologique du discours économique libéral.

Même la théorie marxiste traditionnelle, a priori peu suspecte de complaisance à l'égard de sa rivale, échoue parce qu'elle reste le plus souvent accrochée à un dogme : les services non marchands sont financés par un prélèvement sur la plus-value produite dans le secteur capitaliste. Par conséquent, les travailleurs de ces services sont déclarés improductifs (3). Penser dans ces conditions la dé-marchandisation est impossible puisque la « non-marchandise » dépendrait de l'existence de la marchandise. Quant à la solidarité entre les travailleurs des deux sphères ainsi opposés, elle est hautement improbable.

Renouer avec des concepts anciens mais toujours pertinents tirés d'Aristote, de Marx, de Keynes

Un enjeu est donc de forger un outil conceptuel alternatif. Pour cela, il faudra passer par une déconstruction systématique de la vision habituelle, finalement partagée tant par les libéraux que par une large fraction des penseurs se réclamant de Karl Marx.

Car, même si l'analyse de la marchandise au début du Capital donne les outils pour critiquer la marchandisation du monde, le marxisme traditionnel a laissé en jachère ce qui pourrait en constituer le rempart. Il s'agit donc d'élaborer une économie politique critique dont l'objet est de théoriser une sphère non marchande ayant pour vocation de s'étendre au fur et à mesure que les rapports de forces tourneraient à l'avantage du travail face au capital.

La première étape consiste à montrer que, loin d'affaiblir l'économie, une production non marchande s'ajoute à la production marchande. La théorie keynésienne avait déjà indiqué que, en situation de sous-emploi, et par la seule vertu d'une propension marginale à consommer (4) inférieure à 1, l'intervention de l'Etat déclenche un effet multiplicateur d'autant plus fort que les revenus sont bas. En effet, plus ceux-ci sont faibles, plus la proportion dépensée en consommation est importante et joue en faveur de l'activité. Trygve Haavelmo (5) avait ajouté que cette intervention est bénéfique même si la dépense publique supplémentaire est réalisée à budget équilibré (6). Mais, jusque-là, on n'a pas encore évacué l'idée que le financement d'une activité non marchande proviendrait d'un prélèvement sur le fruit de l'activité marchande.

Pour y parvenir, plaçons-nous dans une hypothèse irréaliste aujourd'hui, mais qui vaut pour la logique d'un raisonnement « à la limite », dans une perspective dynamique. Supposons que la sphère non marchande s'élargisse progressivement et que le paiement des biens et services qui y sont produits soient socialisés par l'impôt. Si la part de cette sphère dans la production totale tendait vers le maximum de 100 %, il serait impossible de considérer que son financement est assuré par un prélèvement sur une sphère marchande en voie de disparition.

La thèse selon laquelle une activité en croissance est financée par une autre en régression relative étant ainsi logiquement réfutée, on doit généraliser ce résultat et en conclure à la vacuité de toutes les thèses qui font de la production marchande la source, à un instant donné et dans le temps, de la production non marchande. De la même manière, on mesure l'insigne faiblesse de la conception ayant prévalu en Union soviétique pour n'inclure dans l'activité productive que le produit matériel, considérant que les services ne faisaient pas partie de la production.

En effet, il n'existe pas de caractère productif du travail en soi. Celui-ci ne se définit qu'au regard des rapports sociaux existants. Il faut donc renouer avec des concepts anciens, mais toujours pertinents, fondés sur une double distinction. D'abord celle établie par Aristote entre valeur d'usage (la capacité à satisfaire un besoin) et valeur d'échange (la capacité à permettre l'accumulation) : la première représentant une richesse non réductible à la seconde (7). Ensuite la distinction que faisait Marx entre procès de travail en général et procès de travail capitaliste, c'est-à-dire entre travail productif de valeurs d'usage et travail productif de valeurs marchandes et de plus-value pour le capital.

Ainsi, dans toutes les sociétés capitalistes contemporaines, se combinent principalement trois formes de mise en œuvre des capacités productives. La première, dominante, concerne le travail salarié qui aboutit à une production de valeur marchande destinée à grossir le capital. La deuxième concerne le travail salarié dans les administrations produisant des valeurs d'usage monétaires bien que non marchandes (éducation et santé publiques). Enfin, il existe un troisième pan de l'activité humaine, dans la sphère domestique ou dans le domaine associatif, dont le produit est non monétaire. L'idée

soutenue ici est que les deux dernières ne sont pas nées d'une soustraction au produit de la première, ni à celui du travail indépendant (8).

Revenir à Marx, avons-nous dit, mais aussi à John Maynard Keynes en généralisant son concept d'anticipation. Les entreprises privées décident de produire quand elles repèrent des débouchés qui répondent à des besoins solvables pour leurs marchandises. Elles réalisent alors des investissements et mettent en circulation des salaires. La vente sur le marché valide cette anticipation, la mévente la sanctionnerait. Quant aux administrations publiques, prévoyant l'existence de besoins collectifs, elles réalisent des investissements publics et embauchent aussi. La validation est alors effectuée ex ante par une décision collective et se confond avec l'anticipation.

Dans les deux cas, l'injection de monnaie sous forme de salaires et d'investissements privés et publics lance la machine économique et engendre la production de biens privés marchands et de biens publics non marchands. De la même façon que les salaires versés vont ensuite être dépensés pour acheter les biens marchands, le paiement de l'impôt vient, après que les services collectifs sont produits, exprimer l'accord de la population pour que soient assurées de façon pérenne l'éducation, la sécurité, la justice et les tâches d'administration publique. L'anticipation de services non marchands et leur production par les travailleurs des administrations publiques précèdent donc logiquement leur « paiement » de type collectif par les usagers.

Un argument crucial pour renvoyer le discours libéral au musée des idéologies

L'expression « les impôts financent les dépenses publiques » est trompeuse. L'ambiguïté provient de la confusion entre financement et paiement. La production capitaliste est financée par les avances de capital en investissements et salaires, avances dont la croissance sur le plan macroéconomique est permise par la création monétaire ; et les consommateurs paient. Quel rôle joue l'impôt vis-à-vis de la production non marchande ? Il en est le paiement socialisé. Le contribuable ne « finance » pas plus l'école ou l'hôpital que l'acheteur d'automobile ne « finance » les chaînes de montage d'automobiles. Car le financement est préalable à la production, que celle-ci soit marchande ou non marchande. Et le paiement, privé ou socialisé, lui est postérieur. Enfin, l'activité productive supplémentaire engendre un revenu et donc une épargne supplémentaire qui vient s'ajuster à l'investissement déclencheur, tant privé que public.

Il convient donc d'apporter une réponse logique à un problème d'ordre également logique : l'économie capitaliste étant une économie monétaire, pourrait-on effectuer des prélèvements sur une base qui n'aurait pas encore été produite et, pis, qui devrait résulter de ces prélèvements ? Puisque c'est logiquement impossible, le retournement s'impose : la production non marchande et les revenus monétaires qui y correspondent précèdent les prélèvements. Autrement dit, et c'est là le point crucial pour renvoyer au musée des idéologies le discours libéral : les travailleurs des services non marchands produisent le revenu qui les rémunère.

Certes, le paiement de l'impôt permet - tout comme les achats privés des consommateurs - au cycle productif de se reproduire de période en période. Mais il y a deux impensés dans l'idéologie libérale. Premièrement, ce sont les travailleurs du secteur capitaliste - et non pas les consommateurs - qui créent la valeur monétaire dont une partie

sera accaparée par les capitalistes, et ce sont les travailleurs du secteur non marchand — et non pas les contribuables — qui créent la valeur monétaire des services non marchands. Deuxièmement, au sens propre, le financement désigne l'impulsion monétaire nécessaire à la production capitaliste et à la production non marchande ; l'impulsion monétaire doit donc être distinguée du paiement.

L'analyse économique n'a de portée que replacée dans les rapports sociaux capitalistes

Contrairement à l'opinion dominante, les services publics ne sont donc pas fournis à partir d'un prélèvement sur quelque chose de préexistant. Leur valeur monétaire, mais non marchande, n'est pas ponctionnée et détournée ; elle est produite. Dès lors, dire que l'investissement public évince l'investissement privé n'a pas plus de sens que dire que l'investissement de Renault évince celui de PSA Peugeot-Citroën ou de Veolia. Prétendre que les salaires des fonctionnaires sont payés grâce à une ponction sur les revenus tirés de la seule activité privée n'a pas plus de portée que si l'on affirmait que les salaires du secteur privé sont payés grâce à une ponction sur les consommateurs. Ce serait ignorer que l'économie capitaliste est un circuit dont les deux actes fondateurs sont la décision privée d'investir pour produire des biens et des services marchands et la décision publique d'investir pour offrir des services non marchands. Autrement dit, les « prélèvements obligatoires » sont effectués sur un produit intérieur brut (PIB) déjà augmenté du fruit de l'activité non marchande.

Puisque l'impôt n'est pas une ponction sur de la richesse préexistante, mais le prix socialisé d'une richesse supplémentaire, on ne peut plus se contenter de la considération triviale du « prélèvement » sur le produit marchand (dans la langue libérale) ou sur la plus-value capitaliste (en termes marxistes). Certes, le travail et les ressources matérielles affectées à telle activité ne sont plus disponibles pour une autre. Mais il n'y a aucune raison de supposer que le travail affecté à l'une fait vivre l'autre. Les besoins humains sont satisfaits par des valeurs d'usage matérielles ou immatérielles produites sous la coupe du capital ou de la collectivité. Le fait que certaines valeurs d'usage ne s'obtiennent que par la médiation du capital, qui se valorise au passage, n'implique pas que le marchand donne naissance au non-marchand. Ni que la valeur monétaire non marchande soit quantitativement incluse dans la valeur monétaire marchande, ce qui est obligatoire dans la vision traditionnelle.

A ce sujet, le fait que les comptes nationaux enregistrent les dépenses publiques comme des consommations ne doit pas faire illusion. D'une part, on analyse ici la dépense publique nette d'infrastructures, d'équipements et de consommations intermédiaires, celle mesurée par les salaires versés et qui constitue donc la contrepartie d'une production nouvelle de valeurs d'usage. D'autre part, il n'y a pas de raison de traiter différemment l'avance de salaires par les entreprises privées et celle faite par les administrations publiques car il s'agit dans les deux cas d'une « dépense » de l'employeur. Toute production entraîne des coûts — c'est une trivialité de le dire — et tout discours qui l'oublierait serait inconséquent. L'important est de distinguer ceux qui permettent un travail productif de plus-value pour le capital validé par le marché et ceux qui permettent un travail productif de valeurs d'usage dont la validation tient à un choix collectif démocratique.

A ce stade, l'analyse économique n'a de portée que si elle est replacée dans les rapports sociaux qui sont au cœur de la compréhension du capitalisme. Les riches veulent être

moins imposés parce qu'ils ne veulent pas payer pour les pauvres. La politique monétaire est verrouillée par la Banque centrale européenne (BCE) et par les traités européens qui interdisent aux Etats d'emprunter auprès d'elle pour financer (9) les dépenses publiques, c'est-à-dire en faire l'avance. Le rôle de « prêteur en dernier ressort » de la BCE est cadencé pour que celui d'« acheteur en dernier ressort » (d'équipements et de force de travail) rempli par les Etats soit limité. L'idéologie libérale répugne à ce que la création monétaire finance une production qui ne rapporterait pas un profit. Sauf si l'Etat comble ses déficits en empruntant auprès des détenteurs de capitaux qui, en outre, bénéficient de facilités de crédit bancaire pour prêter ensuite. C'est ainsi que l'équivalent de plus de 80 % de l'impôt sur le revenu en France part en intérêts aux créanciers. On comprend aisément pourquoi la politique monétaire, placée hors contrôle politique, ne consiste plus qu'à surveiller le taux d'inflation : non seulement la préservation de la rente financière est cruciale pour les détenteurs de titres financiers, mais il s'agit d'éviter de favoriser une production non marchande de valeurs d'usage inaccessibles au capital (10).

La richesse non marchande n'est donc pas une ponction sur l'activité marchande, elle est un « plus » provenant d'une décision publique d'utiliser des forces de travail et des équipements disponibles ou soustraits au lucre. Elle est doublement socialisée : par la décision d'utiliser collectivement des capacités productives et par celle de répartir socialement la charge du paiement. Insupportable pour l'imaginaire bourgeois, tout particulièrement pour la doxa néolibérale.

L'élucidation de l'énigme de la production non marchande participe à la redéfinition de la richesse et de la valeur, indispensable pour endiguer le processus de marchandisation de la société. La théorie libérale confond richesse et valeur. Et les théories hostiles au capitalisme ne doivent pas rester obnubilées par le fait que ce système tend à réduire toute valeur à celle destinée au capital. Sur ce plan-là, un réexamen critique des catégories utilisées traditionnellement par l'économie politique et par le marxisme est indispensable pour proposer une économie politique de la démarchandisation. En bref, se débarrasser du libéralisme économique et d'un certain marxisme pour effectuer un retour au Marx qui définissait la valeur comme « le caractère social du travail, pour autant que le travail existe comme dépense de force de travail "sociale" (11) ». La reconnaissance du travail effectué pour répondre à des besoins sociaux hors du champ de la marchandise participe à la maîtrise de la société sur ce que peut être le bien-être, la « vraie » richesse (12). Et, à ce compte-là, la richesse socialisée n'est pas moins riche que la richesse privée, au contraire...

(1) « Il faut poursuivre les réformes de plus belle », a répété le gouvernement français après le discours de M. Nicolas Sarkozy à Toulon, le 25 septembre 2008.

(2) Pour une critique de cette posture, cf. Syndicat national unifié des impôts (SNUI), *Quels impôts demain ? Etat de l'impôt et réformes fiscales*, Syllepse, Paris, 2007 ; et « Les prélèvements obligatoires », *Les Chroniques fiscales*, no 1, Paris, janvier 2008.

(3) Même André Gorz, pourtant critique à l'égard du marxisme traditionnel, adhère à cette vision ; cf. *Ecologica*, Galilée, Paris, 2008, p. 127.

(4) C'est la part d'un accroissement de revenu qui est consommée.

(5) Economiste norvégien, « Prix Nobel » d'économie en 1989.

(6) Trygve Haavelmo, « Multipliers effects of a balanced budget », *Econometrica*, vol. 13, New York, octobre 1945, p. 311-318.

(7) Aristote, *Les Politiques*, vol. I, Flammarion, Paris, 1993. Pour un éclairage sur ces questions, cf. Attac, *Le Petit Alter. Dictionnaire altermondialiste, Mille et une nuits*, Paris, 2006.

(8) Le fait que les gains de productivité soient généralement plus faibles dans les services, marchands ou non, particulièrement les services aux personnes, que dans l'industrie ne doit pas être confondu avec le caractère productif lui-même. C'est cette confusion que, selon nous, commet implicitement Gorz, op. cit., p. 149.

(9) On maintient ici la distinction entre financer et payer.

(10) Pour un complément d'information, lire « [Les chemins tortueux de l'orthodoxie économique](#) » (PDF).

(11) Karl Marx, « Notes critiques sur le Traité d'économie politique d'Adolph Wagner » (1880), dans *Œuvres*, Gallimard, coll. « Bibliothèque de la Pléiade », tome II, Paris, 1968, p. 1550.

(12) De ce point de vue, nous partageons totalement le titre du dernier chapitre du livre de Gorz, op. cit., « Richesse sans valeur, valeur sans richesse ». Lire aussi *L'Economie économe*, L'Harmattan, Paris, 2000, et « [Quand le sage montre la lune, le fou regarde le doigt. Quelques propositions pour contribuer au débat sur la richesse](#) » (PDF), 2008.



Annexe N° 3

Les ravages du tourisme à Tozeur

Par Claude LLENA, enseignant-chercheur en sciences sociales, Université Montpellier-III.

Tozeur est une petite ville de Tunisie, à la frontière de l'Algérie et au nord-est du Sahara. C'est aussi l'une des oasis les plus célèbres du monde, irriguée par 200 sources. Elle abrite une splendide palmeraie de plus de 1 000 hectares avec 400 000 arbres. Un véritable coin de verdure entouré de dunes (erg) et de désert de pierre (reg).

Depuis des générations, la palmeraie nourrit les êtres humains qui y vivent, ces Homo situs (1) intégrés au biotope du territoire (2). La production maraîchère (salades, blettes, carottes, bananes, dattes...) garantit l'équilibre alimentaire d'une population sédentarisée ; l'organisation agricole, centrée sur une utilisation raisonnable de l'eau, permet une production vivrière importante. Depuis le XIVe siècle, le plan d'irrigation d'origine arabe assure une répartition de l'eau mesurée par le « gadous », ou sablier hydraulique. Chacun a alors accès gratuitement à l'eau qui circule dans toutes les parcelles grâce à un ingénieux réseau d'irrigation. Les conflits inhérents à l'arrosage sont réglés par un tribunal populaire souverain qui assure l'équilibre social d'une population autosuffisante sur le plan alimentaire. Tout le monde trouve sa place dans cette organisation qui assure au groupe les moyens de sa reproduction.

Or ce fragile équilibre économique et social va être fortement remis en question au début des années 1990, période durant laquelle le gouvernement donne la priorité au tourisme international. Il finance la construction d'un aéroport international à Tozeur pour désengorger la côte surpeuplée de la Méditerranée. Une douzaine d'hôtels de grand standing apparaissent pour attirer des touristes du monde entier vers des séjours clés en main. Tout est garanti par le tour-opérateur, de la fête berbère le soir, avec musiciens « folklorisés », jusqu'à la méharée de quelques heures sur des dromadaires.

Coupés de toute communication avec la population locale, les visiteurs participent à cet apartheid touristique dans la juxtaposition d'un monde schizophrène où les quelques contacts existants sont d'origine commerciale. Ce qui ne permet à aucun moment aux deux mondes de se comprendre ou de partager les mêmes préoccupations. Cantonnés dans un rapport social de consommation, les visiteurs consomment l'eau sans retenue : forages pour l'irrigation, les jardins et les pelouses, et canalisations d'eau potable assurent l'approvisionnement des réserves à touristes. « Celui qui voyage sans rencontrer l'autre ne voyage pas, il se déplace (3). » Il emmène avec lui ses représentations du monde et repart avec les mêmes idées, renforcées par l'expérience puisqu'il n'a pas su s'enrichir au contact de la culture des peuples autochtones.

Couplée à une fragilisation du régime des pluies et à une montée générale de la moyenne des températures annuelles, la situation des agriculteurs de la palmeraie

s'est ainsi fortement dégradée. Gérée historiquement de manière raisonnable, l'eau est devenue un bien comme les autres. « Celui qui peut payer obtient le produit. » Cette substance abondante est devenue rare en se marchandisant. Elle est désormais payante pour l'arrosage de la palmeraie (150 euros par hectare et par an pour un arrosage hebdomadaire). A ce prix, peu d'agriculteurs ont pu survivre. Progressivement, les travailleurs de l'oasis quittent le travail des champs pour se consacrer aux activités touristiques. Ils passent rapidement de la logique de l'Homo situs à celle de l'Homo economicus, tournant le dos à des siècles de survie sur leur territoire.

Le mythe du désert

Cela ne sera pas sans conséquences sur les personnes les plus fragiles de la communauté, c'est-à-dire les jeunes. Quelques-uns vont trouver des emplois fixes (CDI) dans les hôtels et chez les tour-opérateurs de la ville. La grande majorité, plus flexible encore (CDD ou intérimaires), sert de réserve pour s'ajuster à la demande touristique. Or, depuis les événements du 11 septembre 2001, ce secteur d'activité est en crise. Ainsi, avec plus de 40 % de chômage, toute la zone se trouve maintenant dépendante de l'offre extérieure.

Tout d'abord sur le plan alimentaire. Les légumes arrivent tous les dimanches de l'extérieur : ils sont produits dans des lieux à forte productivité, où les équilibres écologiques et sociaux sont bousculés, mais avec des coûts de production inférieurs à ceux de la palmeraie. Le calcul et la philosophie en termes de coût se sont imposés à la place de la capacité d'auto-organisation des peuples de la palmeraie (4). L'économisme larvé a déstabilisé le fragile équilibre du territoire.

Ensuite au niveau financier. Face au manque de liquidités, l'économie touristique demeure la seule source de revenus monétaires. Mais cette activité dépend du contexte international. Alimenté par les médias, le mythe du désert connaît, il est vrai, un certain succès. Toutefois, même les prix attractifs pratiqués ces derniers temps ne peuvent contrebalancer la crainte du terrorisme.

Enfin dans le domaine culturel. La référence devient le modèle occidental. L'attraction du tourisme de masse génère des besoins que la production locale ne peut satisfaire. Les jeunes sont prêts à vendre leur âme pour obtenir une pièce, un objet ou même une adresse... Premiers éléments de l'illusion migratoire qu'ils entretiennent comme seule issue à leur frustration (5). Ces relations fugitives masquent la qualité de l'accueil traditionnel.

Ahmed, vieil écrivain public de la ville, en est le témoin : « Il y a quelques années encore, les jeunes voulaient bien faire des efforts pour respecter la tradition... Mais maintenant, cette jeunesse nous désespère. Ils ne veulent plus travailler la terre de nos ancêtres, ils préfèrent se pervertir au contact des groupes de touristes. Ils cherchent l'argent et pas l'amitié : ce sont deux choses différentes. Le musulman doit accueillir l'étranger et partager avec lui ce qu'il possède de meilleur. – Vous n'essayez pas de leur montrer où sont les valeurs du peuple tunisien ? – Bien sûr, mais ils sont fascinés par le monde occidental... ».

La minorité possédante et le capital touristique du Nord ont rapidement mis la main sur cette rente touristique au détriment de la population locale. Pis, le tourisme est regardé comme la seule solution pour le prétendu développement de la zone. Le vecteur

principal de cette colonisation des imaginaires demeure le mythe du développement et de l'Occident.

« Autrefois, je travaillais avec mon père à la palmeraie, confie Béchir, 20 ans, assis sur un banc et attendant les touristes. Mais le travail était dur. Et souvent, malgré nos efforts, on ne parvenait pas à ramener l'argent nécessaire à la famille. Avec le tourisme, il n'y a plus de place pour l'agriculture, ici, à Tozeur. Le travail que faisaient nos anciens, nous, on n'est plus prêts à le faire. On préfère travailler avec les touristes. » Et si les touristes ne viennent pas ? « Eh bien, on attendra qu'ils arrivent... La situation finira bien par s'améliorer ! »

Cette pollution physique et morale est symbolisée par le recul de la palmeraie au profit du désert. Seules 25 % des terres sont cultivées, et de nombreux palmiers meurent faute d'arrosage et d'entretien. La palmeraie sert de réceptacle à bouteilles en plastique d'eau minérale – résidu matériel et dérisoire de la pollution touristique.

De plus, depuis l'année dernière, un chantier pharaonique de construction de golf en plein désert défigure les abords de la palmeraie. Comment faire pousser du gazon avec 50°C à l'ombre durant la moitié de l'année ? C'est le pari relevé par ce chantier de terrassement qui va puiser dans la nappe phréatique pour maintenir des gazons plantés en plein désert. On peut donc penser que le pire est encore à venir...

Voilà comment une région jadis autosuffisante au niveau alimentaire, fière de sa culture et de son identité, a laissé à une minorité le soin d'organiser son présent et son avenir. Les projets développementistes tournent le dos à la tradition pour imposer une industrie hôtelière et touristique au service des Occidentaux et d'une minorité possédante, qui pourront faire du golf sous les palmiers (6)... Plaisir obscène et dérisoire, qui remet en question les fragiles équilibres écologiques et sociaux de la population locale.

En attendant les touristes, et malgré les préceptes fondamentaux de l'islam, une partie de cette population déstructurée s'adonne à l'alcool pour oublier qu'elle a vendu son âme et sa palmeraie. C'est d'ailleurs dans la palmeraie même que se regroupent les buveurs, à l'abri des regards, à la fraîcheur de l'ombre des palmiers et, peut-être aussi, de manière symbolique pour honorer ce qui a fait la fierté, puis le désenchantement (7), des peuples de la région.

(1) Comme le suggère la théorie des sites, l'Homo situs est un individu qui interprète et s'adapte avec les moyens du groupe aux situations auxquelles il est confronté. Il est un élément du biotope du territoire, il ne cherche en rien à le dominer mais simplement à y survivre. C'est aussi un homme social, pensant et agissant. Lire Hassan Zaoual, Territoires et dynamiques économiques, L'Harmattan, Paris, 1998.

(2) Le territoire, au sens de la définition qu'en donne Roger Brunet dans Le territoire dans les turbulences, Belin, Paris, 1999 : « Le territoire (...) est un espace approprié. (...) Approprié se lit dans les deux sens : propre à soi et propre à quelque chose. »

(3) Phrase d'Alexandra David-Neel, grande voyageuse française du XXe siècle.

(4) Lire le compte rendu des rencontres régionales, « Autoproduction et développement social », tenues à Marseille le 5 octobre 2000.

(5) Lire Pierre Vermeren, [Les Marocains rêvent d'Europe](#), Le Monde diplomatique - juin 2002.

(6) Samir Amin parle de bourgeoisie comprador dans *Au-delà du capitalisme sénile*, PUF, Paris, 2002. Et, pour nuancer cette domination, il y montre la fragilisation de la position des nantis : « Les contradictions globales Nord-Sud sont appelées à s'aggraver. Face à cette situation, la vulnérabilité et la fragilité des pouvoirs comprador (...) dans les pays du Sud rendent possible (...) l'instabilité de leur domination. »

(7) Au sens de Max Weber, dans *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Plon, Paris, 1964.



Annexe N° 4

INSPECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Le 15 novembre 1976

ELEMENTS POUR UNE SYNTHÈSE SUR LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Rapport de M. Simon NORA, Inspecteur Général des Finances

INTRODUCTION

La situation de la Polynésie Française a été maintes fois, et fort bien analysée. De même y a-t-il sur les remèdes à y apporter un certain accord apparent. Une mission sur place ne remet pas en cause ces analyses. Mais elle conduit à s'interroger sur l'orientation fondamentale des actions à mener. La Polynésie ne peut en effet ni poursuivre sur la lancée (celle de la dernière décennie), ni revenir au «statu quo ante».

Aussi convient-il d'examiner le fonctionnement de ses diverses administrations, et le bien fondé de telles actions économiques ponctuelles. Mais il est surtout nécessaire de mettre en cause un modèle de croissance, qui s'est établi moins en fonction d'une politique délibérée, que comme un sous-produit des dépenses consenties pour le Centre d'Expérimentations du Pacifique (CEP).

LA SOCIÉTÉ DE CONSOMMATION : UNE IMPASSE POUR LA POLYNÉSIE

Le diagnostic est facile à établir. Avant les années 1960, la Polynésie bénéficiait de son éloignement. A l'abri des courants mondiaux, elle connaissait, dans un site éblouissant, un équilibre écologique principalement fondé sur l'autoconsommation des produits de la terre et de la pêche. Sa population, répartie dans les îles de l'archipel, imprégnée de valeurs traditionnelles, encadrée par des missions protestantes et catholiques qui avaient fini par composer avec ses traditions, conservait un mode de vie rural, facilité par la générosité de la nature, et illuminé par la gaité des Polynésiens, par la beauté des Polynésiennes.

Cette civilisation était-elle heureuse ? C'est là une question qui peut paraître oiseuse dans une île de cette nature, et de toute façon dépassée. En réalité, elle est au cœur du débat actuel. La réponse n'est pas facile car elle dépend du regard de l'observateur, et celui-ci est généralement issu de sociétés plus développées : la séduction que la Polynésie a sans cesse exercée est celle de l'«anti-société» par rapport à celle que récuse, ou dont souffrent ceux qui l'ont ressentie.

Les Polynésiens des îles, avant les années 1960, une fois résorbées et assimilées les tensions nées de la confrontation avec le christianisme, s'interrogeaient sans doute

peu sur le bonheur, ce qui est peut-être le bonheur. En 1976, la partie active de la population est engagée dans les délices et les poisons de la société de consommation. Quels sacrifices peuvent être consentis sur ces délices, pour renoncer aux poisons ? Ir réponse définit la marge de jeu pour un développement original de la Polynésie, qui n'en ferait pas une banlieue assistée et lointaine de la société industrielle.

Pour la Métropole, et pour son administration dans l'archipel, une réflexion sur les mérites de la société de consommation en Polynésie n'est pas moins importante. Le propos de cette note est en effet de montrer que, sur la voie suivie ces dernières années, il n'y a aucune solution pour développer la Polynésie.

L'actuel modèle de croissance, qui sera analysé plus loin, ne repose pas seulement sur l'aide extérieure. Il en suppose, pour ne pas se « bloquer », l'accroissement sans fin. Même si la Métropole acceptait cet effort, il débouche sur un territoire où les seules activités économiques subsistantes seraient celles liées au flux d'aide, et qui ne peuvent être importées.

Intiment, équipements effectués ou financés par la puissance publique, activités tertiaires, commerciales et libérales liées à l'importation et au négoce, et spéculation foncière.

- LA NECESSITE, LES DIFFICULTÉS ET LES CHANCES D'UN NOUVEAU MODELE

Politiquement un tel modèle ne peut se perpétuer qu'autant que :

1 - les politiciens locaux, de la majorité ou de l'opposition, liés au « système » et aux intérêts économiques qu'il suscite, réussiront à masquer les problèmes de fond par une agitation autour des questions statutaires (NDLR : le rapport est écrit en novembre 1976).

2 - la population gardera ses rapports originels avec la nature, ou à défaut son sens du loisir, et sa joie de vivre, que l'urbanisation croissante, et les progrès de l'éducation tendent précisément à effacer. Les Églises, protestantes et catholiques, et les milieux formés par elles joueront un rôle décisif dans un éventuel basculement.

Sortir du modèle actuel n'est pas une tâche aisée ! Pèsent en faveur de son maintien, non seulement les cyniques qui en profitent, mais encore les « bien intentionnés » qui pensent pouvoir apporter au Territoire les bienfaits économiques et culturels de la civilisation industrielle occidentale, sans bien mesurer la résistance des populations locales sinon à en affecter les rites, peut-être à en jouir, du moins à s'imposer les disciplines pour la promouvoir.

La vraie difficulté pour réorienter le développement de l'île n'est pas de concevoir un autre type d'équilibre. Elle consiste d'abord à remettre à leur place les intérêts économiques et l'encadrement politique liés au système actuel, et sur lesquels s'est, jusqu'ici, appuyée la présence française. Elle réside surtout dans la lenteur avec laquelle peut être suscitée une nouvelle couche d'encadrement, plus adaptée à un nouveau type de développement, et souhaitant une conception renouvelée des rapports avec la Métropole.

3 - Si difficile soit-elle, cette mutation est nécessaire. La dynamite va s'accumuler sous la pression démographique. Au dernier recensement, en 1971, la population était d'environ 125.000 habitants (les moins de 15 ans représentant la moitié de cette

population). Son taux de croissance annuel moyen est supérieur à 3,5%. C'est un des plus élevés du monde. Il conduit à un doublement de la population tous les vingt ans.

Sur la lancée actuelle, difficile à modifier compte tenu du goût des Polynésiens pour les enfants, et de l'attitude très rigide des Églises locales sur la contraception, (1) l'évolution attendue de la Population serait la suivante 1980 - 160.000 habitants; 1990 - 215.000 habitants; 2000 - 290.000 habitants (NDLR : Le recensement de 1977 montre que le taux de croissance annuel a diminué d'un tiers depuis 1971. Il n'est plus que de 2,5%).

Aujourd'hui, sur environ 130.000 habitants, il y a 40.000 actifs. Sur ces 40.000 actifs, il y a environ 26.000 salariés. Sur ces 26.000 salariés, il y a 6.500 fonctionnaires et 8 à 9.000 emplois liés directement ou indirectement au CEP.

On verra plus loin qu'il est absolument exclu, dans le cadre du modèle actuel de croissance, et quel que soit le montant de l'aide, de créer des emplois pour cette population. Or la plupart des chômeurs sont des jeunes, concentrés dans les bidonvilles autour de Papeete, et la délinquance croissante est un succédané provisoire à l'agitation politique.

4 - Une nouvelle orientation est cependant réalisable.

Dans la mesure où elle entraîne des réaménagements et des sacrifices pour certains, elle suppose que la présence française s'appuie localement sur des représentants acceptés et respectés par la population locale. Deux phénomènes, récents, laissent à cet égard quelque espoir. Il apparaît, notamment dans la Jeunesse des éléments récusant les pratiques actuelles, et qui ne sont, pas encore, anti-français. Par ailleurs, et surtout, l'excellente réforme communale de 1972 a très souvent mobilisé au sein des nouvelles municipalités des hommes plus près des réalités gestionnaires, et qui peuvent renouveler le personnel politique.

Compte tenu des difficultés liées au passage d'un modèle à l'autre, d'une couche dirigeante à l'autre, la transition ne saurait être brutale. Elle implique beaucoup de clairvoyance et de fermeté, mais aussi de patience, et une réelle intelligence des forces montantes. Il serait vain d'espérer pendant cette transition, qui prendra plusieurs années, relâcher l'effort d'aide de la Métropole, même si sa nouvelle orientation doit préparer pour l'avenir une meilleure autosuffisance de l'archipel.

1^{ère} PARTIE - LA FUITE EN AVANT SUR UN CHEMIN SANS ISSUE

I - UNE CROISSANCE BOULEVERSANTE ET REGRESSIVE

La Polynésie a subi depuis quinze ans un « électrochoc » économique. En 1960, c'était une petite communauté du « bout du monde », de moins de 80.000 personnes, dont un peu moins de la moitié fixée sur l'île de Tahiti. L'ethnie européenne, qui y était concentrée, ne dépassait guère 3.000 personnes, très intégrées à la vie locale. La seule route, celle du littoral, était empierrée. Même à Papeete, on venait quérir l'eau à la pompe publique. La population vivait quasiment en circuit fermé, de la pêche et du coprah sur les atolls; de cultures vivrières traditionnelles (taros, ignames) et d'un peu d'élevage sur les îles hautes d'origine volcanique.

A) LA CROISSANCE

Depuis 1960, la croissance a été vertigineuse. La dépense intérieure brute par habitant et par an a été multipliée par 10, la production d'énergie électrique à Tahiti par 12, l'importation des produits pétroliers par 17, les crédits aux investissements par 16. En 1974 le P.I.B. moyen par habitant est de 280.000 Fcfp et la dépense intérieure moyenne de 400.000 Fcfp, ce qui place le Territoire parmi les 15 pays les plus riches du monde. (1) Dès 1970, à Tahiti, 60% des ménages possèdent une automobile. 80% un transistor, 34% une télévision, 63% un réfrigérateur.

Mais pour juger cette croissance, il faut en situer l'origine; et en apprécier les conséquences.

(1) PIB. par tête en Métropole, en 1974 : 415.182 Fcfp.

B) SES CONSEQUENCES

1) Cette croissance a désarticulé l'équilibre antérieur.

Elle a bouleversé l'implantation des populations, et suscité de grandes inégalités. Le phénomène majeur est l'urbanisation accélérée autour de Papeete. et à Tahiti. De 1962 à 1971 la population de la Polynésie s'est accrue de 41%. Celle de Tahiti augmentant de 72,2% et celle de la zone urbaine de 83%. Pendant ce temps, et malgré la croissance de la population totale, les autres archipels connaissaient généralement une régression: les habitants des archipels, qui constituaient 45% de la population en 1956, n'en fournissent plus aujourd'hui que 33%.

Pour TAHITI et les ILES-DU-VENT, où le dépouillement des chiffres du recensement sur les origines notamment des recensés n'est pas encore connu, la population est passée de 84.552 à 101 392 habitants, soit + 19,9%.

Les équilibres publics ont été principalement implantés dans la zone urbaine de Tahiti. Là se concentre une richesse qui profite essentiellement aux Européens expatriés ou qui ont fait souche dans le Territoire, aux demis, particulièrement influents dans les instances politiques et administratives, et aux Chinois qui détiennent une large part des pouvoirs économiques.

Des fortunes considérables - encore mal cernées du fait de l'absence de fiscalité personnelle directe - se sont constituées. L'implantation d'une population à pouvoir d'achat élevé (employés du CEA, fonctionnaires de diverses catégories, commerçants) a provoqué un envol des valeurs foncières, et des loyers. De nombreux profits spéculatifs ont ainsi pu être réalisés.

A l'opposé, étaient exclus de cet enrichissement :

- les habitants demeurés dans les îles qui vivent d'une économie de subsistance;
- une population déracinée, constituée par les émigrés des archipels, et logés à Tahiti dans des conditions précaires - parfois proches du bidonville.

C'est dans cette population, attirée par les mirages de la ville, que se recrutent les salariés les moins favorisés, réduits à un SMIG de 15.000 F CFP par mois, (NDLR : passé depuis à 25.000 F CP) le plus grand nombre de chômeurs, et que se développe la délinquance juvénile.

Pour illustrer ces disparités, l'on peut mettre en regard le SMIG mensuel, soit environ 15.000 F CFP, le salaire d'un agent contractuel titulaire du seul certificat d'études entrant dans l'Administration, soit 52.000 F CFP et les dividendes perçus en 1974 par chacun des huit actionnaires de telle importante société, soit 16.560.000 F CFP (1.380.000 F CFP, ramenés au mois).

2) Elle a provoqué une distorsion dans le développement.

Faute de comptes économiques postérieurs à 1971, cette analyse porte sur 1960 - 1970. Les évolutions postérieures, on le verra, ne font qu'accentuer la distorsion.

Il apparaît que, pendant ces dix ans, le rôle joué dans la croissance par les salaires versés par l'Administration l'emporte, de loin, sur les progrès de la production intérieure :

- Production intérieure : +340%

- Administration: +1280%

Dans l'appareil productif, on assiste à un effondrement de l'économie traditionnelle. La structure de la production par secteur évolue ainsi:

	1960	1969
Secteur primaire	40	17
Secteur secondaire	16	24
Secteur tertiaire	44	59

De façon précise:

- La contribution du secteur primaire a fortement baissé. Les produits de l'agriculture et de l'élevage qui représentaient en 1960, 21% des richesses totales produites par le Territoire, n'en constituent plus en 1969 que 10%.

- Dans le secteur secondaire; c'est le bâtiment qui, à titre principal soutient la croissance (+780 %).

- Le secteur tertiaire connaît un essor spectaculaire et devient prédominant dans l'économie polynésienne. En dix ans, et en dehors du commerce, la production de services (1) a été multipliée par 6, ce qui correspond à une croissance de 22% par an. Le commerce proprement dit, a augmenté de 420%.

(1) Transports - télécommunication - services juridiques et techniques - banques et assurances - bars et restaurants.

3) Elle a considérablement accru la dépendance du Territoire. Celle-ci se manifeste à la fois par l'évolution :

- du commerce extérieur et de son déficit,

- des finances publiques et de leur poids croissant pour la Métropole.

a) Commerce extérieur

L'accroissement des revenus, corrélatif à la stagnation ou au recul des productions locales exportables, ou tournées vers le marché intérieur, a bouleversé la structure du commerce extérieur et provoqué son déficit croissant. En 1960, les importations qui s'élevaient à 1.620 millions de F CFP étaient couvertes aux 2/3 par des exportations composées essentiellement de phosphates, de coprah, nacre, vanille et café, pour un montant de 1,140 millions.

En 1966, l'exploitation du phosphate a pris fin avec l'épuisement du gisement. Les exportations de coprah (1), grâce au soutien du cours, n'ont diminué que de moitié de 1963 à 1974 (12.000 tonnes contre 25.000). Pendant la même période les exportations de vanille sont tombées de 174 tonnes à 12 tonnes. Le café a pratiquement cessé d'être récolté.

En 1975, les importations se sont élevées à 22, 3 milliards et les exportations à 2 milliards. La Polynésie est avec Guam, et pour des raisons analogues, le seul territoire du Pacifique à ne pas couvrir 10 % de ses importations par ses exportations.

Cette dépendance vis-à-vis de l'importation touche les biens les plus indispensables à la vie : en 1974 l'agriculture locale a produit pour 1,3 milliards de Fcfp, alors que le Territoire importait plus de 5 milliards de Fcfp de produits alimentaires.

(1) De 1974 à 1976 la production de coprah a connu un nouvel essor, fondé sur un relèvement des prix de soutien, et un raffermissement du cours mondial.

Le budget de fonctionnement du Territoire était en 1960 de 530 millions de F CFP. En 1975 ce budget atteint près de 6 milliards de FCFP. Soit environ 3 milliards de francs métropolitains pour une population de 120.000 habitants. C'est un chiffre de même ordre que celui du budget départemental des Yvelines, dont la population est supérieure à 1 million d'habitants, et qui est prospère.

Entre 1971 et 1975, et en francs constants, la charge de dette publique a été multipliée par 10, les charges de matériel et de personnel ont crû de 50%, les autres dépenses ont plus que doublé. Globalement, l'ensemble des dépenses a progressé d'un taux annuel de plus de 12%. Pendant le même temps les recettes fiscales s'accroissaient au rythme moyen annuel de 6%.

Le déficit qui résulte de cette divergence entre les dépenses et les recettes a été masqué par le gonflement des dépenses métropolitaines effectuées dans le Territoire. Le total des dépenses ordinaires et en capital des services civils de l'Etat en Polynésie atteint 5,2 milliards Fcfp en 1975. Les transferts additionnels de charges à l'Etat, opérés entre 1961 et 1975 représentent plus de la moitié de ce montant.

II - UN MODELE DE CROISSANCE PERVERS

L'accord est général sur la nécessité d'infléchir les orientations ainsi décrites. Des efforts sont engagés à cette fin. Mais ils ne deviendront efficaces que si le modèle actuel est modifié. Seule la mise en évidence de ses interactions perverses permet de définir les points clés à partir desquels pourrait se développer une autre logique de croissance.

A) LA CROISSANCE EST SUSPENDUE A L'AIDE

Une part de plus en plus élevée de la croissance est liée non seulement aux dépenses de l'Etat dans le Territoire mais aussi aux contributions de l'Etat au Budget Territorial. Aujourd'hui, les dépenses du CEP représentent 45 %, les dépenses civiles payées par la Métropole 20 %, de la P.I.B, polynésienne.

Il faut souligner, en outre, ce qui est moins généralement perçu, qu'une partie essentielle des ressources, et donc de dépenses territoriales est liée à l'aide. Il en est ainsi bien

évidemment des droits à l'importation et des droits de douane, qui en 1975 constituent 70% des ressources locales. Le déficit extérieur provoqué et permis par l'aide est donc une ressource primordiale du Budget Territorial, il en est de même, au second degré, des taxes intérieures qui dépendent d'une activité principalement suscitée par l'aide.

B) L'AIDE PROVOQUE LE DEFICIT ET L'INFLATION

L'aide, par ses modalités provoque à la fois le déficit des finances publiques, et le déficit des échanges extérieurs du Territoire.

I. Le déficit du budget

Les fonctionnaires d'Etat sont liés aux traitements de la fonction publique métropolitaine par un coefficient fixe de 2, 13; les fonctionnaires territoriaux et contractuels se sous progressivement alignés sur les fonctionnaires d'Etat. Compte tenu de la part croissante des traitements dans la dépense publique, ces charges sont la cause principale de l'effondrement des investissements financés par le Budget, et du déficit de celui-ci.

Dans la mesure où des secteurs de plus en plus nombreux de la dépense locale sont pris directement en charge par l'Etat, et où ce dernier finit par combler le déficit de ce qui reste de la compétence territoriale, il n'y a plus aucun lien entre l'autorité qui décide statutairement la dépense, et celle qui la paie : ce système organise l'irresponsabilité.

2. Le déficit extérieur

L'aide permet sans doute de solder le déficit des comptes extérieurs. Mais elle en est aussi l'origine. Le parallélisme entre la croissance des transferts publics de la Métropole vers le Territoire, et celle du déficit commercial souligne ce lien.

L'aide crée l'importation, et cela par un double cercle vicieux.

a) L'aide crée la demande et affaiblit l'offre interne.

C'est l'aide qui solvabilise la demande interne. C'est elle aussi, on l'a vu, qui, permettant des rémunérations publiques excessives, a rendu non attractives ou non rentables les activités productives qui alimenteraient une offre se substituant aux importations.

b) L'importation et la fonction de distribution sont inflationnistes.

L'aide crée l'importation. Mais la structure et les mécanismes de l'importation et de la distribution créent une inflation, qui appelle l'aide.

Le commerce (extérieur et intérieur) repose en effet sur une série de dispositions génératrices de hausses de prix :

- Le maniement des contingents, des droits et des taxes, aboutit à ce que le flux des importations est inversement proportionnel à la distance. (66 % depuis l'Europe, 7 % depuis l'Océanie). Un maximum de coût résultant des frets est donc intégré dans le prix des produits importés.

- L'essentiel de la fiscalité du Territoire est assis sur les importations, et contribue à leur enchérissement. Les importations subissent de ce fait une pression fiscale de 26%. [39% en 1991]

- Les marges commerciales, pour les produits importés ne résultent pas de la fixation du prix de vente en valeur absolue, mais d'un pourcentage (d'un montant moyen d'environ

40 %) à partir du prix rendu magasin (incluant les droits et taxes). L'importance des frets et des taxes pousse à une hausse des prix dits «magasins». Ce système comporte une double conséquence. D'une part l'importance de ces marges explique le gonflement artificiel du secteur commercial. D'autre part ces marges, plus fortes que celles dont bénéficient les produits du Territoire, constituent le couronnement d'un édifice dont la logique est de susciter une préférence à l'importation sur la production, et de créer une indifférence au coût de l'importation sinon un intérêt à sa hausse.

c) L'inflation crée le déficit et appelle l'aide.

La hausse des prix est doublement génératrice d'un accroissement des aides :

- par les divers mécanismes d'indexation les rémunérations, et notamment les traitements publics sont ajustés, ce qui accroît le déficit budgétaire, et le besoin d'aides de l'État.

- la hausse des traitements diminue l'incitation à la production locale, augmente la demande, donc l'importation; et en fin de compte le déficit extérieur, supporté par la Métropole.

III - DES EFFORTS QUI DÉBOUCHENT SUR UNE IMPASSE

Malgré une panoplie considérable d'encouragements à l'équipement dans le secteur privé productif, les investissements de ce type sont mal orientés, et insuffisants pour faire face à la demande d'emploi créé par l'essor démographique.

A) DES INCITATIONS CONSIDÉRABLES

Le Territoire bénéficie de prêts de la Caisse Centrale à faible taux d'intérêts, de primes d'équipement hôtelier, d'un régime fiscal de longue durée, d'un code très favorable des investissements. Vient d'y être adjoint un bureau de promotion industrielle. Est prévue l'extension au Territoire des dispositions existant au profit des DOM et accordant aux entreprises métropolitaines des exonérations à raison de la part de leurs bénéfices réinvestis outre-mer.

Il est à craindre que si le contexte reste inchangé, le résultat des nouvelles mesures ne soit pas meilleur que celui des anciennes. Or que constate-t-on ?

B) DES RÉSULTATS DÉCEVANTS

1) De 1970 à 1974, la structure des importations montre la faiblesse relative des importations d'équipements :

- Bien de consommation	- Produits alimentaires	- Biens d'équipements
+114%	82%	58%

2) Le VIIe Plan prévoyait 37 milliards d'équipement (16 privés -21 publics). La réalisation a été de 19,3 milliards (10,3 publics - 9 privés). Mais sur les 9 milliards d'investissements privés 2,4 concernaient les investissements immobiliers, 1,3 le commerce. Les investissements privés dans l'agriculture, l'élevage et la pêche n'ont été que de 0,7 milliards, dans l'industrie de 0.5 milliard. Les investissements ont donc été inférieurs à ce qui était escompté. Fait plus grave, leur orientation n'a pas corrigé mais accru les distorsions antérieures.

3) Enfin et surtout, par leur nature même ils n'ont ni empêché l'exode des archipels vers Tahiti, ni accru l'emploi dans le secteur privé. Selon les statistiques de la C.P.S. le

nombre des travailleurs salariés du secteur privé n'a pas augmenté entre 1971 et 1975, alors que l'accroissement du nombre des actifs potentiels pour ces quatre années est de l'ordre de 6.000 personnes.

C) DES PREVISIONS ILLUSOIRES

Les études effectuées pour la préparation du VIIe Plan ont conclu qu'il faudrait pendant sa durée créer 8500 emplois nouveaux.

L'objectif retenu est la création de 6200 emplois dans le secteur moderne et de 1.500 dans le secteur traditionnel. Le prix à payer pour cet objectif serait un constant cumulé d'investissements publics et privés de 49 milliards Fcfp. Sur ce total, les infrastructures publiques figurent pour 31,5 milliards. Leur financement est attendu d'aides de l'État pour 7,2 milliards sous forme de subventions, de 14,5 milliards sous forme de prêts d'avances. Le Territoire est supposé concourir sur ses ressources propres pour près de 7 milliards.

Cet objectif est doublement illusoire :

- Le Budget Territorial n'est même plus en mesure d'assurer l'équilibre de sa section de fonctionnement. Sans novation profonde des ressources fiscales, il sera parfaitement incapable d'assurer le financement d'équipements nouveaux, - et même sans doute de faire face aux charges de remboursement résultant de son endettement actuel; à fortiori d'un endettement nouveau.

- Même en supposant que l'Etat se substitue pour la totalité au Territoire pour le financement de ses équipements (ou de son endettement), la réalisation de ces équipements n'apporterait aucune solution aux problèmes de l'emploi, tant que leur orientation ne sera pas profondément modifiée. Et celle-ci ne peut l'être de façon significative dans le cadre du modèle actuel.

2^{ème} PARTIE - LA RECHERCHE D'UNE NOUVELLE CROISSANCE

L'objectif visé n'est pas original : il s'agit de réorienter le développement du Territoire en vue de rééquilibrer géographiquement, de créer des activités diversifiées répondant à sa vocation physique comme aux besoins d'emploi de sa population, de préparer ainsi les conditions d'une moindre dépendance.

Il exclut l'illusion : aucune politique ne créera, d'ici longtemps, et petit-être jamais, une Polynésie qui s'auto-suffise. Mais il est possible, en utilisant différemment l'aide, de faire en sorte que son emploi ne suscite pas la nécessité de son accroissement sans limite, et qu'elle profite à la majeure partie de la population, plutôt que d'être captée par une minorité. Il ne s'agit donc que de faire ce que tous les observateurs de la Polynésie, à quelque tendance qu'ils appartiennent, disent depuis de nombreuses années devoir être fait. La nouveauté consisterait à mesurer, et à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour le faire.

Pour cela il est nécessaire de modifier les enchaînements malsains du modèle de croissance, et d'insérer les actions ponctuelles dans une nouvelle logique de développement. Il faut donc :

- réajuster la fonction publique,

- remodeler le commerce extérieur,
- aménager la structure et les emplois de l'épargne,
- réorienter les objectifs du développement.

I - RE-AJUSTER LA FONCTION PUBLIQUE

Essentiellement concentrée à Papeete, la fonction publique est pléthorique, souvent redondante, éparpillée en services minuscules et cloisonnés, perméable aux influences. Elle tue le Territoire par sa charge globale, et surtout par le niveau individuel de ses rémunérations. Celui-ci rend impossible la concurrence rentable d'activités productives, et crée un modèle de consommation absurde, qui contribue de façon décisive à privilégier l'importation sur les ressources actuelles ou potentielles de l'archipel.

L'objectif est de la rendre plus efficace, mieux adaptée à la dispersion des archipels et à la rusticité du Territoire, mais aussi et surtout de diminuer son poids, en nombre sans doute, en niveau de rémunération sûrement.

A) L'ADMINISTRATION DOIT ETRE REMEMBRÉE ET ÉCLATÉE

1) Il convient tout d'abord de regrouper des services trop nombreux (plus de 40), parfois squelettiques, très cloisonnés et n'obéissant que faiblement à l'orientation d'une politique globale. Cette action déjà engagée (intégration de la pêche dans la direction de l'Agriculture, du commerce extérieur et des douanes dans la direction de l'économie) doit être systématisée et poursuivie à son terme, de façon à disposer de quelques grands services verticaux, animés par des administrateurs de bonne qualité, de bonne compétence économique.

Deux nécessités apparaissent en outre évidentes, et urgentes. D'une part la création d'une cellule horizontale de coordination économique couvrant le commerce intérieur et les prix, le commerce extérieur, la planification et l'orientation des investissements. D'autre part l'installation d'une cellule locale de l'I.N.S.E.E. qui synthétiserait l'information économique, et élaborerait les comptes du Territoire.

2) Mais cette administration, rationalisée, doit être éclatée. Il importe moins de disposer de bureaux très étoffés à Papeete, que de bâtir une administration légère, dispersée autant que possible dans les archipels, fondée sur des équipes d'animation proches du terrain.

B) L'ADMINISTRATION DOIT ETRE UNIFIÉE ET SON COUT ALLÉGÉ

1) La situation actuelle.

Indépendamment des personnels des communes, coexistent dans le Territoire :

- des fonctionnaires métropolitains, en poste dans le Territoire, soit dans les services de l'État, soit dans les services territoriaux.
- des fonctionnaires issus d'anciens cadres territoriaux et intégrés depuis 1966 dans un corps de fonctionnaire de l'Etat pour l'Administration de la Polynésie Française (CEAPF),
- une fonction publique parallèle, proliférante et composée de contractuels.

Les fonctionnaires métropolitains bénéficient du coefficient multiplicateur de 2,13 ainsi que de divers avantages par rapport au secteur privé (soins à tarif réduit ; voyages en Métropole ; etc.). Ces mêmes dispositions favorables ont été étendues au CEAPF, alors

que ces fonctionnaires autochtones jouissent de la garantie de ne servir que dans le Territoire. Les agents contractuels régis par la convention collective de 1968 et l'avenant de 1971, jouissent d'avantages au moins égaux aux précédents, leur rémunération étant indexée sur le SMIG local (lequel croît sensiblement plus vite qu'en Métropole).

A l'origine, la prise en charge financière des CEAPF par l'Etat était de 20%. Elle est aujourd'hui de 60% (soit 636 agents sur 1060) [NDLR : et passera à 100% en 1979]. Le Territoire revendique une prise en charge à 100%. Cette catégorie a vu son recrutement bloqué en 1972 par décision du Premier Ministre, ce qui pour les instituteurs (passés de 260 à 660) pose des problèmes résolus par une série d'expédients.

Le blocage du recrutement des CEAPF a provoqué la prolifération de la fonction publique parallèle. Les contractuels et décisionnaires, payés à 100% par le Budget Territorial ont été multipliés par 3,4 entre 1970 et 1975 (contre une augmentation de 18% pour les CEAPF). Cette situation aboutit à des surenchères entre catégories relevant de statuts divers, à des doubles emplois, à une gestion désordonnée et peu contrôlable.

2) La proposition

Il conviendrait de procéder à trois mouvements coordonnés consistant à fixer les besoins réels de l'Administration, à prendre progressivement en charge 100% d'une fonction publique polynésienne unifiée, tout en décélérant la croissance de ses rémunérations.

a) fixer les besoins réels

Une étude systématique des vocations de la fonction publique, relevant de la R.C.B., permettrait sans aucun doute de dégonfler sensiblement le nombre de fonctionnaires, au moins de ceux résidant à Papeete.

b) prendre en charge à 100 % la fonction publique et diminuer le coefficient multiplicateur.

L'opération devrait consister à augmenter progressivement la prise en charge de la fonction publique polynésienne, au fur et à mesure que se feraient sentir les effets budgétaires d'une diminution du coefficient correcteur. Une étude faite par la Direction des Finances Territoriales montre que l'équilibre pourrait être réalisé au bout de quatre années, pour un coefficient ramené à 1,75, au lieu de 2,13 actuellement. (NDLR : cette indexation sera baissée de 2,13 à 1,84 en 1978. Dans les archipels éloignés (Marquises, Tuamotu et Australes) elle est depuis à 2,05).

Cette opération, parfaitement justifiable sur le plan de l'équité, et neutre sur le plan budgétaire, risque évidemment de se heurter à la résistance des fonctionnaires, surtout si elle est accompagnée, comme il est proposé plus loin, de la création d'un impôt sur les traitements et salaires.

Elle n'a de chance (cette réduction des traitements) d'être politiquement acceptée que si l'opinion publique polynésienne, et les fonctionnaires eux-mêmes perçoivent clairement que l'alternative posée au Territoire est :

- ou le «statu quo » pour la fonction publique conduisant à une régression économique, un accroissement du chômage, et une croissance artificielle suspendue à l'aide,
- ou une réforme de cette nature, accompagnée d'un plan de réanimation de l'économie territoriale, aboutissant à un meilleur emploi global : donc à une croissance du revenu domestique, et à une moindre dépendance.

II - REMODELER LE COMMERCE EXTÉRIEUR ET LA FONCTION DE DISTRIBUTION

A) LA SITUATION ET L'OBJECTIF

Actuellement, on l'a vu, la réglementation commandant le commerce extérieur et intérieur est inflationniste. Elle est essentiellement destinée à maintenir un niveau élevé d'exportations à partir de la France, et un rendement fiscal max. Or son objectif essentiel devrait être le plus bas prix au consommateur, compatible avec une vue prospective du développement des activités propres au Territoire.

B) PROPOSITION

L'ensemble des dispositions régissant le commerce extérieur, et la fonction de distribution devrait être remanié à partir de l'orientation suivante :

1) Une analyse prospective des virtualités économiques de la Polynésie devrait être établie de telle sorte que soient clairement distinguées les activités que la Polynésie n'aura jamais vocation à exercer, et celles qu'une politique active permettrait d'implanter ou de développer.

2) Les biens dont la production est exclue devraient être aussi largement que possible décontingentés et exempts de droits et de taxes. Les produits venant de France ne devraient être préférés qu'à prix rendu égal.

La limite aux moins-values fiscales qui pourraient ainsi être consenties pour en faire baisser les prix est fixée par le rendement des impôts directs nouveaux dont il sera parlé plus loin. (1)

3) Pour les marchés qui pourraient progressivement être satisfaits par une production locale, la politique souhaitable est plus complexe. Elle consisterait à maintenir des taxes et des droits exactement appropriés à la protection souhaitée des activités locales.

Dans le même temps, les investissements, les encouragements, et l'organisation interne du marché, devraient favoriser le développement et la commercialisation de la production locale.

Il serait évidemment indispensable de maintenir un équilibre entre les produits protégés, et les produits libérés et détaxés, tel que l'indice général des prix ne subisse pas de secousse.

Il pourrait même être admis des pertes de taxes et droits à l'entrée non compensées, dans l'hypothèse où une étude plus poussée montrerait que le montant en aide supplémentaire suscité par l'inflation (dont les droits d'entrée sont un facteur décisif) est peut-être supérieur à la moins-value fiscale consentie.

Pour les produits protégés, le but est d'obtenir, à terme aussi court que possible, une production suffisamment abondante et rentable pour que le niveau final de leur prix, ne dépasse pas sensiblement celui des produits extérieurs concurrents. Pendant la «montée en régime» de la production locale, et pour éviter, même provisoirement, son enchérissement, il pourrait être utile de mettre en place des caisses de soutien par produit, alimentées par des prélèvements sur les profits effectués à l'importation, et finançant des prix artificiellement abaissés pour les produits locaux.

4) Il serait par ailleurs indispensable de modifier le système de réglementation de prix

et des marges. Au système de marge calculée en pourcentage du prix «rendu magasin», il faudrait préférer une fixation des prix en valeur absolue.

Sans doute cela impliquerait un renforcement de l'appareil de contrôle des prix et des marges. Mais cela est de toute façon nécessaire pour contrôler des marges telles qu'elles sont actuellement déterminées. Car il faut constater que cet appareil est aujourd'hui presque inexistant.

III - AMÉNAGER LA STRUCTURE ET LES EMPLOIS DE L'ÉPARGNE

1) Les flux d'aide publique en provenance de la Métropole sont compensés par un mouvement en sens inverse de transferts privés à partir de la Polynésie : 11 milliards de transferts publics contre 11.5 milliards de transferts privés en 1974.

2) La masse monétaire connaît une forte croissance : 12% en 1970; 15% en 1971; 18% en 1972; 15% en 1973; 16% en 1974.

L'économie polynésienne est particulièrement liquide. De 22% en 1960, elle est de 43% en 1973. La masse monétaire en 1974 est composée de 44% de quasi-monnaie, de 41% de dépôts à vue, de 15% de billets et de pièces. Sa contrepartie, pour la fin de 1974, est constituée par 55% de crédits à l'économie, 5% de créances sur le Trésor, et 40% d'avoirs extérieurs. Indépendamment de la politique monétaire proprement dite, les mesures souhaitables pour consolider l'épargne et la fixer dans le Territoire appellent deux recommandations.

A) REFORME FISCALE

La fiscalité actuelle est insuffisante, inflationniste, injuste. Elle doit être réformée.

1) La fiscalité actuelle.

a) Alors que le revenu moyen par tête est en Polynésie presque égal à celui de la métropole et que les différences de revenus y sont très supérieures, la pression fiscale globale y est bien moindre. En 1975 la proportion de recettes fiscales par rapport au P.I.B. est de 23% dans la Métropole, de 12,87 en Polynésie.

L'aide publique qui compense cette insuffisance de ressources locales est donc le cadeau du contribuable métropolitain à des contribuables polynésiens dont beaucoup disposent de meilleurs revenus que lui.

- L'impôt sur le bénéfice des sociétés existe depuis 1959. Il est perçu au taux de 30% (contre 50% en Métropole). Seules les sociétés anonymes, en commandite par action, et à responsabilité limitée sont taxées. En fait, en 1975 il n'a touché qu'une société sur trois et n'a rapporté que 534 millions de F CFP. Son rendement pourrait sans aucun doute être amélioré, au fur et à mesure que des obligations comptables mieux respectées permettraient d'en accroître le champ et l'efficacité.

- L'impôt sur les propriétés bâties (10% sur le revenu net de l'immeuble, évalué à 75% de la valeur locative déclarée ou constatée) existe depuis 1950. Son rendement, dérisoire compte tenu de l'envolée des valeurs immobilières, est en 1975 de 65 millions de F CFP. Le taux et l'estimation des valeurs locatives devraient être réévalués en fonction de la situation actuelle.

La propriété non bâtie n'est pas taxée. Un impôt sur la propriété rurale non mise en valeur existe, mais n'est plus liquidé depuis 1965. Ces carences sont particulièrement

regrettables. Non seulement pour le rendement qui pourrait être attendu d'une telle fiscalité; mais surtout parce que la spéculation foncière est devenue une des principales sources d'enrichissement, dans l'archipel, et qu'au moins à Tahiti, il existe une grande pénurie de terres exploitables. A vrai dire une telle situation justifierait un impôt sur les plus-values foncières.

b) Pour éviter qu'une réforme introduisant des cédules fiscales sur les revenus provoque des réactions d'inflation, ou de rejet, il conviendrait :

- de la faire démarrer avec des taux faibles ;

- de procéder moins par adjonction de nouveaux impôts, que par une refonte de la fiscalité existante; celle-ci concernerait forcément l'impôt sur les transactions (aujourd'hui progressif) et qu'il faudrait remplacer par une fiscalité plus neutre du type T.V.A.

- les contributions foncières sur les loyers, et la patente à droit fixe, reprises par l'imposition sur les revenus ;

- de consentir, comme il a été dit précédemment, des moins-values importantes du fait de la baisse ou de la suppression de nombreux droits d'entrée.

Au total, la réforme devrait démarrer à pression fiscale globale peu alourdie. Elle pourrait être ensuite ajustée en fonction de la conjoncture économique et politique.

B) FIXATION DE L'ÉPARGNE LOCALE

Fixer localement, dans des investissements productifs, la masse de capitaux exportés favoriserait de façon décisive le développement de la Polynésie et manifesterait la confiance de ses habitants dans son avenir.

Pour y inciter on pourrait songer à lier certains concours métropolitains en faveur des investissements dans le Territoire à un investissement de l'épargne locale - ou inversement abonder les efforts locaux par des financements métropolitains avantageux.

Une autre méthode, moins critiquable sur le plan de l'équité pourrait être envisagée. Elle s'inspirerait de techniques qui ont prouvé leur efficacité en Côte d'Ivoire. Une partie Lie la fiscalité, alors plus nettement progressive pourrait, au-dessus du taux «de droit commun» être affectée à une «Caisse d'Investissement Territorial». Les suppléments d'impôt sur les hauts revenus seraient ainsi non pas confisqués, mais placés dans l'Occident au profit des contribuables qui en percevraient les dividendes.

C) RE-AJUSTEMENT MONÉTAIRE

La cherté des prix, le trop haut niveau des rémunérations, la tendance à l'exportation de l'épargne locale conduisent à s'interroger sur l'opportunité de modifier le taux de change du Franc CFP. Il peut apparaître surévalué.

Sa dévaluation apporterait-elle une contribution à la remise en ordre de l'économie polynésienne?

En fait le franc CFP a une valeur purement conventionnelle, puisque l'activité du Territoire est presque totalement conditionnée par l'aide. D'autre part l'influence du taux de change sur le commerce extérieur est presque nulle, en terme de rapport des prix des importations et des exportations : aujourd'hui les premières - soldées par l'aide - sont dix fois supérieures aux deuxièmes et il n'y a aucun produit massivement exportable, à quelque prix que ce soit. Toutefois, si de nouvelles activités se développaient, susceptibles de fournir des biens exportables, une dévaluation en abaisserait le seuil

de rentabilité sur le marché extérieur.

Surtout, une dévaluation contribuerait, au moins dans l'instant, à abaisser les valeurs relatives des pi-ix et des salaires locaux, à rendre moins avantageuse l'exportation de capitaux. Cependant si la dévaluation ne s'accompagnait pas des mesures énergiques de remise en ordre suggérées dans cette note, elle serait inutile.

La hausse des salaires suivrait très vite le réajustement en hausse des prix des produits importés. La dévaluation n'aurait de sens que comme adjuvant, ou comme couronnement d'une politique d'ensemble.

La réforme de la fiscalité, l'épargne forcée, une éventuelle dévaluation ont sans doute pour but une plus grande équité, l'augmentation des ressources budgétaires, une meilleure fixation de l'épargne locale, un découragement à la spéculation et à l'exportation de capitaux.

Mais leur objet essentiel est de modifier progressivement le rapport consommation/équipement productif, et surtout de transformer le modèle de consommation.

Ces actions n'ont de sens que rapprochées de celles concernant la décélération des rémunérations trop élevées, et de celles opérant une discrimination dans le commerce extérieur.

L'encouragement des équipements productifs, la diminution de la demande globale pesant sur les importations, le renchérissement des produits importés susceptibles d'être produits dans le Territoire, doivent créer progressivement de meilleures conditions pour l'activité et l'emploi domestiques.

Il faut habituer les habitants de la Polynésie, de quelque origine qu'ils soient, à privilégier un modèle de consommation adapté aux possibilités locales. Doivent être rompues les contagions à l'imitation. Les «expatriés» doivent cesser d'imiter la vie et les consommations qu'ils auraient à Paris, les «autochtones» à imiter les expatriés.

IV - RE-ORIENTER LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT

La Polynésie est un archipel:

- où la croissance démographique est une des plus fortes du monde, où l'éloignement, la rareté et la cherté des ressources énergétiques, des matières favorables à l'industrie, l'absence d'entrepreneurs rendent tout-à-fait improbable la création d'un développement de type occidental, offrant une chance d'emploi aux jeunes générations, et ceci quel que soit le montant de l'aide:

- mais où la nature est particulièrement généreuse, où le climat permet de se loger à peu de frais - pourvu que ce ne soit pas sur un terrain rendu ruineux par la concentration et la spéculation; de dépenser peu pour se vêtir - sauf à se déguiser en estivants de Saint-Tropez -; de se nourrir sans grand effort - si l'on consent à préférer les produits à portée de main, de la terre et de la mer, plutôt qu'à importer à grand frais ce que l'on consommerait à Paris, à Londres ou à New-York.

Le sens de la réorientation nécessaire est donc clair, il convient d'une part de favoriser les activités productives locales, destinées à la consommation locale; d'autre part de ralentir la croissance de Papeete, et de Tahiti; de revitaliser l'activité et le peuplement des îles. Il faut au minimum stopper le mouvement migratoire des archipels vers Papeete, au maximum provoquer un certain reflux.

Une telle politique comporte donc des critères sectoriels, et géographiques. Ils sont du

reste étroitement imbriqués : il ne s'agit pas d'ajouter une composante «régionale» aux pratiques actuelles, mais de réorganiser l'ensemble des interventions à partir de ces choix, de telle sorte qu'elles convergent pour assurer leur réalisation.

La présente note n'a pas pour ambition d'énumérer les actions sectorielles, ou ponctuelles désirables. La plupart ont été excellemment analysées, et certaines sont déjà engagées sous la responsabilité du Gouverneur et de son administration. Une récente mission économique les a précisées. (1) Tout au plus peut-on ici insister sur les priorités qu'impose la «nouvelle croissance», et les moyens qu'elle exige.

(1) Rapport de M. BOURRILLON de juin 1976.

.A) PRIORITÉ A CERTAINS TYPES D'EQUIPEMENT

La préférence doit être donnée :

a) d'une part à des équipements à ras de terre aménagement rural, bonification des terres, reforestation, matériel de pêche - petite industrialisation tournée vers la transformation des produits locaux. Réseau de stockage et de commercialisation adapté à la dispersion des îles, appointements légers - tourisme diffus dans l'archipel.

De ce point de vue il s'agit de modifier l'optique traditionnelle des services techniques, et des lobbies politiques que défendent d'ambitieux souvent fascinés par le gigantisme métropolitain. Mieux valent des petits aménagements tournés vers la commodité des populations dispersées que de vastes et coûteux projets concentrés.

b) d'autre part, à des recherches, et à des équipements de pointe, dont le succès serait de nature à valoriser les atouts naturels de l'archipel, et dont les retombées favoriseraient l'activité et l'emploi dans toutes les îles aquaculture, énergie solaire, énergie des mers. La présence du CNEOX [NDLR: aujourd'hui IFREMER] dans la Pacifique, et particulièrement en Polynésie est une des chances majeures de son développement futur. Les premiers résultats obtenus au niveau du laboratoire, en matière d'aquaculture, la plausibilité des recherches sur l'énergie des mers, conduisent à recommander avec force que l'excellente équipe locale du CNEOX bénéficie d'une absolue priorité dans l'attribution des moyens nécessaires en hommes et en financement. De même, conviendrait-il d'intéresser aux problèmes polynésiens des équipes de la Délégation aux énergies nouvelles et du C.N.R.S.

Des progrès dans ces techniques de pointe (aquaculture, fabrication de protéines, énergies naturelles) où la France peut occuper une place de premier plan, auraient une portée qui dépasserait la Polynésie et justifieraient notre présence dans le Pacifique et de façon plus générale, dans les territoires tropicaux.

B) UNE POLITIQUE GLOBALE ET DISCRIMINATOIRE

Aujourd'hui tout concourt à maintenir la préférence pour Tahiti, et même pour Papeete : concentration de la fonction publique, des équipements collectifs, fiscalité, politique des aides, organisation de la commercialisation, caractère anarchique des transports maritimes, statut des terres et de l'exploitation agricole, organisation scolaire, service militaire. La pente à remonter exige donc une politique discriminatoire menée avec continuité, et utilisant toute la gamme des incitations et des dissuasions.

A titre d'illustration, et sans prétendre à l'exhaustivité, il semble que :

- les traitements de la fonction publique devraient être plus favorables dans les îles qu'à Tahiti,

- la fiscalité devrait être moins lourde (ou même absente) dans les îles et renforcée à Papeete et sa banlieue (surtout sur les revenus et sur les terres),

- les avantages accordés aux financements (primes ; détaxations ; bonifications) devraient être supprimés à Tahiti et accrus dans les îles. Ne pourrait-on par exemple donner des terres, et instaurer des primes de réinstallation aux chômeurs qui retourneraient dans les îles ?

La création du statut de l'exploitant agricole l'amélioration du régime des baux ruraux, un développement des aménagements ruraux accompagné par une meilleure maîtrise des sols, contribueraient efficacement à cette réorientation.

- Les structures de l'enseignement (implantation et contenu) devraient donc être adaptées à cette fin,

- la rationalisation de la desserte maritime est un outil fondamental de cette politique,

- des contrats, comportant éventuellement des aides de l'État, pourraient être envisagés avec les transporteurs aériens, s'il est avéré que le déficit des lignes sur le Pacifique interdit d'en abaisser les tarifs,

- le service militaire, qui draine les jeunes gens de l'archipel sur Papeete où ils rentent une fois libérés, devrait être supprimé. Tout au moins pourrait-il être effectué dans les îles en l'adaptant aux besoins de celles-ci en main d'œuvre utilisée à des travaux d'intérêt collectif.

De façon générale les aides ci les crédits destinés aux équipements collectifs, au logement, aux investissements productifs, au soutien et à l'organisation des marchés, aux circuits de stockage et de commercialisation devraient être réorientés dans cette perspective géographique. C'est donc toute la batterie des actions sectorielles et ponctuelles qui doit se plier à cette nouvelle logique du développement.



COMMENTAIRES

(NDLR : Commentaires de l'époque, et par les commanditaires du rapport eux-mêmes. Sic !)

M. Simon NORA se trahit dès les premières lignes de son rapport. Et c'est malheureux. Avant d'aller plus loin dans cette «synthèse» il faut en lire et relire l'introduction qui donne le ton. Les insuffisances dans l'étude et surtout les préjugés dans l'analyse font que l'esprit le moins soupçonneux ne saurait par la suite prendre les propos de M. NORA pour argent comptant. Or, on parlera beaucoup d'argent dans ce rapport, on ne pariera même que de ça...

Pour les préjugés, un signe ne trompe pas : le recours fréquent aux adjectifs, surprenant sous la plume d'un fonctionnaire dont on attend davantage la description et le rapprochement des faits que l'étalage des jugements de valeur. M. NORA dénonce avant même d'énoncer, procédé commode pour encadrer le raisonnement et le mener sans coup férir à des conclusions préétablies.

M. NORA a la réputation d'un homme cultivé, il a même lu Pierre Loti, et sa description d'un paradis où il n'a pas vécu n'ouvre le rapport que pour mieux stigmatiser un présent jugé infernal. Et les formules toutes faites, les notations péjoratives d'abonder, révélant un jugement pour le

moins préconçu : «délices et poisons de la société de consommation», «banlieue assistée de la société industrielle», «aide extérieure», «politiciens locaux», «présence française», «dynamite démographique», «excellente réforme communale»...

Il aurait tout aussi bien pu écrire «satisfactions et manques d'une société pourtant riche en biens», «terre française du Pacifique-Sud», «solidarité nationale», «eus polynésiens», «capital humain», «création de communes aux compétences atrophiées», sans parler pour autant d'un autre pays.

Au vrai, ce choix délibéré d'appellations critiques trouve sa justification dans deux expressions clefs: «présence française» et «aide extérieure». Qu'est-ce à dire? C'est évident. Pour M. NORA la France est «présente» en Polynésie, elle n'y est pas chez elle. L'état français y dispense sa coopération financière, comme en Afrique, il n'y assume pas les tâches qui lui reviennent en terre métropolitaine. Et comme tout payeur il sera conseiller, M. NORA est venu nous donner une leçon, nous apprendre un mode de vie indépendant et indiquer au gouvernement français comment économiser sur les fonds de la Coopération. Non sans contradictions, d'ailleurs, comme on le verra par la suite quand il suggère la solution «départementale» à une telle difficulté.

Dernière remarque préalable à l'étude sur le fond, le coup de chapeau impromptu aux jeunes socialistes du IA MANA (« pas encore anti-français», ils apprécieront...) dit clairement l'organisation sociale qui a les faveurs de M. NORA.

Cela dit, cette introduction lue et relue, quel est le problème, ou les problèmes auxquels M. NORA entend apporter ses solutions ? Il n'en pose qu'un de précis, en fait, sous la forme de cette question : «Quels sacrifices peuvent être consentis sur les délices (de la société de consommation) pour renoncer à ses poisons ?». Un observateur bienveillant aurait pu se borner à demander: «Comment extirper les poisons sans renoncer aux délices ?». Mais peut-être est-ce trop demander que se réjouir du bonheur des autres... La jalousie, que signale le choix même du mot «délices», n'est pas étrangère au propos de M. NORA, nous le verrons également par la suite.

Quels poisons, quels délices ? Les seconds sont passés sous silence, bien que leur sacrifice soit allègrement recommandé, et les premiers se résument au chômage et à sa compagne obligée, la délinquance. Bien que l'équation «chômage : délinquance» reste à démontrer en tous cas, retenons que l'unique poison décelé par M. NORA appelle le remède évident de la création d'emplois. M. NORA préfère parier de «nouveau modèle de croissance». Pourquoi pas ?

Erreur, c'est ici que son raisonnement est tronqué. L'ancien modèle est une impasse, écrit-il. «Il débouche sur un territoire où les seules activités économiques subsistantes seraient celles liées au flux d'aide (de la métropole), et qui ne peuvent être importées : bâtiments, équipements effectués ou financés par la puissance publique, activités tertiaires, commerciales et libérales liées à l'importation et au négoce, et spéculation foncière». Le tourisme, la pêche industrielle, la production de protéines animales dans les atolls-aquariums..., pas un mot ! Oubli fâcheux pour qui prétend se préoccuper de l'activité en Polynésie. Au moins le «nouveau modèle de croissance» va-t-il regorger de débouchés professionnels ? Pas si vite ! «La nouvelle orientation doit préparer pour l'avenir une meilleure autosuffisance de l'archipel» se borne à prêcher M. NORA.

Ainsi, du présent il gomme les capacités d'auto-développement d'une société parvenue sans l'avoir cherché à une conception ambitieuse du confort matériel (est-ce un crime ?) ou pour l'offrir à tous sans nécessairement en abaisser le niveau. De l'avenir il ne conçoit qu'un repliement sur soi-même, en gommant davantage encore, et cette fois sur les apports extérieurs, sans oser prétendre que dans cet horizon rétréci chacun y trouvera son compte, et pour les revenus, et pour la qualité de la vie. Qu'envisager d'autre, va démontrer M. NORA, puisque la Polynésie n'a pas les moyens de faire autrement.

COMMENTAIRES :

Si M. NORA n'ose tout de même pas reprocher à trois familles sur cinq de posséder un réfrigérateur, il va cependant essayer de leur faire honte...

B) SON MOTEUR

La dépense intérieure a été entièrement conditionnée par le flux massif des transferts publics de la Métropole dans le Territoire. Les transferts civils sont passés de 450 millions de F CFP en 1960 à plus de 7 milliards en 1975. Les transferts militaires, qui étaient en 1960 de 150 millions, s'élevaient (CEP compris) à plus de 9 milliards en 1975. Au total les transferts publics sont passés en quinze ans de 600 millions à plus de 16 milliards de F CFP. Pour 1974 le CEP contribue, directement ou indirectement, à la formation d'environ la moitié du P.1.B. (contre 60% en 1970). Les salaires versés aux employés du CEP-CEA sont supérieurs à 5 milliards de F CFP.

COMMENTAIRES :

Un mot d'explication. Le produit intérieur brut additionne la production proprement dite du pays (agriculture, industrie, services) et la «production» de l'administration mesurée par les traitements versés à ses agents. A lire M. Nora, la Polynésie apparaît peuplée de profiteurs se partageant les salaires civils et militaires pour s'acheter voitures, téléviseurs et réfrigérateurs. Et alors ? Ils ne sont jamais que portés par la vague. Mais ils ne sont pas que cela. Il convient de préciser qu'en 1975 les chiffres, arrondis, étaient les suivants pour l'économie polynésienne :

- Administration : 14 Milliards
- Production intérieure : 31 Milliards
- Produit intérieur brut : 45 Milliards

L'activité locale a donc su multiplier par deux l'apport administratif. Elle n'a pas fait que profiter, sans parler de sa production originale : agriculture ... 2 milliards, tourisme ... 4 milliards, industrie (sans le bâtiment et l'énergie)... 2, 8 milliards.

Nous reviendrons sur cette appréciation hâtive, mais utile au raisonnement de M. NORA, de l'activité polynésienne.

Pour l'essentiel, que le CEP ait été le «moteur» de la croissance, pour parier cousine M. NORA, ou mieux son «capital départ» n'a rien de scandaleux. Quel locataire ne paye pas de loyer ?

La Polynésie aurait beau jeu de rappeler à M. NORA que pour la convaincre de s'ouvrir au CEP le Général de Gaulle, et le Premier Ministre ont solennellement proclamé qu'il signifiait «la fin de nos ennuis financiers». Paroles verbales ?

COMMENTAIRES :

Encore une fois M. NORA ne retient que le revers de la médaille. Et d'introduire subrepticement dans ce croquis économique une touche de... fiscalité, dont nous verrons en fait qu'elle lui tire davantage l'œil que tout le reste.

Quant à la spéculation foncière c'est la tarte à la crème des technocrates de gauche, qu'avoue être M. NORA. En fait, la spéculation est le bénéfice important et rapidement acquis par l'achat sans risques et la revente plus cher à la faveur d'une évolution du marché connue seulement d'initiés. Ainsi décrite il n'y a pas de spéculation foncière en Polynésie, et il n'y en a pas eu depuis longtemps.

En fait, on connaît des familles, pour la plupart familles anciennes du pays, possédant depuis toujours un patrimoine foncier important, qui ont bénéficié de la valorisation de leurs biens. Mais pourquoi les calomnies par l'injuste accusation de spéculation ? D'autant qu'ils ont

réinvesti dans des affaires locales, plus génératrices d'emplois : que de terrains inexploités, ont accru en conséquence leur consommation et fait ainsi tourner l'argent, condition capitale pour qu'il profite au plus grand nombre.

COMMENTAIRES :

b) Finances publiques.

Le réassemblage d'une vie économique brisée sous les coups du CEP est moins déplorable qu'il n'y paraît, pour peu qu'on veuille bien la décrire dans son ensemble, et ne pas s'en tenir comme M. NORA à la seule balance des biens échangés. Même un étudiant de première année sait qu'il convient de compléter des exportations dites « invisibles ». Tel le tourisme, étrangement ignoré tout au long de ce rapport qui prétend s'intituler « éléments pour une synthèse sur la Polynésie Française ». Un pays tire en effet un profit commercial de ses sites et son climat grâce aux touristes, de la même façon qu'il tire profit de son coprah ou son acier, grâce aux demandeurs d'huile ou de tôle. La différence est que pour cette « matière première » géographique, inépuisable celle-là, les clients viennent acheter et consommer sur place.

Il n'y a pas que les sites touristiques. Au chapitre des « exportations invisibles », il convient aussi d'ajouter ceux qu'occupe le CEP pour ses tirs. Hé oui, nous « exportons » non seulement, grâce aux touristes, nos plages et nos cocotiers, mais aussi, grâce au CEP, deux atolls déserts dont la valeur marchande doit s'évaluer naturellement au coût consenti par l'année française pour en jouir. L'activité commerciale de la Polynésie en 1975 doit, donc, s'apprécier ainsi :

- Importations : 22,3 Milliards FCP
- Exportations produits : 0,4 Milliards (1)
- Tourisme, 4 Milliards (2)
- CEP, 9 Milliards

Total : 13,4 1 Milliards
Balance : 8,9 Milliards

(1): M. NORA ne déduit pas les réexportations du CEP/CEA

(2): source, Institut d'Émission

La Polynésie ne finance pas 10 % de ses importations mais plus de 50%. En demande-t-on autant à la Lozère ? A la Corse ?

COMMENTAIRES :

Si les dépenses publiques ont progressé deux fois plus vite que les recettes, ne convient-il pas avant de réfléchir au gonflement possible des secondes de s'interroger sur la réduction des premières ? Et le CEP, encore et toujours lui, n'est-il pas à l'origine du train de vie publique somptuaire du territoire, de son infrastructure coûteuse à amortir et entretenir ? Son forfait fiscal annuel devrait en ce cas couvrir la progression des dépenses.

Le budget civil d'état a pris la relève. C'est là le moyen « extérieur » dont se nourrit ta société polynésienne. Il se réduit, une fois intégrées les dépenses du CEP comme elles doivent l'être à l'économie locale, aux financements de l'administration civile, 7 milliards CP en 1975. Est-ce un cadeau ?

Pour garder ouverte la porte du champ de tir nucléaire, veiller à un avant-poste i.e. la puissance française et gérer 55 millions de km² de ressources océaniques, on avouera que le juste coût est délicat à calculer. Notons que l'échelle de comparaison vaut ce qu'elle vaut, que 7 milliards CP ne représentent pour la France que 0, 11 % de ses dépenses annuelles d'importations.

Encore cet argent là est-il en devises. Pour la Polynésie ce n'est pas le cas. Grâce à « l'aide française », 16 milliards CP en 1975 en admettant même que soient classées ici les dépenses

du CEP, et son tourisme, elle a pu se permettre d'acheter, en faisant fructifier le magot, 22, 3 milliards CP de biens divers à l'extérieur. Mais c'est en réinjectant plus de la moitié de cette somme, 12 milliards, dans l'économie métropolitaine qui nous vend farine, ciment ou vêtements prêt-à-porter. Grâce aux rentrées de devises procurées par la Polynésie, aux transferts financiers privés (4 milliards par an), l'opération est donc blanche pour la métropole. Pourquoi irait-elle rompre ce cycle, dépenses publiques - commandes commerciales - transferts privés, qui ne lui réussit pas trop mal. Car voilà, autrement décrit mais appuyé sur les mêmes chiffres, le modèle qualifié de « pervers » par M. NORA. La perversité, où est-elle ?

COMMENTAIRES: Des chiffres ? Les voilà... En 1975 l'État a supporté 25 % des charges du budget local, ce qui réduit considérablement notre « irresponsabilité ». Encore cet effort se porte-t-il en des domaines où il n'a rien de choquant, même en métropole : coprah : 100 millions CP, FIDES : 430 millions CP, enseignement privé 600 millions CP et grandes endémies 90 millions CP. Reste, gros morceau, les fonctionnaires : 300 millions pour ceux du cadre métropolitain qui lui appartiennent, et surtout 900 millions pour ceux des Corps de l'État (l'appartenance est encore à souligner) pour l'Administration de la Polynésie Française (CEAPF).

Nous verrons que M, NORA s'indigne ici d'une situation qu'il propose plus loin de généraliser en faisant payer par l'État TOUS les fonctionnaires polynésiens. Alors, où sont les irresponsables ?

COMMENTAIRES :

Est-il besoin de rappeler que les qualificatifs, « croissance perverse », « cercle vicieux », sont ici autant de jalons menant à une conclusion préétablie. Il suffit de relire les titres de paragraphes pour percevoir quelle réflexion différente aurait pu s'imposer.

a) La croissance est suspendue à l'aide.

- Le concours de l'état a soutenu la croissance. - Résultat enviable comparé à ceux obtenus en métropole.

b) L'aide provoque déficit et inflation.

L'aide a porté sur l'équilibre des finances locales menacé par les statuts administratifs de l'État et le solde des comptes commerciaux. Faute de BOUSSAC et DASSAULT polynésiens pour lui réserver un meilleur sort. Pardonnez-nous.

c) L'aide affaiblit l'offre interne

Elle a, qui osera dire « malheureusement », détourné la main d'œuvre des travaux agricoles plus pénibles et moins rémunérateurs que ceux de la ville. Examinons maintenant les critiques plus précises de ce chapitre-clef. En s'imposant comme fournisseur privilégié de la Polynésie, la France gonfle les coûts d'approvisionnement.

Mais sinon à quoi bon concourir ? Ne rêvons pas, le vieux pacte colonial continue de prospérer et toute population assistée devient population cliente. La métropole n'est d'ailleurs pas seulement le fournisseur mais aussi le transporteur privilégié et coûteux, sur terre comme sur mer, pour la Polynésie. M. NORA le sait-il ?

La fiscalité locale renchérit les biens. N'est-ce pas le propre de toute fiscalité, à commencer par la taxe à la valeur ajoutée, TVA, qui frappe en France tous les biens et services pour procurer à l'état près de la moitié de ses recettes fiscales ?

- La distribution aussi.

Le moyen de faire autrement, sauf à subventionner les circuits commerciaux, accroître les recettes fiscales pour ce faire et, comme il faut bien trouver l'argent quelque part, inéluctablement

peser sur l'activité économique, et renchérir les biens. Dans une proportion supérieure au régime actuel d'ailleurs, pour éponger dans cette fonction fluctuante par principe qu'est le commerce le coût des raideurs administratives et le gaspillage qu'elles entraînent.

Saluons au passage, ici, l'original des propos tenus par le Haut-commissaire sur «les commerçants qui ont intérêt à préférer les produits chers» et les marges «perverses» qui incluent droits et taxes, ce dont elles se passeraient volontiers, faut-il le redise, en même temps que d'en assurer l'avance, coûteuse, aux caisses du territoire. Le bureau de la C.C.I. a déjà dénoncé le simplisme de cette analyse qui ignore (mais chacun son métier) le ressort, pourtant essentiel, du commerce qu'est la concurrence. Faut-il aussi redonner un exemple : quand le cours mondial du sucre, gonflé artificiellement par les spéculateurs, s'est effondré, qui a vendu ? L'importateur à 140 F. le kilo stocké ou celui à 55 F. le kilo nouvellement commandé ?

Et ces produits locaux qui seraient dédaignés parce qu'à marges bloquées... Ne sont-ils pas aussi et surtout plus chers, d'arrivages irréguliers et de qualité variable ? Le rôle du commerçant n'est pas de financer la production locale (encore une fois, chacun son métier) mais satisfaire sa clientèle.

Résumons-nous. M. NORA d'abord.

COMMENTAIRES :

Nous disons: les dépenses obligées du CEP et l'intervention délibérée, il faut insister sur ce point, puis contrainte de l'état ont suscité, et non pas assuré, une croissance accélérée. Elle s'est traduite, sans déficit notable pour l'économie métropolitaine, non par un «développement régressif», ce qui est un non-sens, mais par l'acquisition de bien multiples et le délaissement des productions agricoles et animales, dans un premier temps. Puis elle a permis l'organisation d'un fort secteur secondaire et d'un secteur tertiaire très complet.

La Polynésie ne sera un jour peuplée que de fonctionnaires, commerçants, fournisseurs de services et chômeurs si elle ne devrait compter que sur ces ressources extérieures. Outre le CEP, le tourisme, demain la pêche industrielle, plus tard la production de protéines animales, doivent asseoir la poursuite de croissance. Accompagnée d'une résurrection des cultures, cette croissance profitera à tous.

COMMENTAIRES :

Une confusion (voulue) et un oubli de taille détruisent la portée de ce sévère constat. Notons d'abord que dans le privé le contrat est mieux respecté que dans le public (56 % de réalisation contre 49). Mais de quels investissements publics parle-t-on ? Ceux de l'Etat ou du budget local ?

L'oubli maintenant. Additionnons les investissements privés énumérés par NORA. TOTAL : 4, 9 milliards. Manquent 4 milliards, rien que cela ! Ne seraient-ce pas les investissements réalisés dans le tourisme, dans la pêche, que M. NORA s'obstine décidément à ignorer ?

Pourquoi le tourisme gêne-il à ce point M. NORA qu'il l'écarte aussi systématiquement ? Sans doute parce qu'il contredit l'image d'une économie assistée et impuissante qu'il se complait à brosser depuis la première ligne.

COMMENTAIRES :

Ce paragraphe mériterait une étude autrement affinée. Faute de chiffres précis, et d'un office de la main d'œuvre digne de ce nom, nous ignorons toujours le nombre précis des demandeurs réels d'emploi non satisfaits. En revanche les petites annonces de la presse locale sont chaque jour fournies en offres d'emploi.

COMMENTAIRES :

Sous couvert d'une réorganisation, si commode sur le papier, de l'administration M. NORA révèle ici son goût pour la bureaucratie. Dommage pour lui que son premier ministre, M. Raymond BARRE, ait précisément tiré la leçon inverse des difficultés économiques françaises. Il en a conclu qu'il fallait, déjà par libération des prix, s'en remettre davantage aux incitations et sanctions naturelles du marché qu'aux théories abstraites d'un fonctionnaire assis à son bureau.

Davantage que planifier l'administration doit aider. Elle ne sera jamais, comme elle y prétend ici, l'agent économique faute d'en assumer les responsabilités et aussi les pénalités.

Où alors nous sommes en régime collectiviste totalitaire où l'exécution d'un fonctionnaire tient lieu de réparation quand le blé ne pousse pas ou les machines-outils marchent de travers.



Remerciements

La lecture attentive de très nombreux livres et articles a fortement nourri et enrichi ma réflexion pour rédiger le présent essai. Puissent leurs auteurs trouver ici l'expression de ma très profonde gratitude pour leurs éclairages très stimulants.

Un merci tout particulier cependant à :

Pierre RABHI	André ORLEAN	Ernst-Friedrich
Marcel MAUSS	Cornélius CASTORIADIS	SCHUMACHER
Hannah ARENDT	Dominique PLIHON	Joseph STIGLITZ
Zygmunt BAUMANN	S.S le DALAÏ LAMA	Amartya SEN
Karl MARX	Frédéric LORDON	Edgar MORIN
Nicolas Georgescu ROEHEN	François PARTANT	Ivan ILLICH
Mahatma GANDHI	Hervé KEMPF	Paul ARIES
Daniel COHEN	Jacques ATTALI	Naomi KLEIN
Serge LATOUCHE	John M. KEYNES	Henri BERGSON
Jean-Marie HARRIBEY	Albert CAMUS	Jacques ELLUL

Un grand merci également, mais plus personnel, à Jean Querenet, Hubert Reys, Jean-Michel Lucas, Fred Dubuis, Edwina Pierre, et Isa Artur, pour leur amitié, leur confiance et leur soutien sans faille dans cette aventure.

Couverture et photos © www.isazalie.com/WordPress

P 14 et 32 Images banque / P 68 : 2011 Londres - Steam Dept Works Office sign on the Moorish Market, Fashion Street / P 78 : 2008 Jersey - Durrell Wildlife Conservation Trust, un abri pour les abeilles. P 124 : Papeete 2000 - Pareu.



Petite DVD thèque pour devenir raisonnable...

Voici pour finir une petite sélection non exhaustive de documentaires qui n'ont quasiment aucune chance d'être diffusés sur une chaîne généraliste à une heure de grande écoute. C'est bien dommage... !

- **Le monde selon Monsanto** de Marie-Monique ROBIN (Arte Vidéo)
- **The Corporation** de Mark ACHBAR et Jennifer Abbott (TF 1 Vidéo)
- **La stratégie du choc** par Michael WINTERBOTTOM et Mat WHITECROSS d'après le livre de Naomi KLEIN (Editions Montparnasse)
- **La fin de la pauvreté** de Philippe DIAZ (Arte Editions)
- **Où va le monde M. Stiglitz ?** par Jacques SARASIN (Challenges)
- **Visionnaires Planétaires** de Sylvie van BRABANT (BQHL Editions)
- **We feed the world** d'Erwin WAGENHOFER (Editions Montparnasse)
- **Chomsky & Cie** d'Olivier AZAM et Daniel MERMET (Les mutins de Pangée)
- **Capitalism: A love story** de Michael MOORE (Ouverture Films)
- **The Big One** de Michael MOORE (TF 1 Vidéo)
- **Un monde sans eau** d'Udo MAURER
- **Solutions locales pour désordre global** de Coline SERREAU
- **Food,Inc** de Robert KENNER
- **Notre pain quotidien** de Nikolaus GEYRHALTER (Grand Prix du festival international d'environnement de Paris en 2006)
- **L'argent de la dette** de Paul GRIGNON (Bankster.tv). A visionner sur : <http://www.inversalis-productions.eu/blog/2010/12/argent-dette/>
- **Notre poison quotidien** de Marie-Monique ROBIN (Arte Editions)
- **La face cachée du pétrole** d'Eric LAURENT et Patrick BARBERIS (Arte Editions)
- **We feed the world d'Erwin Wagenhofer** (Editions du Montparnasse)
- **Inside Job** de Charles FERGUSON (Sony Pictures Classic)
- **Nos enfants nous accuseront** de Jean-Paul JAUD
- **Enron : the smartest guys in the room** d'Alex GIBNEY (Metroplitan Filmexport)
- **Ma mondialisation** de Gilles PERRET (Les Films du paradoxe)



Eléments de bibliographie

Pierre RABHI

- « La part du colibri » - Editions de l'aube
- « Manifeste pour la terre et l'humanisme » - Actes Sud
- « Vers la sobriété heureuse » - Actes Sud
- « Solutions locales pour désordre global » (DVD)

Serge LATOUCHE

- « Survivre au développement » - Editions Mille et une nuits
- « Petit traité de décroissance sereine » - Editions Mille et une nuits
- « Solutions locales pour désordre global » (DVD)

Articles :

- « Pour en finir une fois pour toutes avec le développement » Le Monde Diplomatique / Mars 2001
- « Pour une société de la décroissance » Le Monde Diplomatique / Novembre 2003
- « A bas le développement durable ; vive la décroissance conviviale » / Institut d'étude économique et social pour la décroissance soutenable

André ORLEAN

- « La crise, moteur du capitalisme » - Le Monde /30 mars 2010

Daniel COHEN

- « Trois leçon sur la société post- industrielle » - La République des idées/Le Seuil

Jean-Marie HARRIBEY

- « La démence sénile du capital » - Edition du Passant
- « Vers une société économe et solidaire » - Le Monde Diplomatique/Juillet 2004

Paul ARIES

- « La simplicité volontaire contre le mythe de l'abondance » / Les empêcheurs de penser en rond – Editions La Découverte

Raoul HANES

- « Et dans cent ans ? » - Noriane Editions



Vous pouvez contacter François Jairaj PAUL-PONT, auteur et propriétaire des droits de ce livre, par mail : paulpont@mail.pf

Ce livre est sous licence Creative Commons Attribution-Non Commercial 2.0.

<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/2.0/fr/>

This work is licensed under the Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivs 2.0 France License. To view a copy of this license, visit <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/2.0/fr/> or send a letter to Creative Commons, 444 Castro Street, Suite 900, Mountain View, California, 94041, USA.

Vous êtes libres :



de reproduire, distribuer et communiquer cette création au public

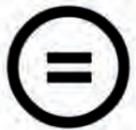
Selon les conditions suivantes :



Paternité. Vous devez citer le nom de l'auteur original de la manière indiquée par l'auteur de l'oeuvre ou le titulaire des droits qui vous confère cette autorisation (mais pas d'une manière qui suggérerait qu'ils vous soutiennent ou approuvent votre utilisation de l'oeuvre).



Pas d'Utilisation Commerciale. Vous n'avez pas le droit d'utiliser cette création à des fins commerciales.



Pas de Modification. Vous n'avez pas le droit de modifier, de transformer ou d'adapter cette création.

